OECD *Watch*

FIVE YEARS ON

A Review of the OECD Guidelines and National Contact Points

CINCO AÑOS DESPUES

Una revisión de las Directrices de la OCDE y los Puntos Nacionales de Contacto

CINQ ANS APRÈS

Revue critique sur les Principes Directeurs de l'OCDE et les Points de Contact Nationaux

Colophon

OECD Watch is an international network of NGO's promoting corporate accountability. The purpose of OECD Watch is to inform the wider NGO community about policies and activities of the OECD's Investment Committee and to test the effectiveness of the OECD Guidelines for Multinational Enterprises. Please visit the OECD Watch website for more information: www.oecdwatch.org

FIVE YEARS ON
A Review of the OECD Guidelines and National Contact Points

Published by
SOMO - Centre for Research on Multinational Corporations
Keizersgracht 132, 1015 CW Amsterdam
+ 31 (0) 20 6391291
info@somo.nl

Editor
Patricia Feeney
(Rights & Accountability in Development - RAID)

Print
PrimaveraQuint

ISBN
ISBN-10: 9071284050
ISBN-13: 9789071284052

Copyright © OECD Watch 2005

Download and ordering at www.oecdwatch.org

This publication has been made possible through funding from the European Commission, DG Employment and Social Affairs, Dutch Ministry of Foreign Affairs, Novib (Oxfam-Netherlands), MISEREOR and EED (Germany). The sole responsibility of this report lies with the authors and the Commission is not responsible for any use that may be made of the information contained herein.

FIVE YEARS ON

A Review of the OECD Guidelines and National Contact Points

CINCO AÑOS DESPUES

Una revisión de las Directrices de la OCDE y los Puntos Nacionales de Contacto

CINQ ANS APRÈS

Revue critique sur les Principes Directeurs de l'OCDE et les Points de Contact Nationaux

OECD Watch

September 2005

Tables des matières

Synthèse 4

Introduction 10

OECD WATCH 12

1ère Partie: Obstacles à une mise en oeuvre efficace 14

Traitement inégal et injuste des ONG 14

Manque de capacité d'investigation ou d'établissement des faits 16

Application du test du « lien d'investissement » pour les cas de la chaîne d'approvisionnement 18

L'inaction ou le rejet de plaintes en cas de procédures judiciaires parallèles 20

Déclarations non concluantes ou non convaincantes du PCN 20

Manque de communication 20

Réticence à évaluer les cas de violation des Principes directeurs 22

Manque de capacité à investiguer intégralement les cas de la République Démocratique du Congo 22

Utilisation de plus en plus fréquente de la confidentialité à chaque niveau de la procédure de plainte 24

2ème Partie: Amélioration de la mise en oeuvre 26

Responsabilisation croissante à travers les revues par les pairs et la supervision parlementaire 26

Assurer l'engagement des entreprises dans le processus de plainte 28

Promouvoir l'adhésion aux Principes directeurs 28

Accroître la transparence et l'accessibilité 32

3ème Partie: Perspectives des pays non membres de l'OCDE 34

4ème Partie: Développement positif dans les cas spécifiques 38

5éme Partie: Conclusions et Recommandations 42

Renforcer la capacité des PCN 46

Renforcer les Principes directeurs 46

Renforcer la performance et l'activité des PCN 48

Annexe 1: Aperçu des cas 72

Tableau chronologique des cas 73

Contenidos

Resumen ejecutivo 4

Introducción 10

Acerca de OECD WATCH 12

Parte 1: Obstáculos en la implementación efectiva 14

Trato desigual e injusto a las ONGs 14

Falta de capacidad para investigar o determinar los hechos 16

Aplicación del examen del 'nexo de inversión' en los casos que involucran la cadena productiva de la empresa 18

Falta de acción ante o desestimación de reclamos cuando median procedimientos legales paralelos 20

Declaraciones no decisivas o débiles por parte de PNC 20

Falta de comunicación 20

Falta de voluntad de evaluar y reconocer presuntas violaciones de las Directrices 22

Falta de una investigación completa acerca de los casos de la República Democrática del Congo 22

Tentativas de extender la confidencialidad a todas las etapas del procedimiento de reclamo 24

Parte 2: Mejorando la implementación 26

Aumentando la responsabilidad a través de la revisión entre los PNCs y la vigilancia parlamentaria 26

Asegurando la participación activa de las empresas en el procedimiento de reclamo 28

Promoviendo la adhesión a las Directrices 28

Incrementando la transparencia y la accesibilidad 32

Parte 3: Perspectivas de países no adherentes 34

Parte 4: Desarrollos positivos en casos específicos 38

Parte 5: Conclusiones y recomendaciones 42

Incrementar la capacidad de los PNCs 46

Fortalecer el alcance de las Directrices 46

Fortalecer la actuación y el alcance de los PNCs 48

Apéndice 1: Vista general de los casos 62

Cuadro cronológico de los casos 63

Contents

Executive Summary 5

Introduction 11
About OECD WATCH 13

Part 1: Obstacles to effective implementation 15
Unequal and unfair treatment of NGOs 15
Lack of investigative or fact finding capacity 17
Application of the 'investment nexus' test for supply chain cases 17
Inaction on, or rejection of, complaints when there are parallel legal proceedings 19
Inconclusive or weak NCP statements 21
Failure to communicate 21
Unwillingness to assess alleged breaches of the Guidelines 21
Failure to investigate fully the Democratic Republic of Congo cases 23
Attempts to extend confidentiality to every stage of the complaints' procedure. 25

Part 2: Improving implementation 27
Increasing accountability through peer review and parliamentary oversight 27
Ensuring engagement of companies in the complaint process 29
Promoting adherence to the Guidelines 29
Increasing transparency and accessibility 33

Part 3: Perspectives from non-adhering countries 35

Part 4: Positive development in specific cases 39

Part 5: Conclusions and Recommendations 43
Increasing the capacity of NCPs 45
Strengthening the scope of the Guidelines 47
Strengthening the performance and outreach of NCPs 47

Appendix 1: Overview of cases 52
Chronological table of cases 53

Synthèse

Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (Principes directeurs) sont un ensemble de principes et normes adoptés par les gouvernements, auxquels les entreprises multinationales opérant dans - ou provenant - des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) doivent adhérer. En 2000, les Principes directeurs ont été révisés.

Après de longues discussions, un nouveau mécanisme de mise en œuvre a été mis en place, permettant pour la première fois aux organisations non gouvernementales (ONG) de soumettre leurs plaintes sur les activités des entreprises auprès de Points de Contact Nationaux (PCN). Les PCN sont des structures gouvernementales créées pour promouvoir l'adhésion des sociétés multinationales aux Principes directeurs.

Au cours des cinq dernières années, les ONG ont déposé plus de 45 plaintes auprès des PCN, et ce chiffre est en augmentation constante. Selon l'OCDE, plus de 100 plaintes ont été déposées par des ONG et des syndicats entre la révision des Principes directeurs et juin 2005.

OECD Watch est un réseau international composé de 47 ONG, créé afin de faciliter l'utilisation des Principes directeurs par la société civile et impliquer les ONG dans le travail du Comité d'Investissement de l'OCDE[1]. La présente « revue critique » porte sur l'évaluation de la performance des Points de Contact Nationaux (PCN) de 22 des 39 pays membres qui ont adoptés les Principes directeurs. Elle reflète aussi les points de vue des ONG de sept pays non membres - la République Démocratique du Congo, l'Équateur, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, Taiwan et la Zambie – sur l'utilité des Principes directeurs en tant qu'outil de responsabilisation des entreprises.

Cette « revue critique » vise à fournir des réponses aux questions souvent posées par les ONG. Est-ce que le temps et l'effort dépensés dans la préparation des cas et l'analyse des procédures valent la peine ? Quelle est la valeur ajoutée des Principes directeurs ? N'existent-t-il pas d'autres approches plus efficaces utilisées par les ONG ? Y a-t-il eu une amélioration perceptible dans le comportement ou les politiques des multinationales suite à leur implication dans les Principes directeurs de l'OCDE ? Cinq ans après, quels ont été les acquis ?

Principaux résultats

OECD Watch estime que les attentes légitimes des groupes de la société civile qui ont participé à la révision des Principes directeurs en 2000 n'ont pas été satisfaites en ce qui concerne la mise en oeuvre des procédures.

Cinq ans après, il n'y a aucune preuve tangible que les Principes directeurs ont eu un impact positif et significatif sur les entreprises multinationales. De plus, il n'est pas démontré que les Principes directeurs ont aidé à réduire le nombre de conflits les communautés locales, les groupes de société civile, et les investisseurs étrangers.

En tant que mécanisme global qui a pour objectif l'amélioration des activités des multinationales, les Principes directeurs sont tout simplement

Resumen ejecutivo

Las Directrices para empresas multinacionales son un conjunto de principios y estándares voluntarios, adoptados por los gobiernos adherentes, a los cuales se espera que adhieran las empresas multinacionales que operen en o desde países de la Organización para la Cooperación y Desarrollo Económico (OCDE).

Las Directrices fueron revisadas en el año 2000. Luego de largas negociaciones se acordó un nuevo mecanismo de implementación para las Directrices, concediéndose por primera vez a las ONGs el derecho de presentar quejas ("instancias específicas") con respecto a las actividades de empresas ante los Puntos Nacionales de Contacto (PNCs) de los países miembros de la OCDE y de los países no-miembros que han adherido a las Directrices. Los PNCs son oficinas gubernamentales establecidas con el objeto de promover la adhesión de las empresas multinacionales a las Directrices de la OCDE.

En los últimos cinco años, las ONGs han presentado más de 45 reclamos ante los PNCs y el número crece constantemente. Según la OCDE, desde que las Directrices fueron revisadas, se han archivado, hasta junio del 2005, más de 100 reclamos realizadas por ONGs y Sindicatos.

OECD Watch es una red internacional de más de 47 ONGs, creada para facilitar las actividades de ONGs en torno a las Directrices de la OCDE y el trabajo del Comité de Inversión[1]. Este informe de las ONGs evalua el desempeño de los PNCs en 22 de los 39 países que han adoptado las Directrices. También refleja las visiones de ONGs de siete "países no adherentes" -la República Democrática del Congo, Ecuador, India, Indonesia, Pakistán, Taiwán y Zambia- respecto de la utilidad de las Directrices como herramienta de responsabilidad empresarial. El presente informe aspira a dar respuestas a las preguntas formuladas con frecuencia por ONGs: ¿Valen la pena el tiempo y el esfuerzo dedicados a preparar los casos y llevar adelante los procedimientos? ¿Cuál es el valor agregado de las Directrices? ¿No resultan más efectivos otros enfoques propios de las ONGS? ¿En esencia, ha habido alguna mejora discernible en la conducta o las políticas de empresas multinacionales como consecuencia de su involucramiento en un caso conforme las Directrices de la OCDE? Cinco años después, ¿qué se ha logrado?

Principales hallazgos

OECD Watch considera que las expectativas legítimas de los grupos de la sociedad civil que participaron en la revisión de las Directrices del año 2000 no han sido cumplidas en lo que respecta a su procedimiento de implementación. Cinco años después, no existe evidencia concluyente de que las Directrices hayan tenido un gran impacto positivo en las empresas multinacionales. Además, no existe evidencia de que las Directrices hayan ayudado a reducir el número de conflictos entre comunidades locales y/o grupos de la sociedad civil e inversionistas extranjeros.

Las Directrices son simplemente inadecuadas y deficientes como un mecanismo global para mejorar las operaciones de las empresas multinacionales. Sin la amenaza de sanciones efectivas, existen escasos incentivos para que las empresas aseguren que sus operaciones estén en

Executive Summary

The *Guidelines for Multinational Enterprises* (Guidelines) are a set of voluntary principals and standards adopted by governments to which multinational enterprises operating in or from Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) member countries are expected to adhere.

In 2000, the Guidelines were revised. After lengthy negotiations, a new implementation mechanism was agreed giving nongovernmental organisations (NGOs) for the first time the right to submit complaints concerning the activities of companies to OECD member and adhering countries' National Contact Points (NCPs). NCPs are government offices established to promote multinational companies' adherence to the Guidelines.

Over the past five years, NGOs have submitted over 45 complaints to NCPs, and the number is steadily rising. According to the OECD, by June 2005, over 100 complaints had been filed by NGOs and trade unions since the Guidelines were revised.

OECD Watch is an international network of 47 NGOs that was created to facilitate civil society's activities around the Guidelines and the work of the OECD Investment Committee.[1] This NGO review evaluates the performance of NCPs from 22 of the 39 countries that have adopted the Guidelines. It also reflects the views of NGOs in seven 'non-adhering' countries – the Democratic Republic of the Congo, Ecuador, India, Indonesia, Pakistan, Taiwan and Zambia – about the usefulness of the Guidelines as a corporate accountability tool. This review aims to provide answers to the questions often posed by NGOs. Is the time and effort spent on preparing and filing cases worthwhile? What is the value-added of the Guidelines? Are other NGO approaches more effective? Crucially, has there been any discernable improvement in the behaviour or policies of multinational companies as a result of their involvement in an OECD Guidelines case? Five years on, what has been achieved?

Main Findings

OECD Watch believes that the legitimate expectations of civil society groups that participated in the 2000 revision of the Guidelines have not been met as far as the implementation procedures are concerned. Five years on, there is no conclusive evidence that the Guidelines have had a positive, comprehensive impact on multinational enterprises. Furthermore, there is no evidence that the Guidelines have helped to reduce the number of conflicts between local communities, civil society groups and foreign investors.

As a global mechanism to improve the operations of multinationals, the Guidelines are simply inadequate and deficient. Without the threat of effective sanctions, there is little incentive for companies to ensure their operations are in compliance with the Guidelines. Therefore, OECD Watch believes that governments must establish legally-binding, international social and environmental standards and corporate accountability frameworks.

insuffisants et inadaptés. Sans la menace de sanctions effectives, il y a peu d'éléments de motivation pour les entreprises à respecter les Principes directeurs au cours de leurs opérations. En conséquence, OECD Watch estime que les gouvernements doivent mettre en place des normes contraignantes, internationales, sociales et environnementales, ainsi que des cadres pour la responsabilisation collective des entreprises.

Toutefois, les Principes directeurs peuvent, dans des cas individuels d'inconduite, là où une plainte a été déposée, fournir un mécanisme d'aide pour résoudre des problèmes spécifiques et réduire les conflits entre les communautés et les investisseurs. Un nombre croissant d'ONG ont donc décidé de déposer des plaintes afin de tester l'efficacité des Principes directeurs.

Les membres d'OECD Watch dans les pays non-membres de l'OCDE ont rejeté le point de vue souvent avancé par des groupes d'entreprises que les principes et normes des Principes directeurs sont inappropriés pour les pays en voie de développement. Au contraire, ils ont exprimé leur intérêt par rapport à l'utilisation des Principes directeurs comme outil d'émancipation permettant de renforcer leur capacité à faire face aux entreprises et à leur propre gouvernement sur les problèmes de responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

OECD Watch reconnaît que, dans quelques cas, les PCN ont cherché des recommandations utiles et significatives pouvant guider un comportement collectif des entreprises. Même dans les cas où il y a eu un désaccord sur la décision finale des PCN, les ONG ont apprécié les recommandations faites sur les questions éthiques signalées par le plaignant. Toutefois, dans la majorité écrasante des cas, les résultats ont été décourageants. Le processus apparaît de plus en plus aux yeux des ONG comme étant arbitraire, injuste et imprévisible. La manière incohérente et vague dont les PCN traitent les saisines se fait au détriment de la crédibilité que l'on peut accorder aux Principes directeurs.

Le sentiment général partagé par les ONG impliquées dans des plaintes relevant des Principes directeurs est que les gouvernements sont principalement préoccupés par le développement et la réassurance du secteur du monde des affaires plutôt que de mettre un frein au mauvais comportement des entreprises.

D'autres problèmes mis en relief lors de la révision comprennent :

- Le traitement inégal et injuste des ONG impliquées dans le processus ;
- Le manque de capacité d'investigation ou d'établissement des faits ;
- La réticence à évaluer des violations des Principes directeurs ;
- Les tentatives d'exclure les cas relatifs à la responsabilité dans les chaînes d'approvisionnement ;
- La faiblesse de beaucoup de déclarations des PCN ;
- Le manque de communication avec les plaignants, et les retards excessifs dans le traitement des cas ;
- Le manque de capacité d'investigation complète sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la République Démocratique du Congo par les entreprises de la zone OCDE.

conformidad con las Directrices. Por lo tanto, OECD Watch considera que los gobiernos deben establecer estándares internacionales vinculantes en materia social y medioambiental y marcos normativos de responsabilidad social corporativa que sean legalmente obligatorios.
Sin embargo, en casos individuales de conductas violatorias en los cuales un reclamo es presentado en contra de una empresa, las Directrices pueden proveer de un mecanismo que contribuya a resolver problemas específicos y reducir los conflictos entre comunidades e inversionistas. Por lo tando, un creciente número de ONGs han decidido presentar reclamos como un medio para poner a prueba la efectividad de las Directrices.

Los miembros de OECD Watch en países no adherentes se oponen a la visión - que en general proviene de grupos empresarios de los países de la OCDE - de que los principios y estándares de las Directrices son inherentemente inadecuados para los países en desarrollo. Es más, han expresado su interés en emplear las Directrices como una herramienta de empoderamiento que contribuya a fortalecer sus capacidades para tratar asuntos de responsabilidad social y medioambiental con las empresas y sus propios gobiernos.

OECD Watch reconoce que, en algunos casos, los PNCs han procurado emitir recomendaciones útiles o significativas que pudieran guiar y mejorar la conducta empresarial. Incluso en los casos en que no hubo acuerdo respecto de la decisión final del PNC en el reclamo, las ONGs han valorado las recomendaciones que al menos abordan los problemas éticos destacados en la cuestión. No obstante, en la aplastante mayoría de casos, los resultados han sido insatisfactorios. Cada vez más, las ONGs consideran los procesos como arbitrarios, injustos e impredecibles. La forma abúlica e imprecisa en que varios PNCs han manejado diversas instancias específicas ha sido perjudicial para la credibilidad de las Directrices.

Entre las ONGs involucradas en casos de Directrices, existe la percepción general de que los gobiernos de la OCDE están principalmente preocupados por cultivar y tranquilizar al sector empresarial en lugar de frenar las conductas violatorias de las empresas.

Otros problemas destacados en el informe incluyen:

- El trato desigual e injusto de que son objeto las ONGs;
- La falta de autoridad investigativa o de determinación de los hechos;
- La falta de voluntad de evaluar y reconocer presuntas violaciones de las Directrices;
- Los intentos de excluir los casos concernientes a la responsabilidad de las empresas sobre sus cadenas de producción;
- La debilidad de las declaraciones de varios PNCs;
- La omisión del deber de comunicar adecuadamente y las demoras excesivas en el manejo de los casos por parte de los PNCs,
- La omisión de investigar completamente los casos de explotación ilegal de los recursos naturales de la República Democrática del Congo.

Nonetheless, in individual cases of misconduct where a complaint is filed against a company, the Guidelines can provide a mechanism to try and resolve specific problems and reduce conflict between communities and investors. An increasing number of NGOs have therefore decided to file complaints as a means of testing the effectiveness of the Guidelines.

OECD Watch members in non-adhering countries dismiss the view, often put forward by business groups in OECD countries, that the Guidelines' principles and standards are inherently inappropriate for developing countries. Indeed, they have expressed interest in using the Guidelines as a potential tool of empowerment to help strengthen their ability to address corporate social and environmental responsibility issues with companies and their own governments.

OECD Watch acknowledges that, in a handful of cases, NCPs have sought to issue useful or meaningful recommendations that could guide and improve corporate behaviour. Even in cases where there has been disagreement over an NCP's final determination on a case, NGOs have appreciated recommendations that at least addressed the ethical problems highlighted by the complaint. However, in the overwhelming majority of cases, the outcomes have been disappointing. NGOs increasingly view the process as arbitrary, unfair and unpredictable. The cumbersome and vague manner in which many NCPs have dealt with specific instances is detrimental to the credibility of the Guidelines.

There is a general perception among NGOs involved in Guidelines cases that OECD governments are principally concerned with cultivating and reassuring the business sector rather than curbing corporate misconduct. Other problems highlighted in the review include:

- The unequal and unfair treatment of NGOs in the process;
- A lack of investigative or fact finding capacity of NCPs;
- The unwillingness to assess alleged breaches of the Guidelines;
- Attempts to exclude cases dealing with supply chain responsibility;
- The weakness of many NCP statements;
- A failure to communicate properly with complainants and inordinate delays in dealing with cases;
- The failure to investigate fully the alleged illegal exploitation of the natural resources of the Democratic Republic of Congo by OECD companies.

If complaints are to succeed in resolving problems and reducing conflict between communities and investors, there will have to be a radical overhaul in the way NCPs perceive their role and the way in which they operate. OECD Watch recommends the following:

- Urgent measures are needed to restore confidence in the impartiality of the specific instance process by treating complainants as full and equal parties.
- Accountability mechanisms such as sanctions, an enhanced peer review mechanism, and parliamentary scrutiny of NCP performance should be introduced to improve implementation of the OECD Guidelines.

Afin que les plaintes parviennent à résoudre des problèmes et à réduire les conflits entre les communautés et les investisseurs, un changement radical dans la façon dont les PCN perçoivent leur rôle et dans la façon dont ils opèrent sera nécessaire. OECD Watch fait les propositions suivantes :

- Il est nécessaire de prendre des mesures urgentes pour rétablir la confiance et l'impartialité dans le processus de gestion des plaintes en traitant tous les plaignants comme des interlocuteurs légitimes.
- Des mécanismes de sanction, des mécanismes de revues par les pairs, et un suivi parlementaire de la performance des PCN devrait être introduit afin d'améliorer la mise en œuvre des Principes directeurs.
- Il est nécessaire de prendre des mesures visant à renforcer la portée des Principes directeurs, en particulier dans les cas relatifs au commerce et à la responsabilité des chaînes d'approvisionnement des entreprises.
- Le développement de principes directeurs clairs et complets pour les entreprises opérant dans les zones à risques exposées à de violents conflits est indispensable.
- L'examen des plaintes doit être confié à des juges ou des médiateurs indépendants des gouvernements, dotés de pouvoirs et de ressources suffisants pour faire des investigations sur les cas, peser les preuves, tirer des conclusions sur les cas de violation des Principes directeurs et, au besoin, infliger des sanctions.
- Les pays membres de l'OCDE doivent s'assurer que les procédures d'application des Principes directeurs génèrent des résultats positifs, permettant d'améliorer les conditions de vie des communautés humaines victimes des conséquences négatives du comportement collectif des entreprises.

Si los reclamos son para alcanzar la resolución de problemas y la reducción de conflictos entre comunidades e inversionistas, tiene que haber una revisión radical en la forma que que los PNCs perciben su rol y en su manera de operar. OECD Watch recomienda lo siguiente:

- Se requieren medidas urgentes a fin de restaurar la confianza en la imparcialidad del procedimiento de instancia específica, dando a los reclamantes el trato de partes plenas e iguales.
- Se deben introducir mecanismos de responsabilidad tales como sanciones, un mecanismo de revisión por parte de pares y un examen parlamentario del desempeño de los PNCs.
- Es preciso adoptar medidas tendientes a fortalecer el alcance de las Directrices, en particular en lo relativo a los casos de índole comercial y a la responsabilidad en la cadena productiva.
- Es necesario desarrollar directrices claras y extensas para las empresas que operan en zonas en riesgo de conflicto violento.
- En última instancia, la resolución de los reclamos debiera ser confiada a jueces o defensores del pueblo independientes de los gobiernos, quienes tengan las facultades y recursos apropiados para investigar casos, analizar las pruebas, determinar el incumplimiento de las Directrices y, de ser necesario, imponer sanciones.
- A fin de realizar el potencial de las Directrices, es preciso que los gobiernos de los países adherentes aseguren el logro de resultados positivos en los procedimientos, que contribuyan a mejorar las vidas de las comunidades castigadas por los efectos negativos de la conducta empresarial.

- Measures should be taken to strengthen the scope of the Guidelines, particularly in relation to trade-related cases and companies' supply chain responsibilities.
- Clear and comprehensive guidelines for companies operating in areas at risk of violent conflict should be developed.
- Ultimately, the examination of complaints should be in the hands of judges or ombudsmen, which are independent of governments, and with powers and resources to investigate cases, weigh evidence, reach conclusions about breaches of Guidelines and, where necessary, to impose sanctions.
- If the potential of the Guidelines is to be realized, adhering country governments must ensure that the procedures lead to positive results that help improve the lives of communities negatively affected by corporate behaviour.

Introduction

Les Principes directeurs de l'OCDE pour les Entreprise Multinationales sont une série de principes et normes volontaires conjointement élaborés par les gouvernements pour les « entreprises multinationales » opérant dans ou à partir des pays de l'OCDE. Ils couvrent un ensemble de questions dont la divulgation de l'information, les relations industrielles et d'emploi, l'environnement, la lutte contre la corruption, les intérêts du consommateur, la science et la technologie, la concurrence et les charges fiscales. Ces domaines sont incontournables pour la promotion de bonnes pratiques d'affaires. Les Principes directeurs contiennent aussi un article sur les Droits de l'Homme et une référence explicite à la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*.

En adoptant les Principes directeurs de l'OCDE, les gouvernements ont exprimé leur engagement à faire en sorte que les entreprises multinationales opérant sur leur territoire appliquent ces principes et normes dans leurs opérations à travers le monde. Toutefois, les Principes directeurs ne peuvent pas être qualifiés de « mondiaux » étant donné qu'ils ne sont pas applicables aux multinationales originaires de pays qui non pas ratifiés les Principes, lorsqu'elles opèrent dans des pays non adhérents aux Principes, y compris des pays aussi importants économiquement que la Chine, la Malaisie, la Russie et l'Inde. Les trente pays membres de l'OCDE et les neuf pays non membres ayant adopté les Principes directeurs, pris tous ensembles, constituent toutefois une source majeure de l'investissement direct à l'étranger et de l'investissement national de la majeure partie des Entreprises multinationales privées - en particulier les grandes industries d'extraction -. Les Principes directeurs ont été approuvés par le Comité Consultatif pour les Entreprises et l'Industrie (CCEI/ BIAC) de l'OCDE et le Comité Consultatif pour les Syndicats (CCS/TUAC).

En 2000, après de très longues discussions, un nouveau mécanisme de mise en œuvre a été mis en place, permettant ainsi aux ONG de soumettre pour la première fois leurs plaintes sur les cas de violation des Principes directeurs aux Points de Contact Nationaux (PCN). Les PCN sont des structures gouvernementales créées pour promouvoir l'adhésion des entreprise multinationales aux Principes directeurs de l'OCDE. Ils ont l'obligation de faire un compte-rendu des plaintes déposées contre les entreprises (officiellement appelées « instances spécifiques »). Lorsqu'une entreprise est accusée de violation des Principes directeurs de l'OCDE, le PCN a autorité à agir en qualité de médiateur pour la résolution du conflit opposant les deux parties (les plaignants et les entreprises). Il a aussi la capacité de faire des déclarations sur l'application des Principes directeurs par les entreprises et de faire des recommandations concernant le comportement de celles-ci. Les PCN ont le devoir de promouvoir la connaissance des Principes directeurs dans leurs pays respectifs et de remettre un rapport annuel sur leurs activités au Comité d'Investissement de l'OCDE, qui est chargé de surveiller l'interprétation des Principes directeurs et leur mise en oeuvre par les PCN.

Les ONG ont participé à la rencontre pour la révision des Principes directeurs en 2000 et l'ont appréciée comme étant une étape importante dans la bonne direction. Toutefois, elles n'ont pas manqué de signaler clairement un certain nombre de faiblesses fondamentales, à savoir : la nature non contraignante des Principes directeurs, leur formulation vague, l'inadéquation des mécanismes de mise en oeuvre, le manque

Introducción

Las *Directrices de la OCDE para Empresas Multinacionales* son un conjunto de principios y estándares voluntarios dirigidos conjuntamente por los gobiernos firmantes a las "empresas multinacionales" que operan en o desde países de la OCDE. Abarcan diversas cuestiones, incluyendo la publicación de informaciones, el empleo y las relaciones laborales, el medioambiente, la lucha contra la corrupción, los intereses de los consumidores, la ciencia y la tecnología, la competencia y la fiscalidad. Estas áreas son importantes para la promoción de las buenas prácticas empresarias; sin embargo, es importante resaltar que ahora las Directrices contienen, además, una disposición referente a los derechos humanos y una referencia explícita a la *Declaración Universal de los Derechos Humanos*.

Al adoptar las Directrices, los gobiernos dieron una señal de su compromiso en asegurar que las empresas multinacionales que operan desde sus territorios adhieran a los principios y estándares de la misma en sus operaciones de negocios en todo el mundo. Sin embargo, las Directrices no pueden ser descritas como "globales" dado que no son aplicables a las multinacionales basadas en países no adherentes, incluyendo aquellas provenientes de grandes economías como China, Malasia, Rusia e India. Juntos, los treinta países miembros de la OCDE y los nueve países no miembros aunque adherentes a las Directrices son, no obstante, una de las principales fuentes de inversión extranjera directa y países de origen de la mayoría de las empresas multinacionales privadas, incluyendo aquéllas dedicadas a las industrias extractivas. Las Directrices también fueron refrendadas por el Comité Consultivo Empresarial e Industrial (*Business and Industry Advisory Committee - BIAC*) y el Comité Consultivo Sindical (*Trade Union Advisory Committee - TUAC*) de la OCDE.

En 2000, luego de largas negociaciones, se acordó un nuevo mecanismo de implementación de las Directrices que permitió a las ONGs presentar, por primera vez, reclamos ante los "Puntos Nacionales de Contacto" de los gobiernos adherentes. Los PNCs son funcionarios u oficinas gubernamentales establecidos con el fin de promover la adhesión de las empresas multinacionales a las Directrices de la OCDE. A su vez, los PNCs deben evaluar los reclamos contra empresas (oficialmente denominados "instancias específicas"). Cuando recibe reclamos contra empresas cuya conducta es presuntamente contraria a las Directrices, el PNC está facultado para mediar en la resolución del conflicto entre los reclamantes y dichas empresas, emitir declaraciones sobre la adhesión de las empresas a las Directrices y formular recomendaciones relativas a la conducta de dichas empresas. Los PNCs tienen asimismo el deber de sensibilizar al público de sus respectivos países acerca de las Directrices y de presentar un informe anual de sus actividades al Comité de Inversión de la OCDE, responsable de vigilar lo referente a la interpretación de las Directrices y su implementación por parte de los PNCs.

La revisión de las Directrices en el año 2000 contó con la participación de ONGs, que celebraron la versión revisada como un paso en la dirección correcta. Sin embargo, estas ONGs resaltaron claramente una serie de fallas fundamentales, incluyendo la naturaleza no vinculante de las Directrices, su vaga terminología, su inadecuado mecanismo de implementación, la falta de capacidad investigativa de los PNCs y la ausencia de sanciones. En 2001 se presentó el primer caso de una ONG, concerniente a Adidas y su cadena productiva. Durante los cinco años siguientes, hasta junio de 2005,

Introduction

The OECD Guidelines for Multinational Enterprises are a set of voluntary principals and standards jointly addressed by governments to 'multi-national enterprises' operating in or from OECD countries. An array of issues are covered in the Guidelines, including information disclosure, employment and industrial relations, environment, combating bribery, consumer interests, science and technology, competition, and taxation. Such areas are important for the promotion of good business practice but, significantly, the Guidelines now also contain a provision on human rights and an explicit reference to the Universal Declaration of Human Rights.

By adopting the Guidelines, governments have signalled their commitment to ensure that multinational companies operating from their territories adhere to their principals and standards in their business operations worldwide. However, the Guidelines cannot be described as 'global' because they do not apply to multinationals based in non-adhering states, including those operating out of a number of large economies such as China, Malaysia, Russia and India. The thirty member countries of the OECD and nine non-members that have adopted the Guidelines, taken together, are nevertheless a major source of foreign direct investment and home to the majority of privately-owned multinational companies, including major extractive industry companies. The Guidelines have also been endorsed by the OECD's Business and Industry Advisory Committee (BIAC) and the Trade Union Advisory Committee (TUAC).

In 2000, after lengthy negotiations, a new implementation mechanism for the Guidelines was agreed, thereby enabling NGOs for the first time to submit complaints to endorsing governments' 'National Contact Points' (NCP). NCPs are government offices established to promote multinational companies' adherence to the OECD Guidelines. NCPs are also obliged to review complaints against companies (officially called 'specific instances'). When complaints are submitted against companies alleged to be in breach of the Guidelines, the NCP has the authority to mediate resolutions between complainants and companies, issue statements about companies' adherence to the Guidelines, and make recommendations concerning companies' behaviour. NCPs also have a duty to promote awareness of the Guidelines in their respective countries and to submit an annual report on their activities to the OECD's Investment Committee, which has oversight responsibility for the interpretation of the Guidelines and their implementation by the NCPs.

NGOs participated in the 2000 review and welcomed the revised Guidelines as a step in the right direction. However, they pointed clearly to a number of fundamental shortcomings, including the Guidelines' non-binding nature, vague wording, inadequate implementation mechanism, the NCPs' lack of investigative capabilities, and the absence of any sanctions. In 2001, the first NGO case was filed concerning Adidas and its supply chain. Five years on, as of June 2005, NGOs had presented a total of 45 complaints, 20 of which had been filed in 2004 alone.

Five years after the adoption of the revised Guidelines is a good time to take stock of the achievements, learn from the mistakes and prepare for future challenges. This report, the third by OECD Watch, reviews the development of the National Contact Points (NCPs) in 22 of the 39 countries that have adopted the Guidelines. This assessment

de capacités d'investigation des PCN et l'absence de sanctions. En 2001, la première plainte soumise par les ONG a été le cas Adidas (sa chaîne d'approvisionnement). Cinq ans plus tard, en juin 2005, les ONG ont présenté un total de 45 plaintes, dont 20 au cours de l'année 2004.

Cinq ans après l'adoption des Principes directeurs révisés, le moment est opportun pour faire l'inventaire des acquis, tirer la leçon des erreurs commises et se préparer à relever les futurs défis. Ce rapport, le troisième de ce genre produit par OECD Watch, offre un aperçu du développement des Points de Contact Nationaux (PCN) créés dans 22 des 39 pays ayant adopté les Principes directeurs de l'OCDE. Cette évaluation a été réalisée sur la base des expériences et informations des ONG[2]. Étant donné la nécessité de faire des Principes directeurs un outil essentiel de responsabilisation des entreprises au profit des communautés des pays en voie de développement, thème de la Table Ronde de la Corporate Social Responsibility (CSR) de l'OCDE tenue en juin 2005, des efforts spécifiques ont été déployés en vue d'obtenir le point de vue des partenaires du Sud sur la promotion et la mise en œuvre des Principes directeurs dans les pays non membres[3]. Cette revue vise également à fournir des réponses aux questions souvent posées par les ONG : Est-ce le temps et l'effort dépensés dans la préparation des cas et l'analyse des procédures valent la peine ? Quelle est la valeur ajoutée des Principes directeurs ? N'existe-t-il pas d'autres approches plus efficaces utilisées par les ONG ? Enfin, y a-t-il eu une amélioration perceptible du comportement ou des politiques des entreprises multinationales, suite à leur adhésion aux Principes directeurs de l'OCDE ? Quels ont été les acquis après cinq ans de mise en oeuvre ?.

OECD WATCH

Créée en mars 2003 à Amersfoort en Hollande, OECD Watch regroupe des ONG d'Europe, d'Amérique, d'Australie, d'Afrique et d'Asie qui partagent une même vision sur la nécessité de la responsabilisation des entreprises et de l'investissement durable.
Les membres d'OECD Watch ont pour but :

- D'assurer le suivi et contribuer au travail du Comité d'Investissement de l'OCDE ;
- D'assurer le test d'efficacité des Principes directeurs de l'OCDE pour les Entreprises Multinationales, qui (les Principes directeurs) constituent un outil de responsabilisation des entreprises multinationales ;
- D'assurer la diffusion de l'information aux groupes de la société civile, spécialement dans les pays en voie de développement, sur les initiatives de l'OCDE en matière d'investissement au niveau international, de gestion d'entreprise et de respect de ses Principes directeurs ;
- De prodiguer des conseils aux ONG sur les plaintes relatives à la violation des Principes directeurs de l'OCDE.

diversas ONGs presentaron un total de 45 casos, 20 de los cuales fueron presentados durante 2004.
Cinco años después de la adopción de la versión revisada de las Directrices constituye un buen momento para contemplar los logros alcanzados, aprender de los errores y prepararse para desafíos futuros. El presente informe -el tercero de OCDE Watch- analiza el desarrollo de los Puntos Nacionales de Contacto (PNCs) de 22 de los 39 países que adoptaron las Directrices; su evaluación se basa en las experiencias y percepciones de ONGs[2]. Considerando la importancia que reviste el transformar las Directrices en una herramienta significativa de responsabilidad empresarial para las comunidades del mundo en desarrollo -lo cual constituyó el tema de la Mesa Redonda sobre Responsabilidad Social Empresaria (RSE), de junio de 2005- se hizo un particular esfuerzo en obtener las visiones de los socios del Sur respecto a la promoción e implementación de las Directrices en países no adherentes[3]. El presente análisis también apunta a proveer respuestas a las preguntas formuladas con frecuencia por ONGs: ¿Valen la pena el tiempo y el esfuerzo dedicados a preparar los casos y llevar adelante los procedimientos? ¿Cuál es el valor agregado de las Directrices? ¿No resultan más efectivos otros enfoques propios de las ONGS? ¿En esencia, ha habido alguna mejora discernible en la conducta o las políticas de empresas multinacionales como consecuencia de su involucramiento en un caso conforme las Directrices de la OCDE? Cinco años después, ¿qué se ha logrado?

Acerca de OECD WATCH

OECD WATCH, creada en marzo de 2003 durante una reunión en Amersfoort, Países Bajos, agrupa a ONGs de Europa, las Américas, Australia, África y Asia, que comparten una visión común acerca de la necesidad de la responsabilidad empresaria y la inversión sostenible. Los miembros de OECD Watch están comprometidos con los siguientes objetivos:

- Monitorear y contribuir con el trabajo del Comité de Inversión de la OCDE;
- Probar la efectividad de las Directrices de la OCDE para Empresas Multinacionales como herramienta de responsabilidad empresaria;
- Diseminar información acerca del trabajo de la OCDE en materia de inversión internacional, gobernabilidad corporativa y las Directrices de la OCDE entre grupos de la sociedad civil, particularmente en países en desarrollo;
- Asesorar a ONGs respecto de la presentación de reclamos contra empresas cuya conducta es presuntamente contraria a las Directrices de la OCDE.

is based on NGO experiences and perceptions.[2] Given the importance of making the Guidelines a meaningful corporate accountability tool for communities in the developing world, which was the theme of the June 2005 OECD Corporate Social Responsibility (CSR) Roundtable, particular effort has been made to obtain views from Southern partners about the promotion and implementation of the Guidelines in non-adhering countries.[3] This review also aims to provide answers to the questions often posed by NGOs. Is the time and effort spent on preparing cases and going through the procedures worthwhile? What is the value-added of the Guidelines? Are not other NGO approaches more effective? Crucially, has there been any discernible improvement in the behaviour or policies of multinational companies as a result of their involvement in an OECD Guidelines case? Five years on, what has been achieved?

About OECD WATCH

OECD WATCH, which was established in March 2003 at a meeting in Amersfoort, Netherlands, groups together NGOs from Europe, the Americas, Australia, Africa and Asia who share a common vision about the need for corporate accountability and sustainable investment. Members of OECD WATCH are committed to the following goals:

- Monitoring and contributing to the work of the OECD's Investment Committee;
- Testing the effectiveness of the OECD Guidelines for Multinational Enterprises as a corporate accountability tool;
- Disseminating information to civil society groups, particularly in developing countries, about the OECD's work on international investment, corporate governance and the OECD Guidelines;
- Advising NGOs about filing complaints against companies alleged to have breached the OECD Guidelines.

1ère Partie: Obstacles à une mise en oeuvre efficace

OECD Watch estime que les attentes légitimes des groupes de la société civile qui ont pris part à la révision des Principes directeurs en 2000 n'ont pas été comblées en ce qui concerne les procédures de mise en oeuvre. OECD Watch pense également que la portée des Principes directeurs se réduit de plus en plus, apparemment sur ordre des confédérations d'entreprises et de certains gouvernements. Il y a également une tendance à une déviation procédurale des Principes directeurs, ce qui a mené les PCN à traiter des cas similaires de différentes manières. La lourdeur et l'imprévisibilité dans le traitement des cas spécifiques par les PCN a créé de la frustration au niveau des ONG et a été préjudiciable à la crédibilité des Principes directeurs - et bien plus encore à celle des gouvernements signataires -. Le temps mis par les PCN pour conclure la procédure de cas spécifiques dure en moyenne environ 12 mois, mais il est important de signaler que certaines structures ont mis deux fois plus de temps, ne fut-ce que pour décider de l'admissibilité d'un cas. Dans beaucoup de pays, les plaintes traînent depuis des années sans suite favorable. Par exemple, aujourd'hui, seul huit cas de plaintes sur 45 déposés ont été conclus avec une déclaration du PCN ou résolus en dehors du forum du PCN. Les PCN se sont donné une certaine latitude pour la promotion et la mise en oeuvre des Principes directeurs, ce qui est apparu aux yeux des ONG comme un processus arbitraire, injuste et imprévisible. Ces problèmes, ainsi que d'autres mis en relief dans ce rapport, comprennent :

- Un traitement inégal et injuste des ONG ;
- Le manque d'une Autorité pour l'investigation ou l'établissement des faits ;
- L'application du test du « lien d'Investissement (Nexus) » pour les cas de responsabilité de la chaîne d'approvisionnement ;
- L'inaction ou le rejet de plaintes en cas de « procédures judiciaires parallèles » ;
- Des déclarations non concluantes ou peu convaincantes du PCN ;
- Le manque de communication ;
- La réticence à évaluer les violations alléguées des Principes directeurs ;
- Le manque total de capacité d'investigation sur les cas de la République Démocratique du Congo ; et
- L'utilisation de plus en plus fréquente de la confidentialité à chaque niveau de la procédure de plainte.

Traitement inégal et injuste des ONG

Des ONG estiment que les PCN ne traitent pas les cas de plaintes qu'elles déposent de manière équitable et juste, de même qu'elles ne sont pas écoutées lors des rencontres officielles pendant lesquelles toutes les parties prenantes peuvent exprimer leurs points de vue. Elles attribuent ce traitement inégal au fait que les PCN sont des structures gouvernementales dirigées par un ministère qui, à cause de sa vocation, est purement et simplement orienté vers le monde des affaires. Par exemple, le PCN des

Parte 1: Obstáculos en la implementación efectiva

OECD Watch considera que las legítimas expectativas de los grupos de la sociedad civil que participaron en la revisión de las Directrices del año 2000 no han sido cumplidas en lo que respecta a su procedimiento de implementación. OECD Watch también percibe continuos intentos por reducir el alcance de las Directrices, aparentemente a instancias de organizaciones empresarias y de ciertos gobiernos. Se observa asimismo una tendencia a desviarse de la Guía de Procedimientos, resultante en que los PNCs tratan casos similares en diferentes maneras. La forma apática e impredecible en que varios PNCs han manejado diversas instancias específicas ha sido frustrante para las ONGs y perjudicial para la credibilidad de las Directrices, sobre todo para los gobiernos firmantes. Si bien el tiempo promedio en que los PNCs concluyen los procedimientos de instancia específica es de aproximadamente 12 meses, algunos han requerido el doble para decidir la admisibilidad de un caso. En varios países, los reclamos fueron arrastrados durante años sin ser resueltos. A modo de ejemplo, hasta la fecha, tan sólo ocho de los 45 reclamos presentados por ONGs fueron concluidos con una declaración del PNC o bien resueltos al margen del foro de PNCs. Los PNCs se han autoarrogado una libertad tal en el modo en que promueven e implementan la adhesión a las Directrices, que entre las ONGs crece la impresión de que se trata de un proceso arbitrario, injusto e impredecible. Los problemas resaltados en el informe incluyen:

- el trato desigual e injusto de que son objeto las ONGs;
- la falta de autoridad investigativa o de determinación de los hechos;
- la aplicación del examen del "nexo de inversión" en los casos que involucran la cadena productiva de la empresa;
- la falta de acción ante -o la desestimación de- reclamos cuando median "procedimientos legales paralelos";
- las declaraciones no decisivas o débiles por parte de los PNCs;
- la falta de comunicación;
- la falta de voluntad de evaluar y reconocer presuntas violaciones de las Directrices;
- la falta de una investigación completa acerca de los casos de la República Democrática del Congo; y
- las tentativas de extender la confidencialidad a todas las etapas del procedimiento de reclamo.

Trato desigual e injusto a las ONGs

Las ONGs perciben que los PNCs no tratan en forma igual y justa a aquéllas que se encuentran involucradas en reclamos, incluso en las reuniones oficiales durante las cuales todas las partes cuentan con la oportunidad de presentar sus puntos de vista. Atribuyen este tratamiento desigual al hecho de que los PNCs operan desde y son administrados por oficinas gubernamentales que, dada la naturaleza de sus tareas, son pro-empresa.

Part 1: Obstacles to effective implementation

OECD Watch believes that the legitimate expectations of civil society groups that participated in the 2000 revision of the Guidelines have not been met as far as the implementation procedures are concerned. OECD Watch also believes that the scope of the Guidelines is continually being eroded, seemingly at the behest of business confederations and certain governments. There has also been a trend to deviate from the Procedural Guidance, resulting in NCPs treating similar cases in different ways. The cumbersome and unpredictable manner in which many NCPs have dealt with specific instances has also been frustrating to NGOs and detrimental to the credibility of the Guidelines - even more so for the endorsing governments. Although the average time taken by NCPs to conclude the specific instance procedure is about 12 months, some have taken twice as long to decide on the admissibility of a case. In many countries, complaints have dragged on for years without resolution. For example, to date, only eight of the 45 NGO complaints filed have been concluded with a statement by the NCP or resolved outside the NCP forum. The NCPs have given themselves such latitude in the way that they promote and implement adherence to the Guidelines that NGOs increasingly view the process as arbitrary, unfair and unpredictable. These and other problems highlighted in the review include:

- Unequal and unfair treatment of NGOs;
- Lack of investigative or fact finding authority;
- Application of the 'Investment Nexus' test for supply chain cases;
- Inaction on, or rejection of, complaints when there are 'parallel legal proceedings';
- Inconclusive or weak NCP statements;
- Failure to communicate;
- Unwillingness to assess alleged breaches of the Guidelines;
- Failure to investigate fully the Democratic Republic of Congo cases; and
- Attempts to extend confidentiality to every stage of the complaints' procedure.

Unequal and unfair treatment of NGOs

NGOs feel that NCPs do not treat the NGOs involved in complaints equally and fairly, sometimes even in official meetings in which all sides are given an opportunity to present their views. They attribute this unequal treatment

États-Unis a son siège au ministère des Affaires Étrangères, département des Affaires économiques et commerciales, bureau des Affaires commerciales. Ce bureau a pour rôle de coordonner l'activité du ministère des Affaires Étrangères en faveur des entreprises des États-Unis et de fournir de « l'assistance aux entreprises des États-Unis dans la résolution des problèmes tels que l'ouverture des marchés, niveler le terrain pour la compétition et résoudre des conflits commerciaux et d'investissement ». Cette première tâche visant la promotion des intérêts des entreprises, concerne presque tous les PCN et est difficilement compatibles avec les exigences des Principes directeurs d'agir en qualité de « courtier honnête ».

La plupart des ONG estiment que les deux rôles ne sont pas compatibles. Dans certains pays, par exemple au Royaume Uni et en France, les principes de base pour l'équité des procédures n'ont pas été pris en compte : les ONG n'ont pas eu la chance de présenter leurs points de vue au PCN ou de discuter des raisons fondamentales de la prise de décisions de ces derniers.

Le PCN d'Allemagne, lui, a mis en place un comité travaillant sur les Principes directeurs de l'OCDE (*OECD Guidelines Working Party*) qui intègre les représentants des syndicats et ceux des ONG et qui se réunit une ou deux fois par an. Toutefois, les ONG ne pensent pas qu'elles ont une influence sur l'approche utilisée par les PCN dans la résolution des cas ou d'autres problèmes. Le procès verbal officiel de ces rencontres amène parfois certaines ONG à se demander si elles ont assisté à la même réunion. En Belgique, les procès verbaux des réunions entre les parties ne sont pas partagés avec les participants des ONG. En un mot, les ONG, généralement, ne sont pas traitées comme des membres à part entière du processus.

Manque de capacité d'investigation ou d'établissement des faits

Une autre source d'insatisfaction a été l'incapacité (ou peut-être la volonté politique) de la part des PCN à faire des investigations ou à exécuter des activités de recherche de faits lorsqu'il y a soumission de plainte. Ceci implique que le PCN n'est pas en mesure de peser le « pour » et le « contre » des preuves présentées par les différentes parties. Ceci conduit inévitablement à une impasse, comme l'illustre le cas de la compagnie Adidas en Indonésie. En février 2004, la *Clean Clothes Campaign* (CCC) et Adidas ne sont pas parvenus à un compromis et Adidas a refusé d'adopter les recommandations faites par CCC sur les actions correctives à entreprendre. Le résultat a été la déclaration suivante : « Nous acceptons de ne pas parvenir à un compromis ».
Actuellement, la charge de fournir des informations et les preuves revient aux ONG, qui ne disposent pourtant pas des ressources suffisantes. De plus, même lorsque ces informations sont fournies par les ONG, les PCN ne sont pas toujours prêts à les accepter - comme ce fut le cas dans pour le PCN du Royaume Uni concernant les plaintes relatives aux activités des entreprises multinationales dans la République Démocratique du Congo (RDC).

Comme le démontre l'expérience des cinq dernières années, une vraie promotion pour l'adhésion aux Principes directeurs ne sera pas possible tant que les PCN n'accepteront pas d'être plus proactifs dans la recherche de l'information, en sollicitant les points de vue des ambassades locales, des organes des Nations Unies, des agences de développement pour établir le contexte et les faits sous-jacents. Au lieu de cela, tous les PCN croient en uniquement aux informations fournies par l'entreprise accusée.

A modo de ejemplo, el PNC de los EE.UU. está ubicado en la Oficina de Asuntos Comerciales y de Negocios del Área de Asuntos Económicos y de Negocios del Departamento de Estado (*Department of State*, *Bureau of Economic and Business Affaires*, *Office of Commercial and Business Affairs*). El rol de la Oficina de Asuntos Comerciales y de Negocios consiste en coordinar el advocacy del Departamento de Estado en favor de empresas estadounidenses y en brindar a estas empresas "asistencia en la resolución de problemas concernientes a la apertura de mercados, la nivelación de los campos de juego y la resolución de disputas en materia de comercio e inversión". Esta tarea primaria de promover los intereses de empresas, compartida por casi todos los PNCs, convive con dificultad con el requisito de actuación como "broker honesto" que imponen las Directrices.

La mayoría de las ONGs sostienen que ambos roles son incompatibles. En ciertos países, como el Reino Unido y Francia, no se han respetado principios fundamentales de justicia procedimental: las ONGs ni siquiera contaron con la posibilidad de presentar sus visiones al PNC o de discutir las razones subyacentes de sus decisiones.

El PNC alemán al menos instaló un Grupo de Trabajo para las Directrices, que incluye a representantes de empresas, sindicatos y ONGs y se reúne una o dos veces por año. Sin embargo, las ONGs perciben que carecen de influencia en el enfoque del PNC sobre los casos u otras cuestiones. En ocasiones, al ver el registro oficial de una reunión -realizado por el PNC-, se preguntan si están hablando de la misma. En Bélgica, las minutas del PNC de las reuniones entre las partes no son compartidas con las ONGs participantes. En suma, las ONGs no son tratadas como plenas partes en el proceso.

Falta de capacidad para investigar o determinar los hechos

Otra fuente de insatisfacción radica en la falta de capacidad de los PNCs (o quizás de voluntad política) para investigar o llevar adelante actividades tendientes a la determinación de los hechos cuando reciben un reclamo. Llevado al extremo, esto significa que el PNC no está en condiciones de sopesar la evidencia presentada por las diferentes partes, lo cual inevitablemente lleva a un punto muerto, tal como ocurrió en el caso sobre las actividades de Adidas en Indonesia. En febrero de 2004, la Clean Clothes Campaign (CCC) y Adidas no lograron arribar a un acuerdo, y la empresa se rehusó a adoptar las recomendaciones de acción correctiva formuladas por la CCC. El resultado fue una declaración inefectiva, en la cual las partes "acordaron no estar de acuerdo".

En la actualidad, la carga de presentar información y evidencia recae enteramente sobre las ONGs, cuyos recursos generalmente son escasos. Pero incluso cuando las ONGs logran proveer dicha información, los PNCs no siempre están dispuestos a aceptarla, tal como lo demostrara el manejo de los casos concernientes a la República Democrática del Congo (RDC) por parte del PNC del Reino Unido.

Teniendo en cuenta la experiencia de los últimos cinco años, la adhesión a las directrices no se podrá promover seriamente si los PNCs no están dispuestos a ser más proactivos a la hora de reunir información -buscando las visiones de embajadas locales, organismos de la ONU y agencias de desarrollo- a fin de determinar el contexto y los hechos subyacentes del caso. En la realidad, por el contrario, todos los PNCs se apoyan exclusivamente en la información provista por la empresa cuya conducta es presuntamente contraria a las Directrices.

to the fact that NCPs are located in and managed by a government department which by the nature of its tasks is pro-business. For example, the US NCP is housed at the Department of State, Bureau of Economic and Business Affaires, Office of Commercial and Business Affairs. The role of the Office of Commercial and Business Affairs is to coordinate State Department advocacy on behalf of US businesses; and to provide "problem solving assistance to US companies in opening markets, levelling playing fields and resolving trade and investment disputes". This primary task to promote business interests, which is shared by nearly all NCPs, sits uneasily with the Guidelines' requirement to act as an 'honest broker'.

Most NGOs believe that the two roles are not compatible. In some countries, for example, in the UK and France, fundamental principles of procedural fairness have been disregarded. NGOs have not been given a chance either to present their views to the NCP or to discuss the underlying reasons for the decisions taken.

The German NCP has at least set up an OECD Guidelines Working Party that involves representatives of business, trade unions and NGOs which meets once or twice a year. But NGOs do not feel that they have any influence on the NCP's approach to cases or other issues. The NCP's official record of these meetings sometimes makes NGOs wonder whether they had attended the same meeting. In Belgium, the NCP's minutes of meetings between the parties are not shared with NGO participants. In short, NGOs are not usually treated as full parties to the process.

Lack of investigative or fact finding capacity

Another source of dissatisfaction has been the lack of capacity (or perhaps political will) on the part of the NCPs to investigate or carry out fact finding activities when a complaint is submitted. Taken to extremes, this means that the NCP is not able to weigh evidence presented by the different parties. This inevitably leads to a stalemate as for example in the case involving Adidas' activities in Indonesia. In February 2004, the Clean Clothes Campaign (CCC) and Adidas failed to reach agreement and the company refused to adopt any of CCC's recommendations for corrective action. The result was an ineffectual 'we agree to disagree' statement.

At present, the burden of providing information and evidence falls wholly on under-resourced NGOs. But even when such information is provided by NGOs, NCPs are not always willing to accept it - as has been shown in the UK NCP's handling of the Democratic Republic of the Congo (DRC) cases.

As the past five years' experience has shown, adherence to the Guidelines cannot be seriously promoted if NCPs are not willing to be more proactive in gathering information, seeking the views of local embassies, UN bodies and development agencies to establish the context and the underlying facts. Instead, virtually all NCPs rely solely on the information provided by the company alleged with non-adherence.

Application of the 'investment nexus' test for supply chain cases

One of the major characteristics of the globalised economy is the enlargement and complexity of supply chain relationships. NGOs and trade unions are united in their belief that multinational enterprises should take

Application du test du « lien d'investissement » pour les cas de la chaîne d'approvisionnement

L'élargissement et la complexité de la chaîne d'approvisionnement des entreprises sont parmi les principales caractéristiques de l'économie mondialisée. Les ONG et les syndicats sont unis dans leur analyse que les entreprises multinationales doivent assumer la responsabilité de leurs chaînes d'approvisionnement. L'un des intérêts de la révision des Principes directeurs de l'OCDE en juin 2000, a été l'introduction d'une référence spécifique dans les relations avec les fournisseurs et d'autres partenaires commerciaux. Cependant, depuis le début, les ONG ont perçu les failles du texte de compromis dans lequel il est demandé aux entreprises « d'encourager, partout où cela est praticable, leurs partenaires commerciaux, leurs fournisseurs et sous-traitants, à appliquer des principes de gestion collective compatibles avec les Principes directeurs ».

Peu après, des problèmes sont apparus lorsque certains Points de Contact Nationaux (PCN) commencèrent à rejeter les plaintes sur les questions relatives à la chaîne d'approvisionnement, en se basant sur l'argument que les Principes directeurs ne sont pas appliqués au commerce. Ceci a provoqué un débat houleux sur la portée des Principes directeurs. Le fait que le texte contienne différentes références relatives à la fois au commerce et à l'investissement a été ignoré ou minimisé. L'accord portant sur les chaînes d'approvisionnement, qui, selon les ONG, a été négocié avec toutes les parties durant la révision, a été partiellement amendé en l'atténuant, suite au lobbying d'arrière-garde des groupes d'affaires.

Vu la disparité observée dans la gestion des problèmes d'approvisionnement à la chaîne par les PCN, le Comité d'Investissement a tenté d'apporter des éléments de clarification. En 2003, après des discussions à huis clos, il a fait savoir sa nouvelle position : (i) les Principes directeurs constituent une Annexe de la Déclaration de l'OCDE sur les Investissements Internationaux et les Entreprises Multinationales, qui « indique les intentions d'investissement des initiateurs » ; mais, (ii) en tant qu'outil principal assurant la responsabilisation en matière de gestion des entreprises, les Principes directeurs reflètent les valeurs communes se rapportant à d'autres types d'activités commerciales dans d'autres contextes, et ; (iii) en l'absence de définitions précises de l'investissement international, une approche au cas par cas est retenue. Le terme bizarre et mal défini « investissement nexus » est devenu un critère d'inclusion. Dans ce scénario, les "cas commerciaux" seraient spécifiquement mis à l'écart. Toutefois, tous les PCN ne supportent pas ce changement et peu d'entre eux pensent qu'il est facile de faire la distinction entre le commerce et les investissements. L'ampleur des accords internationaux en matière d'investissement s'est accrue, ce qui va de soi pour bon nombre de secteurs différents y compris celui des services.

Bien que le Comité chargé des investissements ait signalé que la clarification "n'a pas été faite dans l'intention de changer l'équilibre réalisé durant la révision de 2000", mais qu'elle a incité à la "flexibilité dans l'interprétation", les ONG ont de tout temps exprimé leur préoccupation par rapport à la réinterprétation arbitraire et discriminatoire des dispositions relatives à la chaîne d'approvisionnement[4]. Par exemple, sur un total de 45 cas déposés par les ONG, 20 (soit 46 pour cent) traitent d'une certaine manière des responsabilités des entreprises multinationales. Sur ces 20 cas, six ont été classés ou rejetés d'emblée par le PCN concerné, sous prétexte qu'il n'y a pas - soit disant - « d'investissement nexus ». *Rights and Accountability in Development* (RAID) a dénoncé cela dans les plaintes déposées contre

Aplicación del examen del "nexo de inversión' en los casos que involucran la cadena productiva de la empresa

Una de las principales características de la economía globalizada consiste en la expansión y la complejidad de las relaciones en la cadena productiva. ONGs y sindicatos comparten la creencia de que las empresas multinacionales deben asumir responsabilidad sobre sus cadenas productivas, creencia sólidamente arraigada -luego de la revisión de las Directrices de la OCDE, en junio de 2000- en la inclusión de una referencia específica a las relaciones de la empresa con sus proveedores y otros socios. Sin embargo, dada la debilidad de los términos que expresan dicho compromiso, las ONGs desconfiaron desde el comienzo: las Directrices sólo recomiendan que las empresas alienten "cuando sea factible, a los socios empresariales, incluidos proveedores y subcontratistas, para que apliquen principios de conducta empresarial compatibles con las Directrices".

Los problemas no tardaron en llegar cuando algunos PNCs comenzaron a rechazar reclamos sobre cuestiones vinculadas a la cadena productiva, argumentando que las Directrices no son aplicables a cuestiones de índole comercial. Ésto provocó un intenso debate acerca del alcance de las Directrices. Se ignoró o se restó importancia al hecho de que el texto contuviera numerosas referencias tanto al comercio como a la inversión. El acuerdo alcanzado en materia de cadena productiva -que, a juicio de las ONGs, había sido negociado entre todas las partes durante la revisión de las Directrices- fue diluido, en parte como resultado del lobby de retaguardia por parte de grupos empresarios.

Dada la disparidad entre los modos en que los PNCs manejaban las cuestiones vinculadas a la cadena productiva, el Comité de Inversión intentó ofrecer una explicación. En 2003, luego de discusiones a puertas cerradas, anunció su nueva posición: (i) las Directrices son un Anexo de la Declaración de la OCDE sobre Inversión Internacional y Empresas Multinacionales, lo cual "señala la intención de inversión de sus autores"; pero, (ii) tratándose de uno de los principales instrumentos de responsabilidad empresarial, las Directrices reflejan valores comunes, relevantes para otras clases de actividades de negocios en otros contextos; y (iii) la ausencia de definiciones precisas de inversión internacional autoriza un enfoque basado en cada caso particular (*case-by-case approach*). Se acuñó, a modo de criterio de inclusión, el curioso e indefinido término "nexo de inversión", creándose un escenario en el cual los "casos comerciales" serían específicamente excluidos. No todos los PNCs apoyan este cambio, y pocos creen que la distinción entre comercio e inversión sea fácil de trazar. El alcance de los acuerdos de inversión internacional se ha expandido, incluyendo a varios sectores diferentes y hasta a los servicios.

Si bien el Comité de Inversión sostuvo que la clarificación "no apuntaba a modificar el equilibrio alcanzado durante la revisión de 2000", sino que promovía la "flexibilidad en la interpretación", las ONGs han expresado repetidas veces su preocupación por la reinterpretación arbitraria y discriminatoria de la disposición sobre la cadena de producción[4]. A modo de ejemplo: del total de 45 casos presentados por ONGs hasta la fecha, 20 (el 46%) trata en alguna medida con la responsabilidad de empresas multinacionales en su cadena productiva. De estos 20 casos, seis han sido cerrados o rechazados sin más por los PNCs, con el pretexto de la inexistencia de un nexo de inversión. Rights and Accountability in Development (RAID) ha señalado que, en los reclamos presentados contra empresas que operaban en la RDC durante la guerra, "las actividades explícitamente definidas como 'de inversión' en el contexto de acuerdos

responsibility for their supply chains. One of the strong selling points after the revision of the OECD Guidelines in June 2000 was the inclusion of a specific reference to relations with suppliers and other business partners. But from the beginning, NGOs had misgivings about the weakness of the compromise text, which only asks companies "to encourage, where practicable, their business partners, suppliers and sub-contractors to apply principles of corporate conduct compatible with the Guidelines".

Problems soon arose when some National Contact Points (NCPs) started to reject complaints about supply chain issues, arguing that the Guidelines did not apply to trade. This provoked an intense debate about the scope of the Guidelines. The fact that the text contains various references to both trade and investment was ignored or downplayed. The agreement on supply chains, which NGOs thought had been negotiated with all parties during the review, was in fact watered down partly as a result of rearguard lobbying by business groups.

Given the disparity in the way NCPs were handling supply chain issues, the Investment Committee attempted a clarification. In 2003, after discussions behind closed doors, it laid out its new position: (i) the Guidelines are an Annex of the OECD's Declaration on International Investment and Multinational Enterprises which "indicates the investment intent of the drafters"; but, (ii) as a major corporate responsibility instrument, the Guidelines reflect common values relevant to other types of business activities in other contexts; and, (iii) in the absence of precise definitions of international investment a case-by-case approach is warranted. The curious and undefined term "investment nexus" was coined as a criterion for inclusion. In this scenario 'trade cases' would be specifically excluded. Not all NCPs support this change and few believe that the distinction between trade and investment can be easily drawn. The scope of international investment agreements has expanded and many different sectors, even services are included.

Although the Investment Committee claimed that the clarification did not "aim to change the balance reached during the 2000 review" but encouraged "flexibility in interpretation", NGOs have repeatedly expressed concern about the arbitrary and discriminatory re-interpretation of the supply chain provision.[4] For example, out of the total of 45 NGO cases filed to date, 20 (46 per cent) deal in some way with the supply chain responsibilities of multinational enterprises. Of these 20 cases, six have been closed or rejected outright by the NCP on the grounds that there is no investment nexus. Rights and Accountability in Development (RAID) has pointed out that in the complaints filed against companies operating in the DRC during the war, "activities explicitly defined as investment in the context of bilateral agreements are being reclassified as trade by some NCPs to block an OECD Guidelines' complaint".[5]

Inaction on, or rejection of, complaints when there are parallel legal proceedings

Some NCPs use the fact that there are legal proceedings in a host country to delay consideration of an OECD Guidelines case or to reject it outright. In Denmark a complaint was concluded after three years of NCP inaction. From the outset the Danish NCP took the controversial decision that the complaint would have to wait for the outcome of a court case in Malaysia. The NGOs and the trade unions were dissatisfied with this decision, because the workers had fought for their right to be represented by their union for almost 30 years. When the High Court

les entreprises qui opéraient en RDC durant la guerre : "Les activités définies de manière explicite dans le cadre de l'investissement des accords bilatéraux sont en cours de reclassement sous une forme commerciale par certains PCN pour bloquer une plainte en provenance des Principes directeurs de l'OCDE" [5].

L'inaction ou le rejet de plaintes en cas de procédures judiciaires parallèles

Certains PCN se basent sur l'existence de procédures judiciaires dans les pays hôtes pour retarder l'examen du cas des Principes directeurs de l'OCDE ou pour le rejeter carrément. Au Danemark, une plainte a connu son épilogue après trois ans à cause de l'inaction du PCN. Dès le début, le PCN danois a pris la décision controversée d'attendre pour agir que le cas de la Malaisie soit jugé. Les ONG et les Syndicats n'étaient pas contents de cette décision, car des ouvriers se battaient pour leur droit syndical depuis près de trente ans. Finalement, lorsque la Cour Suprême de la Malaisie a tranché ce cas en faveur du droit syndical des ouvriers, le PCN a déclaré la plainte close en affirmant qu'il (le syndicat) l'avait résolu lui-même. Les plaignants pensent que le PCN a raté une bonne occasion d'utilisation des Principes directeurs pour persuader l'entreprise de la nécessité de respecter les droits fondamentaux des travailleurs, ce qui aurait pu aider à une résolution plus rapide de ce cas. La décision de certains PCN de rejeter les plaintes lorsque les procédures judiciaires sont ouvertes, pourtant périphériques aux questions soulevées, est considérée par les ONG comme un autre moyen de décliner leur responsabilité par rapport à la promotion de l'adhésion aux Principes directeurs.

Déclarations non concluantes ou non convaincantes du PCN

Dans quelques cas, certains PCN ont fait des déclarations raisonnées contenant des recommandations réfléchies. Toutefois, la plupart des déclarations faites par les PCN furent non concluantes ou non convaincantes. Les déclarations relatives aux rapports du jury d'experts des Nations Unies sur « L'exploitation illicite des ressources naturelles et d'autres formes de richesse en République Démocratique du Congo » ont été inappropriées, particulièrement en proportion de la gravité des allégations. Par exemple, les procédures unilatérales adoptées par le PCN du Royaume Uni ont engendré un certain nombre de déclarations non satisfaisantes et vides de contenu. Les recommandations des PCN mettent simplement en exergue l'existence de quelques dispositions dans les Principes directeurs, mais elles n'ont pas défini les violations spécifiques, et par conséquent n'ont pas proposé les actions spécifiques qu'une entreprise devrait entreprendre pour remédier aux violations. Dans l'ensemble, en ce qui concerne les cas en RDC, après deux ans d'activités menées par les PCN dans différents pays, personne ne pouvait se référer à des prises de position claires sur les précautions à prendre pour que la gestion des entreprises soit conforme aux Principes directeurs OCDE ou sur les changements de comportement nécessaires. Une promotion effective des Principes directeurs par les PCN doit mettre les entreprises en confiance par rapport à l'acceptabilité ou non de leur conduite : il est important que les entreprises reçoivent des conseils leur permettant de prendre en compte et d'interpréter les Principes directeurs dans les environnements complexes où elles opèrent.

Manque de communication

Il est très courant de voir que les PCN ignorent certaines des règles les plus élémentaires des procédures administratives. La plupart des PCN ne se donnent pas la peine d'accuser réception des plaintes ou d'adopter une

bilaterales están siendo redefinidas como 'comerciales' por algunos PNCs, a fin de bloquear reclamos conforme a las Directrices de la OCDE"[5].

Falta de acción ante o desestimación de reclamos cuando median procedimientos legales paralelos

Algunos PNCs se escudan en la existencia de procedimientos legales paralelos en el país de acogida para retrasar -o directamente desechar- la consideración de un caso presentado conforme las Directrices de la OCDE. Un reclamo presentado en Dinamarca concluyó luego de tres años de la falta de acción del PNC, quien, en un comienzo, adoptó la controvertida decisión de que correspondía esperar el resultado de un caso judicial en Malasia. Su decisión contrarió a las ONGs y los sindicatos, consternados porque los trabajadores habían luchado durante casi 30 años por su derecho a ser representados por un sindicato. Cuando la Suprema Corte de Malasia finalmente decidió en favor del derecho de los trabajadores, el PNC declaró el caso cerrado con el pretexto de haber sido resuelto. Los reclamantes consideran que el PNC perdió una importante oportunidad de emplear las Directrices para persuadir a la empresa de la necesidad de respetar los derechos laborales fundamentales de sus trabajadores, lo cual habría contribuido a alcanzar una resolución más rápida. La mayoría de las ONGs perciben que la decisión de algunos PNCs de rechazar reclamos cuando median procedimientos legales paralelos -sin importar cuán periféricos éstos sean a las cuestiones planteadas- es sólo un mecanismo más para esquivar su responsabilidad de promover la adherencia a las Directrices.

Declaraciones no decisivas o débiles por parte de PNC

Algunos PNCs emitieron, en contados casos, declaraciones fundadas seguidas de sensatas recomendaciones, aunque la mayoría de las declaraciones de PNCs han sido débiles u omitieron expedirse sobre el fondo de la cuestión. Las declaraciones emitidas en relación con los informes del Panel de Expertos de la ONU sobre la Explotación Ilegal de los Recursos Naturales y Otras Formas de Riqueza de la República Democrática del Congo han sido inadecuadas, más aún teniendo en cuenta la gravedad de las alegaciones. Los procedimientos unilaterales adoptados por el PNC del Reino Unido, por ejemplo, resultaron en una serie de declaraciones insatisfactorias, vacías de contenido significativo. Las recomendaciones del PNC se limitaron a resaltar la existencia de algunas disposiciones de las Directrices y omitieron determinar las violaciones; por ende, no ofrecieron alternativas de acciones específicas que se esperarían de la empresa a fin de remediar dichas violaciones. En líneas generales y en lo que respecta a los casos de la RDC, luego de dos años de actividad de PNCs en varios países, nadie ha logrado vislumbrar con certeza si las conductas de las empresas en cuestión fueron acordes a las Directrices de la OCDE o si debieran ser corregidas. La efectiva promoción de las Directrices por parte de los PNCs no debiera dejar lugar a dudas, entre las empresas, sobre la aceptabilidad o no de sus conductas. De hecho, es importante que las empresas sean adecuadamente guiadas respecto de cómo considerar e interpretar las Directrices en los complejos medios en que operan.

Falta de comunicación

Resulta bastante frecuente que los PNCs ignoren algunas de las reglas elementales de los procedimientos administrativos. Muchos PNCs ni siquiera se esfuerzan en confirmar recepción de los reclamos recibidos y, con frecuencia, hasta omiten notificar formalmente a los reclamantes su decisión de desestimar o de cerrar un caso. Con frecuencia, las ONGs se

in Malaysia finally decided in favour of the workers' right to unionize, the NCP declared the case closed saying it had resolved itself. The complainants feel that the NCP missed an important opportunity to use the Guidelines to persuade the company about the need to respect core labour rights, which would have helped bring about a speedier resolution. The decision of some NCPs to refuse complaints when legal proceedings have been opened, however peripheral to the issues raised, is widely regarded by NGOs as another means for shirking responsibility for the promotion of adherence to the Guidelines.

Inconclusive or weak NCP statements

In a few cases, some NCPs have produced reasoned statements with thoughtful recommendations, however, most NCP statements have been inconclusive or weak. Statements that have been produced in relation to the reports of the UN Expert Panel on the illegal exploitation of the Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo have been inadequate, particularly in view of the gravity of the allegations. For example, the one sided procedures adopted by the UK NCP have resulted in a number of unsatisfactory statements that are devoid of meaningful content. The NCP's recommendations merely highlighted the existence of a few provisions in the Guidelines, but failed to determine breaches and therefore offered nothing by way of specific actions a company is expected to take to remedy breaches. Overall, as far as the DRC cases are concerned, after two years of NCP activity in several countries, no one is any the wiser as to whether the companies' conduct was compliant with the OECD Guidelines or how their behaviour should be amended. Effective promotion of the Guidelines by NCPs should leave companies in no doubt as to the acceptability or otherwise of their conduct. Indeed, it is important that companies are given guidance as to how to consider and interpret the Guidelines in the complex environments in which they operate.

Failure to communicate

It is quite commonplace for NCPs to ignore some of the most basic rules of administrative procedures. Many NCPs do not bother to acknowledge receipt of complaints and often even fail to notify complainants formally about their decisions to reject or close a case. In many cases, NGOs only learn about important developments or even the closure of their case after reading the NCP's Annual Report or the Investment Committee's annual synopsis of NCPs' activities.

Unwillingness to assess alleged breaches of the Guidelines

The Procedural Guidance states the NCPs should assess whether a prima facie breach of the Guidelines has taken place. If so, NCPs should offer their good offices to mediate a resolution between the complainants and the company. However, some NCPs have seemingly opted to bypass the assessment step and have employed a more narrow, forward-looking approach to resolving complaints. In other words, the NCP will offer its 'good offices' to improve future behaviour without ever acknowledging what activities were inconsistent with the Guidelines.

procédure formelle d'information sur les décisions de rejet ou de clôture d'une plainte. Dans la plupart des cas, les ONG ne sont informées sur les importants développements ou même sur la clôture de leurs plaintes que lorsqu'elles lisent le Rapport Annuel du PCN ou le programme annuel du Comité d'Investissements sur les activités des PCN.

Réticence à évaluer les cas de violation des Principes directeurs

Le Guide de procédure précise que les PCN doivent procéder à une évaluation visant à savoir s'il y a eu une violation *prima facie* des Principes directeurs. Si c'est le cas, les PCN doivent offrir leurs services pour mettre en place une médiation pour la résolution du cas entre les plaignants et l'entreprise. Cependant, certains PCN ont apparemment opté pour la non prise en compte de l'étape d'évaluation et ont employé une approche plus étroite et tournée vers le futur de résolution de plaintes. En d'autres termes, le PCN offrira ses "services" afin d'améliorer le comportement futur sans chercher à connaître les activités actuelles qui ne cadrent pas avec les Principes directeurs.

Les déclarations des PCN ne doivent être faites que lorsque les deux parties ne parviennent pas à un compromis. Pourtant, certains PCN le font pour signaler que les parties sont parvenues à un accord et, par conséquent, que le processus a réussi. Par exemple, les PCN britanniques et américains ont laissé entendre qu'ils n'avaient pas l'intention de toujours chercher à savoir si une entreprise avait violé les Principes directeurs, même si son comportement paraissait non compatible. Cette réticence à prendre connaissance des cas de violation mine sérieusement la neutralité et l'indépendance supposées des PCN dans la gestion des cas, et cela a fait de la procédure PCN un piètre instrument de promotion de responsabilité collective et de responsabilisation.

Manque de capacité à investiguer intégralement les cas de la République Démocratique du Congo

La faiblesse des Principes directeurs en tant qu'outil de responsabilisation des entreprises agissant dans des pays connaissant des conflits s'est révélée lors de la réaction des PCN aux cas survenus dans la République Démocratique du Congo. Une enquête, s'étendant sur trois années et menée par un jury d'experts des Nations Unies, a conclu que des réseaux militaires et commerciaux, sophistiqués et politiquement de haut niveau, utilisaient les ressources naturelles de la RDC pour s'enrichir individuellement et pour financer l'effort de guerre des différentes factions engagées dans le conflit. Dans leur troisième rapport, le jury des Nations Unies a publié une annexe[6] dressant la liste de quatre-vingt-cinq entreprises soupçonnées avoir violé les dispositions des Principes directeurs. La publication de cette liste a attiré l'attention du monde entier sur l'existence des Principes directeurs.

La plupart des Gouvernements de l'OCDE a refusé de faire des investigations sur les allégations du jury. Face à leur inaction, les ONG ont commencé à déposer des plaintes. Le dépôt de certaines plaintes est en cours, mais plusieurs ont immédiatement été rejetées, souvent sur la base d'arguments stipulant qu'il n'y avait pas d'investissement nexus. D'autres cas sont restés en attente. Dans le cas du PCN du Royaume Uni, les processus adoptés ont dérogé, d'après un rapport du Parlement Britannique, aux règles de procédure.

enteran de importantes desarrollos -e incluso del cierre- de sus casos al leer el Informe Anual del PNC en cuestión o la sinopsis anual de actividades de los PNCs que elabora el Comité de Inversión.

Falta de voluntad de evaluar y reconocer presuntas violaciones de las Directrices

La Guía de Procedimientos establece que los PNCs deben evaluar si, prima facie, ocurrió una violación a las Directrices. En caso afirmativo, los PNCs deben ofrecer sus buenos oficios para mediar en la resolución del conflicto entre los reclamantes y la empresa en cuestión. Sin embargo, algunos PNCs parecen haber optado por saltar el paso inicial de evaluación, empleando, en la resolución de los reclamos, un enfoque más estrecho y centrado exclusivamente en el futuro. En otras palabras: el PNC ofrecerá sus "buenos oficios" para mejorar la conducta futura de la empresa, sin jamás reconocer cuáles de sus actividades fueron contrarias a las Directrices.

En sentido estricto, los PNCs sólo emiten una declaración cuando las partes no logran llegar a un acuerdo. Algunos PNCs emiten declaraciones a fin de señalar que las partes han alcanzado un acuerdo y que, consecuentemente, el proceso concluyó exitosamente. Varios PNCs, como el estadounidense y el británico, han dejado en claro que no tienen intenciones de reconocer, en ningún caso, la violación de las Directrices por parte de empresas, sin importar cuán atroces hayan sido sus conductas. Esta falta de voluntad de reconocer incumplimientos por parte de empresas socava seriamente la supuesta neutralidad e independencia de los PNCs en el manejo de los casos, convirtiendo así al procedimiento ante el PNC en un instrumento inefectivo para la promoción de la responsabilidad empresarial.

Falta de una investigación completa acerca de los casos de la República Democrática del Congo

En lo que respecta a los países propensos al conflicto, la debilidad de las Directrices como herramienta de responsabilidad empresaria fue puesta en evidencia en la reacción de los PNCs ante los casos de la República Democrática del Congo. Una investigación de tres años -a cargo de un Panel de Expertos de la ONU- halló que sofisticadas redes de alto nivel político, militar y empresario empleaban los recursos naturales de la RDC para enriquecer a individuos y para financiar los esfuerzos de guerra de varias facciones en el conflicto. En su tercer informe, el Panel de la ONU publicó un Anexo enlistando a 85 empresas cuyas conductas eran, a juicio del Panel, contrarias a las Directrices. La publicación de la lista causó un gran revuelo y logró atraer, quizás más que otras medidas, la atención internacional hacia la existencia de las Directrices.

La mayoría de los gobiernos de los países miembros de la OCDE se rehusaron a investigar las alegaciones del Panel y, ante su falta de acción, ciertas ONGs comenzaron a presentar reclamos. Algunos de estos reclamos aún continúan, aunque varios fueron rechazados sin más con el frecuente pretexto de la inexistencia de un nexo de inversión. Otros casos permanecieron indefinidamente pendientes. En el caso ante el PNC del Reino Unido se adoptaron procesos que abandonaron toda consideración hacia las reglas procedimentales vigentes. Tal como lo señala un informe del Parlamento británico:

> Resulta claro que los casos son complejos, pero es por esa misma razón que los PNCs y la OCDE deben hacer frente al desafío de explicar cómo las Directrices han de ser implementadas. Caso contrario, incurren en el riesgo de socavar la utilidad de las Directrices en situaciones de conflicto[7].

Strictly speaking, NCP statements are only meant to be issued when the two parties continue to disagree. Some NCPs issue statements to signal that the parties have reached an agreement and consequently, the process has been concluded successfully. Many NCPs, such as the American and British, have it made clear that they have no intention of ever acknowledging that a company has breached the Guidelines, however egregious the behaviour. This unwillingness to acknowledge breaches seriously undermines the supposed neutrality and independence of the NCP in handling cases, thereby rendering the NCP procedure inconsequential as an instrument to promote corporate responsibility and accountability.

Failure to investigate fully the Democratic Republic of Congo cases

The weakness of the Guidelines as a corporate accountability tool for conflict prone countries has been exposed by the reaction of NCPs to the Democratic Republic of Congo (DRC) cases. A three-year investigation by a United Nations Panel of Experts found that sophisticated, high-level political, military and business networks were using the DRC's natural resources to enrich individuals and to fund the war effort of the various factions in the conflict. In their third report, the UN Panel published an Annex[6] listing eighty-five companies that it considered to be in breach of the Guidelines. The publication of the list caused uproar and perhaps more than anything, drew international attention to the existence of the Guidelines.

Most OECD governments refused to investigate the Panel's allegations and in the face of their inaction, NGOs started to file complaints. Some of these complaints are on-going, but many were rejected outright, often on the grounds that there was no investment nexus. Other cases have been kept pending indefinitely. In the case of the UK NCP, processes were adopted that abandoned all regard for procedural propriety. As a report by the British Parliament notes:

> It is clear that the cases are complex, but it is for that very reason that NCPs and the OECD must rise to the challenge of explaining how the Guidelines are to be implemented. Otherwise, they risk undermining the utility of the Guidelines in conflict situations.[7]

While the outcome of the DRC complaints has been disappointing, the UN Panel's work has prompted the Investment Committee to undertake one of its most innovative pieces of work: a study about improving implementation of the Guidelines in areas described as 'weak governance zones'. Based on this study, the Investment Committee intends to draw up detailed guidance for companies operating in conflict prone countries and countries with weak governance.

It is worth noting that the Group of Eight leaders affirmed their commitment to the Investment Committee's work to develop specific guidance for companies operating in post-conflict countries or countries with weak governance in their 2005 Communiqué. In addition, the OECD Guidelines are discussed at length in the Commission for Africa's report, which was prepared for the July 2005 G8 Summit in Gleneagles. The Commission has called for the OECD Guidelines to be strengthened.[8]

Il est clair que les cas sont complexes, mais c'est pour cette raison que les PCN et l'OCDE doivent relever le défi, en expliquant comment mettre en œuvre les Principes directeurs. Sinon, leur inaction compromet l'utilité des Principes directeurs dans les situations de conflit [7].

Alors que le traitement des plaintes liées au conflit en RDC n'a pas été satisfaisante, le travail du Jury des Nations Unies a incité le Comité chargé des investissements à entreprendre l'une de ses activités les plus novatrices : une étude sur l'amélioration des conditions de mise en œuvre des Principes directeurs dans les zones décrites comme « zones à faible gouvernance ». Se basant sur cette étude, le Comité chargé des investissements a l'intention de donner plus de conseils aux entreprises opérant dans les pays connaissant des conflits ou/et dans des pays à faible gouvernance.

Il est important de noter que le G8 a affirmé, dans son Communiqué de 2005, son engagement dans le travail du Comité chargé des investissements pour développer des guides spécifique destinés aux entreprises opérant dans les pays « post-conflit » ou dans les pays à faible gouvernance. En outre, les Principes directeurs de l'OCDE ont été longuement discutés dans le rapport de la Commission pour l'Afrique, rapport préparé pour le Sommet du G8 tenu en juillet 2005 à Gleneagles. Cette Commission a demandé à ce que les Principes directeurs de l'OCDE soient renforcés [8].

Utilisation de plus en plus fréquente de la confidentialité à chaque niveau de la procédure de plainte

Pour certains PCN, la confidentialité a été une des questions les plus débattues en ce qui concerne la mise en œuvre des procédures. Le « Guide de Procédure de l'OCDE » laisse entendre que la confidentialité s'applique jusqu'à ce que le PCN ait fait son évaluation initiale d'un cas et que les deux parties ont convenu d'entamer le dialogue.

Selon le Guide de Procédure des Principes directeurs, « Il y a des circonstances spécifiques dans lesquelles la confidentialité est importante ». Le PCN a le devoir de protéger les « informations sensibles relatives aux entreprises ». Il est entendu que « les procédures incluent les faits et les arguments avancés par les parties ». Dans ses conseils aux PCN, l'OCDE laisse entendre que « de façon générale, les procédures associées à la mise en œuvre seront normalement confidentielles ; les résultats seront normalement transparents » [9].

Toutefois, le BIAC a mené un lobbying incessant en vue d'étendre la clause de confidentialité à toutes les phases du processus, y compris en empêchant les ONG d'informer le public de la déposition d'une plainte. Cette position a été appuyée par divers PCN (des États-Unis, du Canada, de la Finlande et de l'Allemagne) qui n'indiquent pas dans leurs rapports annuels le nom des entreprises concernées par les plaintes ainsi que les détails sur celles-ci, même lorsque les cas ont atteint leur épilogue.

La confidentialité poussée à de tels extrêmes rend tout le processus insignifiant et inefficace. Les PCN qui adoptent une confidentialité totale exigent que les résolutions se fassent secrètement, alors que ce choix est totalement inefficace : l'expérience des membres d'OECD Watch montre que tout résultat positif est, au moins partiellement, le résultat de la publicité qui entoure le dépôt initial de la plainte. Et l'analyse du TUAC à propos des plaintes déposées par les syndicats conforte celle des ONG : habituellement les cas que les syndicats soumettent aux PCN ne sont pas publiés lors du dépôt du dossier, ce qui est un facteur d'inefficacité.

Mientras el resultado de los reclamos sobre la RDC ha sido decepcionante, el trabajo del Panel de la ONU motivó al Comité de Inversión a llevar a cabo una de sus obras más innovadoras: un estudio sobre posibles mejoras a la implementación de las Directrices en áreas descritas como "de gobernabilidad débil". Basado en dicho estudio, el Comité de Inversión se propuso elaborar una guía detallada para empresas que operan en países propensos al conflicto y en países de gobernabilidad débil.

Es importante destacar que, en su Comuniqué de 2005, los líderes del Grupo de los Ocho afirmaron su compromiso con el trabajo del Comité de Inversión en el desarrollo de una guía específica para empresas que operan en países en situación de post-conflicto o de gobernabilidad débil. Además, el informe de la Comisión para África -preparado para la Cumbre del G8 que tuvo lugar en Gleneagles, en julio de 2005- contiene amplias referencias a las Directrices de la OCDE; la Comisión hizo un llamado para el fortalecimiento de las mismas[8].

Tentativas para extender la confidencialidad a todas las etapas del procedimiento de reclamo

A juicio de algunos PNCs, la confidencialidad ha sido una de las cuestiones más controvertidas en lo referente al procedimiento de reclamo. La Guía Procedimental de la OCDE expresa claramente que la confidencialidad sólo es aplicable luego de que el PNC realizara su evaluación inicial del caso y una vez que ambas partes hayan acordado comenzar el diálogo.

Conforme la Guía de Procedimientos de las Directrices, "existen circunstancias concretas en las que es importante la confidencialidad". El PNC tiene el deber de proteger la "información empresarial confidencial". Se entiende que el "procedimiento incluye los hechos y argumentos presentados por las partes". En su guía para los PNCs, la OCDE deja en claro que, "genéricamente hablando, los procedimientos asociados a la implementación serán, en general, confidenciales, y que los resultados serán, en general, transparentes" [9].

Sin embargo, el Comité Consultivo Empresario e Industrial (BIAC) ha ejercido un lobby incesante a fin de extender la cláusula de confidencialidad a todas las fases del proceso, hasta incluir que se objetara la publicación, por parte de las ONGs, de la simple presentación de un reclamo. En la práctica, esta posición ha sido apoyada por algunos PNCs (EE.UU., Canadá, Finlandia y Alemania), quienes se rehúsan a revelar, en sus informes anuales, los nombres de las empresas cuestionadas y los detalles de los reclamos que han recibido, incluso respecto de aquellos casos que ya han concluido.

Llevada a tal extremo, la confidencialidad priva al proceso de su real significado, tornándolo inefectivo. Los PNCs que favorecen la "confidencialidad sábana" sostienen que el secreto contribuye a la resolución de los casos, aunque los hechos no sustentan esta afirmación. En la experiencia de los miembros de OECD Watch, cualquier resultado positivo encuentra su origen, al menos parcialmente, en la publicidad que rodea la presentación inicial del reclamo. De hecho, el análisis de TUAC sobre los casos presentados por sindicatos -que habitualmente no son hechos públicos al momento de su presentación- demuestra que varios de ellos padecen los mismos problemas identificados por las ONGs.

Attempts to extend confidentiality to every stage of the complaints' procedure.

For some NCPs, confidentiality has been one of the most contentious issues concerning the complaint procedure. The OECD's Procedural Guidance is clear that confidentiality only applies after the NCP has made its initial assessment of a case and once the two parties have agreed to enter into a dialogue.

According to the Procedural Guidance for the Guidelines, "there are specific circumstances where confidentiality is important". The NCP has a duty to protect "sensitive business information". It is understood that "proceedings include the facts and arguments brought forward by the parties". In its guidance to NCPs, the OECD makes clear that "[b]roadly speaking the proceedings associated with implementation will normally be confidential; the results will normally be transparent".[9]

However, the Business and Industry Advisory Committee (BIAC) has lobbied ceaselessly to extend the confidentiality clause to all phases of the process, including objecting to NGOs publicising that a complaint has been filed. This position has been supported in practice by some NCPs (US, Canada, Finland and Germany) who withhold company names and details of the complaints they have received in their annual reports, even for those cases that have been concluded.

Confidentiality taken to such extremes renders the whole process meaningless and ineffectual. Those NCPs who favour blanket confidentiality claim that secrecy assists the resolution of cases, but this is not supported by the facts. It has been the experience of OECD Watch members that any positive outcome is, at least partly, the result of the publicity surrounding the initial filing of a complaint. Indeed, TUAC's analysis of trade union cases, which are usually not made public when filed, show that many of them are beset by the same problems NGOs have identified.

2ème Partie: Amélioration de la mise en oeuvre

Plus de 100 plaintes ont été déposées durant les cinq dernières années : le TUAC estime que les syndicats ont déposé plus de 60 plaintes ; OECD Watch a enregistré 45 cas de plaintes provenant des ONG (voir Annexe 1 - Aperçu des cas)[10]. Quoique quelques PCN aient élaboré des procédures raisonnables et convenables traitant équitablement toutes les parties, ceci est loin d'être la norme. Manfred Schekulin, le Président du Comité des Investissements, a reconnu qu'il restait beaucoup à faire pour améliorer le processus de mise en oeuvre :

> Malgré les progrès réalisés et la confiance croissante des PCN qui pensent que les Principes directeurs constituent un instrument utile pour la promotion de la conduite des entreprises internationales, les PCN ont reconnu l'existence de certaines préoccupations, particulièrement, la nécessité de d'améliorer la gestion des plaintes[11].

Responsabilisation croissante à travers les revues par les pairs et la supervision parlementaire

Lors de la Table ronde multi-partenaires organisée à Bruxelles par OECD Watch (1er avril 2005), Shirley van Buiren de *Transparency International* Allemagne, a fait la remarque suivante : « La flexibilité dans les dispositions institutionnelles et dans les plaintes formelles peut produire - et, à vrai dire, a produit - des résultats très inéquitables »[12]. Elle a par la suite ajouté :

> Actuellement, les PCN agissent plus ou moins selon leur vouloir, rapportent selon leur choix. Le Rapport Annuel du Comité chargé des Investissements est - et cela est dit dans ses pages - « basé sur les rapports individuels des PCN ». Ce n'est pas étonnant que le rôle du Comité se limite à informer et non à faire des interprétations ; son rôle n'est pas non plus de trouver des solutions aux « différences importantes et inexpliquées dans la pratique »[13].

Une solution possible au problème concernant les grandes, et souvent inexplicables, différences dans les pratiques des PCN, est l'introduction du mécanisme impartial de « revue par les pairs » afin d'évaluer la mise en oeuvre des Principes directeurs par les Gouvernements. La « Revue par les pairs » est l'unique système de suivi de l'OCDE. Selon Shirley van Buiren, "Seule l'application de la loi est indispensable pour l'efficacité des règles judiciaires. Un système de suivi approprié semble donc être une condition *sine qua non* pour que les normes volontaires aient un sens et un impact suffisant »[14].

Une autre solution pour renforcer l'efficacité des PCN est de faire en sorte qu'ils rendent compte aux Parlements nationaux. Il y a des signes de l'intérêt croissant des Principes directeurs de l'OECD et du travail des PCN par les membres des Parlement britannique, belge et hollandais. Par exemple, le Rapport Annuel du PCN hollandais est discuté au niveau du Parlement. En Belgique, qui pourrait être considérée comme le berceau des Principes directeurs de l'OCDE, il y a eu une proposition de loi visant à établir un lien explicite entre l'allocation de crédits d'exportation et le respect des Principes directeurs[15].

Il est intéressant de noter qu'aux États-Unis, un projet de loi a été présenté à la Chambre des Représentants en 1994, qui faisait référence aux Principes directeurs de l'OCDE. Dans ce projet de loi, le Secrétaire d'état

Parte 2: Mejorando la implementación

En los últimos cinco años se han presentado más de 100 instancias específicas: TUAC estima que más de 60 reclamos fueron presentados por sindicatos, y, para junio de 2005, OECD Watch había registrado 45 reclamos de ONGs (ver Apéndice 1 - Resumen de los casos) [10]. Si bien algunos PNCs han llevado adelante procedimientos razonables, respetando el tiempo y la forma debidos y tratando a todas las partes en forma equitativa, ello está lejos de ser la regla. Manfred Schekulin, Presidente del Comité de Inversión, reconoció que hay aún mucho por hacer para mejorar la implementación:

> Más allá del progreso y de la creciente confianza [de los PNCs] en las Directrices como instrumento útil para promover la conducta apropiada de las empresas internacionales, los PNCs han reconocido la validez de ciertas preocupaciones. En particular, han resaltado la necesidad de acelerar el manejo de las instancias específicas...[11]

Aumentando la responsabilidad a través de la revisión entre los PNCs y la vigilancia parlamentaria

En la Mesa Redonda Multi-*Stakeholder* de OECD Watch, que tuvo lugar en Bruselas en abril de 2005, Shirley van Buiren de Transparency International Alemania observó que la "flexibilidad en los arreglos institucionales y en el manejo de reclamos formales puede, como de hecho ocurrió, producir resultados muy desiguales" [12]. Y agrega:

> En la actualidad, los PNCs actúan básicamente como mejor les parezca, informan sobre lo que ellos eligen; el Informe Anual del Comité de Inversión se basa, en su propia terminología, en "los informes individuales de los PNCs". No es de sorprender que el Comité sólo pueda comprobar, pero no interpretar ni mucho menos superar, las "significativas e inexplicables diferencias en la práctica" [13].

Una posible solución al problema de las significativas y frecuentemente inexplicables diferencias en las prácticas de los PNCs consiste en introducir un mecanismo imparcial de revisión entre los PNCs, que permita valorar la implementación de las Directrices por parte de los gobiernos. La "revisión entre los PNCs" es el sistema de monitoreo propio -y singularmente exitoso- de la OCDE. Según Shirley van Buiren, "en la misma forma en que la ejecución coercitiva de la ley es indispensable para la efectividad de las normas legales, un adecuado sistema de monitoreo pareciera ser condición sine qua non a fin de que los estándares voluntarios adquieran significado y tengan suficiente impacto"[14].

Otra solución para incrementar la efectividad de los PNCs consiste en hacerlos responsables ante sus propios parlamentos nacionales. Se perciben señales positivas de creciente interés en las Directrices de la OCDE y el trabajo de los PNCs entre miembros de los parlamentos del Reino Unido, Bélgica y los Países Bajos. El Informe Anual del PNC holandés, por ejemplo, es discutido en el parlamento de dicho país. En Bélgica, que en cierta forma podría ser considerada la cuna de las Directrices de la OCDE, se propuso la sanción de leyes que explícitamente condicionaran la concesión de créditos para la exportación a empresas que adhirieran a las Directrices[15].

Cabe destacar que en los EE.UU., en 1994, ingresó en la Cámara de Representantes un proyecto de ley que hacía referencia a las Directrices de la OCDE. El proyecto convocaba al Secretario de Estado a que estableciera directrices (basadas inter alia en las Directrices de la OCDE para Empresas Multinacionales) tendientes a "promover prácticas empresariales

Part 2: Improving implementation

Over 100 specific instances have been filed over the past five years: TUAC estimates that trade unions have filed over 60 complaints; by June 2005 OECD Watch had registered 45 complaints filed by NGOs (see Appendix 1 - Overview of Cases).10 While a few NCPs have developed reasonable and timely procedures that deal fairly with all parties, this is far from being the norm. Manfred Schekulin, the Chairman of the Investment Committee, acknowledged that more needs to be done to improve implementation:

> Despite this progress and [the NCPs] growing confidence that the Guidelines are a useful instrument for promoting appropriate conduct by international business, NCPs recognized the validity of some concerns. In particular, they underscored the need to speed up the handling of specific instances...[11]

Increasing accountability through peer review and parliamentary oversight

At the OECD Watch's April 2005 Multi-stakeholder Roundtable in Brussels, Shirley van Buiren of Transparency International Germany observed that "flexibility in the institutional arrangements and in dealing with formal complaints can, and in fact has, produced very unequal results".[12] She adds:

> Presently the NCPs do more or less as they please, report what they choose; the Investment Committee's Annual Report in its own words is 'based on the individual NCP reports'. No wonder the Committee can only ascertain but not interpret much less overcome the 'significant and unexplained differences in practice'.[13]

One possible solution to the problem of significant and often inexplicable differences in NCPs' practices is to introduce an impartial peer review mechanism to appraise governments' implementation of the Guidelines. The 'peer review' is the OECD's own uniquely successful monitoring system. According to Shirley van Burien, "Just as law enforcement is indispensable for the effectiveness of legal rules, so an appropriate monitoring system seems a *sine qua non* if voluntary standards are to have meaning and sufficient impact".[14]

Another solution to enhance the effectiveness of NCPs would be to make them accountable to national parliaments. There are welcome signs of increasing interest in the OECD Guidelines and the work of NCPs by British, Belgian and Dutch members of parliament. For example, the Dutch NCP's Annual Report is discussed in parliament. In Belgium, which in some respects might be seen as the cradle of the OECD Guidelines, there has been a proposal to introduce legislation to link explicitly the award of export credits with adherence to the Guidelines.[15]

It is interesting to note that in the US, a bill was introduced in 1994 in the House of Representatives that made reference to the OECD Guidelines. The bill called on the Secretary of State to establish Guidelines (based *inter alia* on the OECD Guidelines for Multinational Enterprises) to "promote socially responsible business practices for United States businesses operating in foreign countries". In 1995, the bill was reintroduced in the House and it obtained the support of 45 members.[16] More recently, Republican Senator Richard Lugar, Chairman of the Foreign Relations Committee, has secured the passage of an amendment (S.A. 1293) to the Foreign Operations

a été interpellé pour mettre en place des Principes directeurs basés sur les Principes directeurs des Entreprises Multinationales afin de "promouvoir les pratiques sociales responsables pour les entreprises américaines opérant à l'étranger". En 1995, ce projet de loi a été réintroduit au niveau de la Chambre des Représentants et a bénéficié de l'appui de 45 membres[16]. Très récemment, Richard Lugar, Sénateur républicain et Président du Comité chargé des Relations Étrangères, a garanti la passation d'un amendement (S.A. 1293) du Projet sur les Appropriations des Opérations effectuées à l'étranger, ce qui apportera une plus grande transparence et une responsabilité au niveau des Banques de Développement multilatéral. Cet amendement vise à assurer que les revenus issus des projets des industries d'extraction soient utilisés à bon escient. Si l'amendement du Sénateur Lugar ne se réfère pas explicitement aux Principes directeurs, il reflète toutefois un appui, à un haut niveau du Congrès, en faveur de l'investissement responsable dans les pays en voie de développement.

En juin 2005, un comité Parlementaire du Canada, après une série d'auditions sur les activités menées par les entreprises minières canadiennes, a rédigé un rapport contenant un certain nombre de recommandations à l'intention du Gouvernement. Ces recommandations comprennent le besoin de 1) conditionner les aides à l'exportation et le financement de projets à des entreprises qui respectent les Droits de l'Homme et les normes du CSR ; 2) renforcer les règles et le mandat du PCN canadien; et 3) développer les règles spécifiques pour les entreprises opérant dans les zones de conflit[17].

Assurer l'engagement des entreprises dans le processus de plainte

Il est ressorti de l'analyse de l'OCDE que, pour 13 des plaintes (soit 30 pour-cent) déposées par les ONG à ce jour, les entreprises ont montré leur disponibilité à engager le dialogue. Certaines grandes entreprises, comme le National Grid Transco, ont exprimé leur frustration par rapport à la gestion des plaintes par les PCN et la longueur du traitement des cas. Elles pensent que les PCN pourraient être plus proactifs.

Dans un nombre égal de cas, les entreprises ont refusé d'accepter le dialogue proposé par le PCN. Les PCN semblent accepter ces refus et ne pas assumer leur rôle de médiateur, indispensable par rapport aux entreprises réticentes. L'inaction des PCN à ce niveau subvertit la procédure de la mise en oeuvre des Principes directeurs.

Dans 19 cas (soit 40 pour cent), il n'a pas été possible d'évaluer l'attitude des entreprises, car la plupart des cas concernés ont été déposés tout récemment ou sommairement rejetés par les PCN.

Promouvoir l'adhésion aux Principes directeurs

Un aspect important du travail des PCN est la promotion des Principes directeurs. Les PCN "doivent faire connaître les Principes directeurs et les rendre disponibles par des moyens appropriés". Bien que les Principes directeurs soient de mieux en mieux connus depuis cinq ans, leur visibilité pourrait être grandement améliorée si tous les PCN menaient des actions dans ce but. Certains PCN ont mené des actions exemplaires, par exemple, le PCN australien.

> Le PCN d'Australie a été proactif dans la promotion des Principes directeurs alors même que l'absence de plaintes aurait pu provoquer une vigilance réduite du PCN sur les pratiques de « Corporate Social Responsibility » des entreprises australiennes, une activité faible du PCN et des Principes directeurs... L'action la plus intéressante du PCN a peut-être été le développement de son site web et la continuité des améliorations sur ce site[18].

socialmente responsables por parte de empresas estadounidenses operando en el extranjero". El proyecto fue reintroducido en la Cámara en 1995, obteniendo el aval de 45 miembros[16]. Más recientemente, el Senador Republicano Richard Lugar, Presidente del Comité de Relaciones Exteriores, ha asegurado la sanción de una enmienda (S.A. 1293) a la ley que regula las apropiaciones en el marco de operaciones en el extranjero (*Foreign Operations Appropriations Bill*), que acarreará mayor transparencia y responsabilidad en los cinco bancos multilaterales de desarrollo. La enmienda del Senador Lugar fue diseñada con el objeto de asegurar que los ingresos provenientes de los proyectos de industrias extractivas no fueran desviados. Si bien no hace referencia explícita a las Directrices, su aprobación demuestra un alto nivel de apoyo parlamentario a la inversión responsable en países en desarrollo.

En junio de 2005, luego de una serie de audiencias sobre las actividades de empresas mineras canadienses, un comité parlamentario canadiense presentó al gobierno de dicho país un informe que contenía una serie de recomendaciones. Las mismas incluyen la necesidad de: 1) condicionar el financiamiento de la exportación y de proyectos al cumplimiento, por parte de las empresas, de estándares claramente definidos en materia de derechos humanos y responsabilidad social empresaria; 2) fortalecer las reglas y el mandato del PNC canadiense; y 3) desarrollar reglas específicas para empresas que operan en zonas de conflicto[17].

Asegurando la participación activa de las empresas en el procedimiento de reclamo

Del análisis de OECD Watch surge que, en 13 (el 30 %) de los 45 reclamos presentados por ONGs hasta la fecha, las empresas han mostrado voluntad de participar en el proceso. Algunas de las principales empresas, como National Grid Transco, han expresado su frustración con el manejo de los reclamos por parte de los PNCs y el retraso innecesarias en la resolución de los casos, y consideran que los PNCs podrían ser más proactivos.

En igual número de casos, las empresas han rechazado el ofrecimiento de diálogo formulado por el PNC. Pareciera que los PNCs aceptan tales negativas y desisten de presionar a las empresas para lograr su participación. La falta de acción de los PNCs en este sentido socava el procedimiento de implementación de las Directrices.

En la mayoría de los casos -19 (el 40%) en total- no ha sido posible evaluar la actitud de las empresas debido a que varios de estos casos fueron presentados recientemente o bien desestimados sumariamente por los PNCs.

Promoviendo la adhesión a las Directrices

Un importante aspecto del trabajo de los PNCs consiste en realzar el perfil de las Directrices. Los PNCs deben "mejorar el conocimiento de las Directrices y difundirlas mediante medios adecuados". Si bien es claro que el conocimiento de las Directrices se ha incrementado en los últimos cinco años, su mayor visibilidad no siempre dependió del esfuerzo de los PNCs en tal sentido. La realidad muestra, una vez más, una amplia gama de desempeños diferentes entre los PNCs.

El PNC australiano, por ejemplo, fue intensamente elogiado por su esfuerzo en promover las Directrices:

> El PNC australiano ha sido proactivo en la promoción de las Directrices, en un medio en el cual la ausencia de instancias específicas podría haberlo "aplacado" con facilidad, dándole una falsa sensación de seguridad respecto de las prácticas de RSE de las empresas australianas, lo cual habría resultado en un perfil bajo -o inexistente- para el PNC y para las Directrices... el desarrollo más positivo fue, quizás, la página web y las continuas mejoras a la misma. [18]

Appropriations Bill which will bring greater transparency and accountability at the five multilateral development banks. The amendment is designed to ensure that revenues from extractive industries projects are not misused. While Senator Lugar's amendment does not make explicit reference to the Guidelines, its passage reflects high-level Congressional support for responsible investment in developing countries.

In June 2005, a Parliamentary committee in Canada, after a series of hearings about the activities of Canadian mining companies, tabled a report with a number of recommendations to the Government. These include the need to 1) make export and project financing conditional on companies meeting clearly defined human rights and CSR standards; 2) strengthen the rules and the mandate of the Canadian NCP; and 3) develop specific rules for companies operating in conflict zones.[17]

Ensuring engagement of companies in the complaint process

From OECD Watch's analysis, it emerged that in 13 (30 per cent) of the 45 NGO complaints filed to date, companies have shown a readiness to engage in the process. Some major companies, like National Grid Transco, have expressed frustration with the handling of the complaints by NCPs and the unnecessary delays in reaching closure. These companies feel that the NCPs could be more proactive.

In an equal number of cases, companies have refused to accept the NCP's offer of a dialogue. NCPs seemingly accept these refusals and desist from impressing on companies that they should engage. NCPs inaction in this regard subverts the Guidelines' implementation procedure.

In the majority of cases, 19 (40 per cent), it has not been possible to assess the companies' attitude, because many of the cases concerned have only recently been filed or were summarily rejected by the NCPs.

Promoting adherence to the Guidelines

An important aspect of the work of NCPs is to enhance the profile of the Guidelines. NCPs are "required to make the Guidelines better known and available by appropriate means". While it is clear that the Guidelines have become better known over the past five years, improved visibility may not always be viewed as a result of the endeavours of the NCPs. Indeed, once again, the range of NCP performance has been considerable.

For example, the Australian NCP has been highly commended for promoting the Guidelines.

> The Australian NCP has been proactive in promoting the Guidelines in an environment where an absence of specific instances could have easily 'lulled' the NCP into a false sense of security about the CSR practices of Australian companies and resulted in a low or non existent profile for the NCP and the Guidelines... Perhaps the most positive development has been the website and ongoing improvements to the website.[18]

In terms of promotion and outreach, the other leading OECD country is Sweden with its 'Partnership for Global Responsibility'. The Swedish Government actively encourages Swedish companies to comply with the OECD

En terme de promotion et d'activité, la Suède est le second pays leader avec son « partenariat pour la Responsabilité Mondiale ». Le Gouvernement suédois incite les entreprises nationales à se conformer aux Principes directeurs de l'OCDE et à devenir des ambassadeurs pour la promotion des "Droits de l'Homme, des principales normes en matière de droit du travail, de la lutte contre la corruption et le maintien d'un environnement sain". Le Gouvernement suédois a également mis en place une politique visant à promouvoir un bon comportement dans les affaires au sein des entreprises étatiques en Suède, une politique que les autres gouvernements devraient imiter.

En Autriche, des améliorations ont été constatées dans les efforts déployés pour informer les entreprises ; tout d'abord au niveau des industries productives et des services de vente de matériels. Cette initiative appelée « CSR-Autriche » a été développée avec la Chambre de commerce d'Autriche et la Fédération de l'industrie autrichienne. Toutefois, la contribution des ONG a été maigre.

Un autre effort digne d'attention est la conférence sur la CSR organisée par le Gouvernement néerlandais en novembre 2004 à Maastricht. Tenue pendant la Présidence hollandaise de l'Union Européenne, cet événement a permis d'afficher les Principes directeurs comme un des principaux outils de la responsabilité collective des entreprises.

Par contraste, il semble que certains pays du Nord aient fait très peu de choses pour la promotion des Principes directeurs. Par exemple, ni le PCN de Finlande, ni celui de la Norvège n'ont beaucoup agi pour la promotion des Principes directeurs.

En France, il n'y a virtuellement pas eu de communication sur le travail du PCN. "Le PCN se contente de faire un rapport d'activité et de diffuser des communiqués peu informatifs sur son site web. Le PCN déclare que la confidentialité est nécessaire pour une bonne collaboration dans les affaires "[19].

Lors d'une réunion avec les ONG, en février 2005, le PCN des Etats-Unis a clairement admis que son activité était peu importante, et ce, à cause de la faiblesse de ses ressources.

L'insuffisance des ressources est peu compréhensible dans un pays comme les Etats-Unis. Mais dans d'autres pays, comme l'Argentine, elle s'explique par les difficultés budgétaires des États, qui ont d'autres priorités que la promotion pour l'adhésion aux Principes directeurs. Selon l'ONG El Otro, il faudrait déposer une plainte pour galvaniser le mécanisme et clarifier le rôle du PCN. Pour le moment, le PCN en Argentine "est un canard boiteux"[20].

Au Brésil, il est également évident que, sans l'appui du gouvernement et l'allocation de ressources appropriée, le PCN ne peut pas fonctionner. Dans ce pays, c'est la plainte déposée par les syndicats contre la multinationale Italienne Parmalat qui a provoqué la création du PCN en 2003.

Frente Autentico del Trabajo (FAT) a salué le PCN Mexicain pour avoir diffusé les Principes directeurs et pour avoir tenu un forum additionnel de réconciliation. Néanmoins, FAT pense que le PCN doit en faire davantage afin d'être mieux connu et d'encourager les entreprises à adhérer aux Principes directeurs[21].

En términos de promoción y alcance, otro país de la OCDE que es líder en la materia es Suecia, con su 'Asociación para la Responsabilidad Global' (*Partnership for Global Responsibility*). El gobierno alienta activamente a las empresas suecas a cumplir con las Directrices de la OCDE y a convertirse en "embajadoras de los derechos humanos, los estándares fundamentales del trabajo, la lucha contra la corrupción y el medioambiente sensato". El gobierno sueco también cuenta con una política explícita tendiente a promover la conducta empresaria sensata en las empresas de propiedad estatal, política que debiera ser imitada por otros gobiernos.

En Austria han mejorado los esfuerzos de acercamiento a las empresas, principalmente mediante la producción y diseminación de material informativo. Esta iniciativa, denominada "RSE-Austria", fue desarrollada con la Cámara de Comercio de Austria y la Federación de Industrias de Austria, aunque contó con escasos aportes de ONGs.

Otro esfuerzo digno de mención fue la conferencia sobre RSE del Gobierno Holandés, que tuvo lugar en noviembre de 2004 en Maastricht, Holanda, durante el período en que los Países Bajos presidían la UE. Este evento contribuyó a realzar las Directrices como una de las principales medidas en pos de la responsabilidad empresaria.

Por otro lado, ciertos países nórdicos parecen haber avanzado muy poco. A modo de ejemplo, ni el PNC Finlandés ni el Noruego han promovido las Directrices.

En Francia no se realizó ninguna actividad de comunicación en torno al trabajo del PNC. "El PNC sólo rinde cuentas de sus actividades a través de comunicados vagos en su página web. El PNC esgrime la necesidad de la confidencialidad para obtener la colaboración de las empresas.[19]"

En una reunión con ONGs en febrero de 2005, el PNC de los EE.UU. rápidamente admitió que, en razón de la falta de recursos, había hecho poco en materia de expandir su alcance.

Si bien, tratándose de los EE.UU., la escasez de recursos es un pretexto que genera perplejidad, en otros países resulta bastante comprensible. En Argentina, por ejemplo, dadas las severas limitaciones presupuestarias del país, no es de sorprender que el promover la adhesión a las Directrices no sea considerado una prioridad. Conforme la ONG Fundación El Otro, sería necesaria la presentación de un reclamo a fin de galvanizar el mecanismo y esclarecer el rol del PNC. Hasta tanto eso ocurra, el PNC argentino continuará siendo una figura "muerta"[20].

En Brasil también es evidente que, sin respaldo gubernamental y la asignación de recursos adecuados al efecto, el PNC simplemente no puede funcionar. Fue la presentación de un reclamo -por parte de sindicatos brasileros contra la multinacional italiana Parmalat- la que provocó la creación de la oficina del PNC brasileño, en 2003.

El Frente Auténtico del Trabajo (FAT) ha elogiado al PNC mexicano por diseminar las Directrices y ofrecer un foro adicional para la conciliación. Sin embargo, FAT considera que el PNC debiera hacer más para elevar su perfil y alentar a las empresas a adherir a las Directrices[21].

No obstante la evidencia de los crecientes esfuerzos de más PNCs por promover las Directrices, los miembros de OECD Watch no avalan la visión expresada en el informe de 2005 del Comité de Inversión, según el cual "varios gobiernos adherentes han profundizado su empleo de las Directrices en el contexto de un "enfoque integral de gobierno" de la responsabilidad empresaria"[22]. En la realidad, aún queda un largo trayecto por delante.

Guidelines and to become "ambassadors for human rights, core labour standards, anti-corruption and a sound environment". The Swedish Government also has an explicit policy to promote sound business behaviour within state-owned companies, a policy that other governments should emulate.

In Austria, there have been improvements in the efforts made to reach out to business, primarily in the production and dissemination of materials. This initiative called 'CSR-Austria' has been developed with the Austrian Chamber of Commerce and the Federation of Austrian Industry. However, there has been little NGO input.

Another noteworthy effort is the Dutch Government's November 2004 conference on CSR in Maastricht. Held during the Netherlands' EU Presidency, this event has helped establish the Guidelines as one of the main measure of corporate accountability.

In contrast, some Nordic countries appear to have done very little. For example, neither the Finnish nor the Norwegian NCPs have promoted the Guidelines.

In France, there has been virtually no communication around the NCP's work. "The NCP only gives accounts of its activity through vague communiqués on its website. The NCP claims that confidentiality is necessary in order to obtain business collaboration".[19]

At a meeting in February 2005 with NGOs, the US NCP readily admitted that little had been done in the way of outreach because of inadequate resources.

While the lack of resources is puzzling in a country like the US, in others, it is quite understandable. For example, in Argentina, it is not surprising that promoting adherence to the Guidelines is not regarded as a priority given the country's severe budgetary constraints. According to the NGO, El Otro, it would require the filing of a complaint to galvanize the mechanism and clarify the role of the NCP. For the time being, the NCP in Argentina "is a dead duck".[20]

In Brazil, it is also evident that without government backing and the allocation of appropriate resources, the NCP simply cannot function. It was the filing of a case by the trade unions against the Italian multinational, Parmalat, that led to the setting up of the NCP unit in Brazil in 2003.

The Frente Autentico del Trabajo (FAT) has commended the Mexican NCP for disseminating the Guidelines and for offering an additional forum for conciliation. Nevertheless, FAT believes that the NCP should do more to raise its profile and to encourage companies to adhere to the Guidelines.[21]

Despite evidence of increasing efforts on the part of more NCPs to promote the Guidelines, OECD Watch members do not endorse the view expressed in the Investment Committee's 2005 report "that many adhering governments have deepened their use of the Guidelines in the context of a "whole government approach" to corporate responsibility."[22] In actual fact , there is still a long way to go.

Malgré les efforts non négligeables de la plupart des PCN pour promouvoir les Principes directeurs, les membres d'OECD Watch n'approuvent pas le point de vue exprimé dans le rapport 2005 du Comité chargé des Investissements selon lequel "beaucoup de pays adhérents ont augmenté l'utilisation des Principes directeurs dans le cadre d'une approche gouvernementale engagée en matière de responsabilisation collective des entreprises"[22]. En effet, il y a encore un long chemin à faire.

Accroître la transparence et l'accessibilité

Malgré quelques avancées positives, les ONG se plaignent beaucoup du manque de transparence et d'accessibilité des PCN, confirmant la perception générale que les gouvernements OCDE sont mobilisés pour aider les acteurs du monde des affaires. Pour les ONG, l'impressions est que les Principes directeurs sont considérées comme un produit inopportun, issu des négociations de l'OCDE, et pas un instrument utile et nécessaire. (Ceci pourrait expliquer les faibles efforts déployés par les Gouvernements pour utiliser les Principes directeurs dans la mise en œuvre de leurs outils d'aide aux entreprises, comme les crédits à l'exportation et l'assurance des risques politiques).

Pour que les PCN répondent aux critères de transparence des organismes publics, le minimum demandé est la création d'un site web. Il est étonnant, qu'après cinq ans d'existence, un certain nombre de PCN ne diffuse aucune information sur Internet. Certains d'entre eux n'ont même pas créé de site web, ou s'ils l'ont fait, ils cachent leurs pages dans le site web de leur Ministère : celles-ci sont très difficiles à trouver.

En Hollande, durant les cinq dernières années, un grand progrès a été réalisé vers une plus grande transparence. Citons, par exemple, la soumission des projets de rapports annuels aux partenaires sociaux et aux ONG, l'implication de plusieurs Ministères et les informations données sur les plaintes. Selon Joris Oldenziel de SOMO, « le PCN hollandais semble désireux de maintenir sa réputation de PCN parmi les plus actifs... illustré par sa volonté de prendre la parole lors de la Table ronde organisée par OECD Watch à Bruxelles et par le fait que le PCN ait pris l'initiative de soulever la question du « lien d'investissement » (investment nexus) avec le Comité Syndical de l'OCDE [23].

Il est instructif de comparer les efforts très différents déployés par deux pays asiatiques pour la promotion des Principes directeurs. Du point de vue d'OECD Watch, un pays comme le Japon, qui est membre à part entière de l'OCDE, est moins performant que Taiwan qui est un pays non membre et qui ne dispose pas de PCN officiellement reconnu. Alors que le PCN japonais a géré un certain nombre de plaintes, il n'y a pas de mécanisme institutionnel facilitant l'accès à l'information des ONG. Selon les membres d'OECD Watch, « Le PCN japonais ne s'engage pas du tout envers la société civile. Il n'a organisé ni réunion, ni séminaire ou quelconque autres activités pour informer le public sur les Principes directeurs ou sur l'existence et la fonction du PCN"[24]. Le PCN japonais a un site web, mais ce site est relativement inaccessible et difficile à trouver. Cela contraste avec les efforts déployés à Taiwan. En avril 2005, après près d'une année de préparation, le PCN « fantôme » a créé un site web, « Responsabilisation sociale des entreprise à Taiwan », contenant des informations sur les Principes directeurs et des recommandations pour promouvoir la responsabilisation collective des entreprises[25].

Bien que le PCN des États-Unis soit ouvert aux demandes et qu'il réponde aux lettres et aux e-mails de manière adéquate, les ONG continuent à faire des critiques sur son manque de transparence. Par exemple, le PCN

Incrementando la transparencia y la accesibilidad

A pesar de ciertos avances positivos, entre las ONGs subsiste la insatisfacción por la falta de transparencia y accesibilidad de los PNCs, confirmándose la percepción generalizada de que los gobiernos de la OCDE se interesan principalmente en cultivar y asegurar sus sectores empresarios. A juicio de las ONGs, la impresión es que la mayoría de los gobiernos perciben las Directrices como el producto indeseado de las negociaciones de la OCDE, como un huérfano que debe ser "ubicado" aunque no cálidamente recibido (incidentalmente, ello explicaría por qué se han hecho tan pocos esfuerzos en explotar el potencial de las Directrices, vinculándolas, por ejemplo, a otras iniciativas y políticas que cuentan con respaldo gubernamental, tales como los créditos para la exportación y los seguros de riesgo político).

A fin de cumplir con el requisito de transparencia del PNC, lo mínimo que puede esperarse de un país adherente es la creación de una página web. Resulta asombroso que, luego de cinco años, varios PNCs carezcan de presencia pública en la práctica. Algunos ni siquiera crearon una página web o, habiéndolo hecho, la "ocultaron" en la página del departamento gubernamental al que fueron anexados, volviendola dificil de encontrar.

Los Países Bajos registraron, en los últimos cinco años, un movimiento gradual hacia una mayor transparencia, caracterizado por acciones tales como compartir un borrador de informe anual con socios del ámbito social y ONGs, involucrar a otros departamentos gubernamentales y proveer información concerniente a los casos. Según Joris Oldenziel de SOMO, "el PNC holandés también parece deseoso de mantener su posición como uno de los PNCs más activos... ilustrado por su predisposición a hablar en la Mesa Redonda de OECD Watch en Bruselas, y por el hecho de que tomó la iniciativa de plantear la cuestión del nexo de inversión ante el Comité de Comercio de la OCDE" [23].

Resulta instructivo comparar los esfuerzos -notablemente diferentes- que dos países asiáticos realizan en el campo de la promoción de las Directrices: desde la perspectiva de OECD Watch, un país como Japón, miembro de la OCDE, muestra un desempeño pobre en comparación con Taiwán, país no adherente y que carece de un PNC oficialmente reconocido. No obstante el hecho de haber tratado ya una serie de casos, el PNC japonés no cuenta con un mecanismo institucional para obtener información de ONGs. Los miembros de OECD Watch informan que "el PNC japonés no se involucra activamente con la sociedad civil. No se han organizado reuniones, seminarios u otras actividades para informar al público acerca de las Directrices o de la existencia y las funciones del PNC" [24]. El PNC japonés mantiene una página web pero es relativamente inaccesible y difícil de encontrar. En contraste, los esfuerzos de Taiwán: en abril de 2005, luego de cerca de un año de preparación, el PNC "oculto" construyó una minuciosa página web titulada "Responsabilidad Social Empresarial en Taiwán" -que contiene información acerca de las Directrices- mientras planea futuras actividades tendientes a promover la responsabilidad empresarial[25].

Si bien el PNC estadounidense muestra buena predisposición para responder las preguntas que recibe, contestando cartas e emails en tiempo y forma, las ONGs son críticas respecto de su falta de transparencia. A modo de ejemplo, el PNC no pone a disposición del público su Informe Anual al Comité de Inversión, mientras que los Informes Anuales de los PNCs de Australia, Canadá, Francia, los Países Bajos, Suecia y el Reino Unido, aunque varían en términos de calidad, son publicados en sus respectivas páginas web. En particular, las ONGs alemanas denuncian la total ausencia de transparencia en los criterios de decisión y procedimientos empleados por su PNC.

Increasing transparency and accessibility

Despite some positive steps, there are many complaints from NGOs about the lack of transparency and accessibility to NCPs, confirming the general perception that OECD governments are mainly concerned about cultivating and reassuring the business sector. To NGOs, the impression given is the Guidelines are regarded by most governments as the unwelcome product of OECD negotiations, rather like an orphan that has to be accommodated but not warmly embraced. (Incidentally, this might explain why little effort has been made to exploit the potential of the Guidelines, for example, by linking them to other government-backed initiatives and policies such as export credits and political risk insurance).

To meet the NCP transparency requirement, the minimum that might be expected of an adhering country would be the creation of a website. It is astonishing that after five years, a number of NCPs still have virtually no public presence. Some have not even set up websites, or if they have, these are often hidden in the website of the government department to which the NCP is attached and thus quite difficult to find.

In The Netherlands, over the past five years, there has been a gradual move towards greater transparency. For example, the sharing of draft annual reports with social partners and NGOs, the involvement of other government departments and reporting about cases. According to Joris Oldenziel of SOMO, "The Dutch NCP also seems eager to maintain its position as one of the more active NCPs...illustrated by its willingness to speak at the OECD Watch Roundtable in Brussels and by the fact that the NCP took the initiative to raise the issue of the investment nexus with the OECD Trade Committee".[23]

It is instructive to compare the widely different efforts of two Asian countries to promote the Guidelines. In OECD Watch's view, a country like Japan, which is a full OECD member, does poorly in comparison with Taiwan, which is a non-adhering country and does not have an officially recognised NCP. Despite the fact that the Japanese NCP has handled a number of complaints, there is no institutional mechanism for obtaining information from NGOs. OECD Watch members report that "the Japanese NCP does not engage with civil society at all. No meetings, seminars or other activities have been arranged to inform the public about the Guidelines or about the existence and function of the NCP".[24] The Japanese NCP maintains a website, but it is relatively inaccessible and hard to find. Contrast this with the efforts in Taiwan: in April 2005, after nearly a year of preparation, the 'shadow' NCP has set up a dedicated 'Corporate Social Responsibility in Taiwan' website with information about the Guidelines and plans to do more to promote corporate responsibility.[25]

Although the US NCP is responsive to inquiries and responds to letters and emails in a timely manner, NGOs are critical about the lack of transparency. The US NCP does not, for example, make its Annual Report to the Investment Committee publicly available. However the Annual Reports of Australia, Canada, France, the Netherlands, Sweden and the United Kingdom, though of varying quality, are posted on the NCPs' websites. German NGOs in particular complain about a complete absence of transparency in their NCP's decision-making criteria and procedures.

In the US, the absence of adequate feedback to interested NGOs, trade unions and to Congress is particularly troublesome in view of the fact that it is the US NCP that (according to the OECD data) has received the largest number of specific instances since the revision of the Guidelines (16, most of which have come from the trade unions).

des États-Unis ne rend pas public son Rapport Annuel au Comité chargé des investissements. Alors que les rapports annuels de l'Australie, du Canada, de la France, de la Hollande, de la Suède et du Royaume Uni, de qualité variée il est vrai, sont affichés sur les sites web des PCN. Les ONG allemandes, elles, se plaignent d'une absence totale de transparence dans les procédures et les critères de prise de décisions.

Aux États-Unis, l'absence de feedback donné aux ONG intéressées pose problème car le PCN des États-Unis (selon les données de l'OCDE) est celui qui a reçu le plus grand nombre de plaintes depuis la révision des Principes directeurs (16, dont la majeure partie est venue des syndicats).

3ème Partie: Perspectives des pays non membres de l'OCDE

Une plainte seulement sur les 45 déposées par les ONG a bénéficié de l'intervention du PCN dans son rôle de médiateur pour empêcher un conflit. Or, sans action forte des PCN, le statut juridiquement non contraignant des Principes directeurs est décourageant pour beaucoup d'associations du Sud qui doivent déjà affronter de nombreux obstacles : l'inaccessibilité des PCN des pays du Nord, la distance les séparant du siège de la plupart des multinationales. Souvent, les ONG du Sud n'ont ni le temps ni les ressources nécessaires pour déposer une plainte et assumer les déplacements nécessaires pour rencontrer les PCN. Les groupes du Sud sont également sceptiques à cause du manque du pouvoir et/ou de volonté des PCN 1) à se conformer aux Principes directeurs, 2) à mener des investigations et à solutionner les problèmes et 3) à sanctionner les conduites irresponsables.

Malgré ces sérieuses limitations, les membres d'OECD Watch issus de pays non membres de l'OCDE n'adhèrent pas aux idées, souvent mises en avant par les groupes industriels des pays membres de l'OCDE, selon lesquelles les principes et normes de l'OCDE sont inappropriés aux pays en développement. Au contraire, ces membres d'OECD Watch ont manifesté leur intérêt pour l'utilisation des Principes directeurs en tant qu'outil d'émancipation qui les aide à améliorer leurs capacités à résoudre les problèmes CSR posés à leurs propres entreprises et gouvernements.

WACAM (Ghana) a essayé d'utiliser les Principes OCDE pour mettre en cause la responsabilité des entreprises suédoises prestataires dans les abus aux Droits de l'Homme dans les zones minières d'Anglo Gold Ashanti. Toutefois, WACAM craint que l'utilisation des Principes directeurs puisse être utilisée comme « un paravent » par les puissantes entreprises multinationales pour cacher les violations des droits des personnes marginalisées et pour procéder à une exploitation extrême des ressources des nations en développement[26]. Néanmoins, WACAM pense que "si les entités morales se conformaient réellement aux Principes directeurs existants, beaucoup de problèmes communautaires n'existeraient pas. Il faut rechercher les moyens d'assurer cette conformité ".

Edward Lange, de l'ONG Zambienne DECOP, déclare que " »es groupes de la société civile ont trouvé les Principes directeurs très utiles ». Les Principes directeurs ont émancipé les ONG et les syndicats du secteur industriel

En los EE.UU., la ausencia de prácticas de *feedback* adecuado -tanto con ONGs como con sindicatos y el Congreso- es particularmente problemática, más aún si se tiene en cuenta que es el PNC de dicho país es el que ha recibido, según datos de la OCDE, el mayor número de reclamos desde la revisión de las Directrices (16, la mayoría de los cuales fueron presentados por sindicatos).

Parte 3: Perspectivas de países no adherentes

La intervención oportuna del PNC logró evitar el conflicto en sólo uno de los 45 casos presentados por ONGs. No es de sorprender, entonces, que varios grupos de la sociedad civil del Sur sean muy escépticos acerca de las Directrices, dado su carácter voluntario. La preocupación de estos grupos se centra en la falta de acceso a los PNCs y la distancia que los separa de las casas matrices de la mayoría de las multinacionales. Con frecuencia, carecen del tiempo y de los recursos necesarios para presentar reclamos, incluyendo los viáticos necesarios para reunirse con el PNC. Los grupos del Sur también sienten escepticismo ante la falta de capacidad y/o de voluntad del NCP de 1) garantizar el efectivo el cumplimiento de las Directrices por parte de las empresas, 2) investigar y remediar los problemas y 3) condenar las conductas irresponsables.

A pesar de estas serias limitaciones, los miembros de OECD Watch en países no adherentes se oponen a la visión -que en general proviene de grupos de empresarios de los países de la OCDE- de que los principios y estándares de las Directrices son inherentemente inadecuados para los países en desarrollo. De hecho, han expresado su interés en emplear las Directrices como herramienta de poder que contribuye a fortalecer sus capacidades para enfrentar a las empresas y sus propios gobiernos en cuestiones de RSE.

WACAM Ghana intentó utilizar las Directrices de la OCDE para lograr que ciertas empresas proveedoras suecas respondieran por su presunta complicidad en las violaciones de derechos humanos atribuidas a AngloGold Ashanti, empresa que opera en zonas mineras. La preocupación de WACAM radica en que el trabajo con las Directrices demuestre ser, finalmente, sólo un truco para enturbiar las violaciones de los derechos de personas marginadas y de perpetuar la extrema explotación, por parte de poderosas multinacionales, de los recursos de países en desarrollo[26]. No obstante, WACAM considera que "si los grupos de empresarios realmente ajustaran sus conductas a las actuales Directrices, varios problemas comunitarios desaparecerían". El problema es cómo asegurar dicho cumplimiento.

Según Edward Lange, de la ONG de Zambia DECOP, "grupos de la sociedad civil han considerado que las Directrices son útiles". Las Directrices han dado poder a ONGs y sindicatos y han contribuido a transformar a la sociedad civil en una fuerza a ser tomada en cuenta: "Las empresas no pueden dar por hecho nuestro consentimiento. Pero las ONGs de Zambia están desilusionadas con la lentitud con que el PNC del

Part 3: Perspectives from non-adhering countries

In only one of the 45 cases filed by NGOs has the timely intervention of an NCP averted conflict. Not surprisingly, many southern civil society groups are deeply sceptical about the Guidelines because of their voluntary status. They are concerned about their lack of access to NCPs and their distance from the headquarters of most multinationals. They often lack the time and resources needed to file a complaint, including travel costs to visit NCPs. Southern groups are also sceptical because of the NCPs' lack of power and/or willingness to 1) enforce compliance with the Guidelines, 2) investigate and remedy problems, and 3) condemn irresponsible conduct.

Despite these severe limitations, OECD Watch members in non-adhering countries dismiss the view, often put forward by business groups in OECD countries, that the Guidelines' principles and standards are inherently inappropriate for developing countries. Indeed they have expressed interest in using the Guidelines, as a tool of empowerment that helps strengthen their ability to address companies and their own governments about CSR issues.

WACAM Ghana attempted to use the OECD Guidelines to hold Swedish supplier companies to account for alleged complicity in human rights abuses attributed to AngloGold Ashanti in mining areas. WACAM is concerned that working with the Guidelines might prove to be "a green washing gimmick" to blur the violation of rights of marginalized people and to perpetuate the extreme exploitation of resources of developing nations by powerful multinational companies. [26] Nevertheless, WACAM believes "if corporate bodies really were to comply with the existing Guidelines, many community problems would not exist". The problem is how to ensure compliance.

Edward Lange from the Zambian NGO, DECOP, reports that "civil society groups have found the Guidelines useful". The Guidelines have empowered NGOs and trade unions and helped to make civil society a force to be reckoned with. "Companies cannot take us for granted. But Zambian NGOs have been disappointed by the slow pace in handling cases by the UK NCP". Lange notes that Zambian NGOs would like to find some way of compelling non-adhering governments to recognize the Guidelines as a pre-requisite for inward investors.

CIVIDEP, an Indian NGO, which works on issues related to workers in the ready-made garment sector, believes that "in this rapidly globalizing economy, it is imperative that the activities of transnational companies in India are monitored using available global instruments such as the OECD Guidelines to hold them accountable for the impact of their investment on the environment and society".

According to Farhan Anwar of the Pakistani NGO, Shehri-Citizens for a Better Environment, civil society groups are eager to know more about the OECD Guidelines' process.

> [Pakistani NGOs] feel that the Guidelines are helping them to better understand the social and environmental implications of corporate operations. They feel that they would be better equipped to question and seek responsible corporate behaviour from the corporate sector from the knowledge gained from the Guidelines.

et fait de la société civile une force avec laquelle il faut compter. « Les Entreprises ne peuvent pas nous considérer comme faisant partie du décor. Mais les ONG zambiennes ont été déçues par les lenteurs du PCN du Royaume Uni dans la gestion des plaintes ». E. Lange indique que les ONG zambiennes voudraient trouver les moyens de forcer les Gouvernements non membres de l'OCDE à reconnaître les Principes directeurs comme une obligation pour les investisseurs étrangers.

CIVIDEP, une ONG indienne qui travaille sur les questions relatives aux ouvriers du prêt-à-porter, a pensé que « dans cette économie qui se mondialise de façon accélérée, il est impératif que les activités des entreprises transnationales en Inde soient supervisées en utilisant les instruments mondiaux disponibles tels que les Principes directeurs de l'OCDE, et ceci afin d'engager leur responsabilité sur l'impact de leurs investissements sur l'environnement et la société ».

Selon Farhan Anwar, de l'ONG pakistanaise Sherhi-Citizens pour un meilleur environnement, les groupes de la société civile sont désireuses d'en savoir plus sur le processus des Principes directeurs de l'OCDE.

> [Les ONG Pakistanaises] trouvent que les Principes directeurs les aident à mieux comprendre les responsabilités sociales et environnementales des entreprises. Elles estiment que, maintenant qu'elles connaissent les Principes directeurs, elles ont besoins d'outils pour faire face aux problèmes posés en matière de conduite responsable et collective des entreprises.

Pour les ONG de plusieurs pays membres de l'OCDE, même si l'utilisation des Principes directeurs n'offrent pas de résultats concrets, les Principes peuvent servir de référence et de guide en matière de renforcement des capacités des groupes de la société civile et aussi permettre une meilleure compréhension de ce que les Gouvernements des pays de l'OCDE attendent d'un investissement responsable au point de vue social et environnemental. Les Principes directeurs peuvent également offrir un modèle pour le renforcement des politiques et des législations des pays en voie de développement. Ils peuvent servir de catalyseur dans le processus de changement.

Ces points de vue ont été repris par Hubert Tshiswaka, Directeur de l'ONG congolaise Action Contre la Faim et l'Impunité pour les Droits Humains (ACIDH). Selon H. Tshiswake, la diffusion de l'information sur les Principes directeurs en RDC est l'une des priorités de l'ACIDH. Mais, pour lui, beaucoup reste encore à faire en vue de rendre les Principes directeurs utiles dans les pays confrontés aux conflits. « La Culture d'entreprise peut contribuer à asseoir la paix, la sécurité et la légalité, ou bien le paiement de pots-de-vin peut alimenter les conflits et participer à l'exploitation insoutenable des ressources naturelles... ». Les récents rapports sur les financements apportés par AngloGold Ashanti aux combattants rebelles dans les exploitations minières d'Ituri et d'Anvil montrent que cet argent a pu être utilisé pour fournir un appui logistique aux militaires gouvernementaux dans les massacres perpétrés au Katanga. Ces pratiques de financement ont été condamnées par les jurys d'experts des Nations Unies alors que, non maîtrisées de nos jours, elles se poursuivent au Congo[27].

Plusieurs membres d'OECD Watch dans les pays non membres de l'OCDE pensent que les gouvernements des pays de l'OCDE ont tendance à protéger leurs entreprises lorsqu'elles violent les dispositions des Principes directeurs de l'OCDE. Ce comportement porte atteinte à la crédibilité des Principes directeurs en tant qu'instrument de responsabilisation des entreprises.

Reino Unido maneja los casos". A su vez, Lange sostuvo que las ONGs de Zambia están deseosas de encontrar algún modo de forzar a los gobiernos de países no adherentes a que reconozcan e impongan el cumplimiento de las Directrices como prerrequisito para quienes quieran invertir en sus países.

Según CIVIDEP, una ONG india dedicada a cuestiones concernientes a los trabajadores de la industria de indumentaria, "en esta economía que se globaliza rápidamente es fundamental monitorear las actividades de empresas transnacionales en India, empleando para ello los instrumentos globales disponibles -como las Directrices de la OCDE- a fin de hacerlas responsables del impacto de sus inversiones en el medioambiente y la sociedad".

Conforme Farhan Anwar, de la ONG paquistaní Shehri-Citizens for a Better Environment, los grupos de la sociedad civil están deseosos de saber más acerca del proceso de las Directrices de la OCDE.

> [Las ONGs paquistaníes] consideran que las Directrices las ayudan a comprender las implicaciones sociales y medioambientales de las operaciones empresariales. Sienten que el conocimiento que brindan las Directrices mejora su capacidad de cuestionar y exigir una conducta responsable del sector empresario.

Según las ONGs de varios países no adherentes, si bien las Directrices no resuelven todo, ciertamente proveen a los grupos de la sociedad civil referencias y guías útiles para desarrollar capacidades y conocimientos respecto de las expectativas de los gobiernos en materia de inversión social y medioambientalmente responsable. La utilidad de las Directrices también reside en que pueden ofrecer un modelo para el fortalecimiento de las políticas o la legislación en los países en desarrollo. Pueden actuar como catalizador del cambio.

Esta visión es compartida por Huber Tshiswaka, director de la ONG congolesa Action contre l'impunité pour les droits humains (ACIDH). Tshiswaka manifiesta que la diseminación de información sobre las Directrices en la RDC es una prioridad de ACIDH. Sin embargo, destaca que queda aún mucho trabajo por delante a fin de lograr que las Directrices sean útiles en países propensos al conflicto: "Las empresas pueden sembrar una cultura de paz, seguridad y legalidad o bien pueden, a través de la corrupción, agravar el conflicto y participar en la explotación no sostenible de los recursos naturales". En el Congo, las prácticas condenadas por los Paneles de Expertos de la ONU continúan hoy sin vigilancia, tal como lo demuestran informes recientes sobre los pagos de AngloGold Ashanti a combatientes rebeldes en Ituri y la presunta complicidad de Anvil Mining mediante la provisión de apoyo logístico a los soldados del gobierno que cometieron una masacre en Katanga[27].

En líneas generales, varios miembros de OECD Watch en países no adherentes observan, entre los gobiernos de países desarrollados, una tendencia a proteger sus empresas cuando éstas violan las disposiciones de las Directrices. Esta situación socava la credibilidad de las mismas como instrumento de responsabilidad empresaria.

For NGOs in many non-adhering countries, even if the Guidelines do not deliver everything, they certainly provide a useful reference and guide for developing capacity and understanding among civil society groups of OECD governments' expectations for socially and environmentally responsible investment. The Guidelines can also be useful by offering a model for strengthening policies or legislation in developing countries. The Guidelines can act as a catalyst for change.

These views are echoed by Hubert Tshiswaka, director of the Congolese NGO, Action contre l'impunité pour les droits humains (ACIDH). According to Tshiswake, disseminating information about the Guidelines in the DRC is a priority for ACIDH. However, Tshiswaka notes that much more work needs to be done to make the Guidelines useful in conflict prone countries. "Business can seed a culture of peace, security and legality or by paying bribes, fuel conflict and participate in the unsustainable exploitation of natural resources". As recent reports about AngloGold Ashanti's payments to rebel fighters in Ituri and Anvil Mining's alleged complicity in providing logistical support for government soldiers who committed a massacre in Katanga show, the practices condemned by the UN Expert Panels continue unchecked in the Congo today[27].

Overall, many OECD Watch members in non-adhering countries feel that there is a tendency for governments of developed countries to protect their companies when they violate provisions of the OECD Guidelines. This is undermining the credibility of the Guidelines as a corporate accountability instrument.

4ème Partie: Développement positif dans les cas spécifiques

Malgré l'évaluation négative des ONG en ce qui concerne l'application des Principes directeurs jusqu'à présent - évaluation confortée par le fait que très peu de plaintes aient abouti à une déclaration conjointe -, dans au moins sept cas (approximativement 15 %), les ONG ont trouvé quelques résultats positifs. OECD Watch reconnaît que, dans quelques cas, les PCN ont cherché à faire des recommandations utiles et significatives qui pourraient servir de guide pour une conduite collective des entreprises. Même dans les cas où il y a eu désaccord sur la conclusion finale des PCN, les ONG ont apprécié les recommandations qui répondent aux problèmes éthiques soulignés par le plaignant.

Dans les autres cas, le fait de soumettre une plainte sur un sujet spécifique a eu comme résultat direct ou indirect des changements positifs dans le comportement de l'entreprise.

Mais OECD Watch constate que, malgré les dispositions peu contraignantes des Principes directeurs et des procédures, peu de PCN se sont montrés proactifs ou innovateurs dans leur approche.

- ***ATTAC (Suède) et Amis de la Terre (FOE Suède) contre Atlas Copco et Sandvi.*** Bien que le PCN suédois soit parvenu à la conclusion que ces entreprises n'étaient pas coupables de non-respect des Principes directeurs de l'OCDE, le PCN a encouragé ces entreprises à pallier au manque de connaissances des Principes directeurs au sein de leurs filiales et chez leur personnel au Ghana. Beaucoup de PCN rejetent les plaintes sans faire de recommandations.

- ***RAID contre Anglo Américain PLC.*** Bien que la plainte n'ait pas encore de conclusion, Anglo Américain, suite à la pression du plaignant, a été obligée d'offrir des solutions économiques à sa main d'œuvre lorsqu'elle a quitté la Zambie. L'entreprise a continué à appuyer le programme de réinstallation mené par sa filiale en Zambie, KCM (Konkola Copper Mines plc).

- ***Oxfam Canada, RAID, Afronet et Decop contre MOPANI/First Quantum Mining.*** L'affaire fut close lorsque l'entreprise s'est engagée à stopper les menaces d'éviction forcée des terrains d'extraction minière et à entreprendre des négociations sur un programme de réimplantation des colons, financé par la Banque mondiale.

- ***Centro Ecoceanos contre Nutreco et sa filière Chilienne, Marine Harvest.*** L'ONG Chilienne a jugé que l'affaire constituait un important précédent pour la gestion future des préoccupations de la société civile par rapport au comportement des entreprises[28].

- ***Clean Clothes Campaign Allemagne contre Adidas.*** Malgré le résultat décevant, CCC considère ce cas comme un exercice utile. En admettant la plainte, le PCN allemand a acté que les Principes directeurs étaient applicables, même s'il s'agit de responsabilités de la chaîne d'approvisionnement. CCC était également satisfaite de la manière dont le PCN a lancé un appel à Adidas pour que l'entreprise réponde précisément aux accusations de la CCC et n'a pas permis à l'entreprise centrer sa réponse sur son programme d'éthique global.

Parte 4: Desarrollos positivos en casos específicos

A pesar de la evaluación predominantemente negativa de las ONGs respecto de la efectividad de las Directrices hasta la fecha, y del hecho de que tan pocos casos hayan concluido con una declaración conjunta, cabe destacar que, en al menos siete casos (aproximadamente el 15%), las ONGs han informado sobre ciertos resultados positivos. OECD Watch reconoce que, en algunos casos, los PNCs han procurado emitir recomendaciones útiles o significativas que pudieran servir de guía de la conducta empresaria. Incluso en los casos en que no hubo acuerdo respecto de la decisión final del PNC en el reclamo, las ONGs han apreciado las recomendaciones que al menos abordan los problemas éticos destacados en la cuestión.

En otros casos, la mera presentación de una instancia específica resultó - directa o indirectamente- en cambios positivos en la conducta de la empresa en cuestión. OECD Watch reconoce que, no obstante las limitaciones de las Directrices y de su procedimiento, ciertos PNCs han demostrado ser proactivos o innovadores en sus enfoques sobre los casos.

- ***ATTAC (Suecia) y Friends of the Earth (FOE Suecia) vs. Atlas Copco y Sandvik***: Aunque el PNC llegó a la conclusión de que las empresas no habían violado las Directrices de la OCDE, alentó a las mismas a remediar la falta de conocimientos sobre las Directrices entre sus subsidiarias y empleados en Ghana. Más de un PNC hubiera desestimado el caso sin formular recomendaciones.

- ***RAID vs. Anglo American Plc.***: Si bien el caso aún no concluyó, a raíz de la presión ejercida mediante el reclamo, Anglo American ofreció a sus trabajadores un mejor trato cuando abandonó Zambia. La empresa continuó apoyando el programa de reasentamiento, que fue llevado adelante por la empresa residual de Zambia, KCM.

- ***Oxfam Canadá, RAID, Afronet y Decop vs. MOPANI/First Quantum Mining***: El caso concluyó cuando la empresa aceptó retirar la amenaza de evicciones forzadas de los campos mineros y reanudar las negociaciones para un programa de reasentamiento gradual para los pobladores, con apoyo del Banco Mundial.

- ***Centro Ecocéanos vs. Nutreco y su subsidiaria chilena, Marine Harvest***: La ONG chilena considera que el caso estableció un importante precedente para el futuro manejo de las cuestiones que en materia de conducta empresaria preocupan a la sociedad civil.[28]

- ***Clean Clothes Campaign Alemania vs. Adidas***: A pesar del resultado decepcionante del caso, CCC considera que se trató de un ejercicio útil. Al aceptar el caso, el PNC alemán admitió que las Directrices eran aplicables al mismo aunque versaba sobre cuestiones relacionadas a la cadena productiva de Adidas. Otra fuente de satisfacción para CCC radicó en la forma en que el PNC solicitó que Adidas proveyera respuestas detalladas a las alegaciones específicas de CCC, sin permitir que la empresa desvíe la atención hacia su programa global de ética.

Part 4: Positive development in specific cases

Despite the predominantly negative NGO assessment regarding the effectiveness of the Guidelines thus far and the fact that so few cases have resulted in a conclusive joint statement, in at least seven cases (approximately 15 per cent), NGOs have reported some positive outcomes. OECD Watch acknowledges that in a few cases, NCPs have sought to issue useful or meaningful recommendations that could guide corporate behaviour. Even in cases where there has been disagreement about the NCPs' final determination about a case, NGOs have appreciated recommendations that at least address the ethical problems highlighted by the complaint.

In other cases, simply submitting a specific instance has resulted directly or indirectly in positive changes in the company's behaviour. OECD Watch acknowledges that despite the restrictions of the Guidelines and the procedures, a few NCPs have shown themselves to be proactive or innovative in their approach.

- ***ATTAC (Sweden) and Friends of the Earth (FOE Sweden) vs. Atlas Copco and Sandvik.*** Although the NCP came to the conclusion that the companies had not failed to comply with the OECD Guidelines, the NCP encouraged the companies to remedy the lack of knowledge of the Guidelines among their subsidiaries and their staff in Ghana. Many NCPs would have dismissed the case without recommendations.

- ***RAID vs. Anglo American Plc***. Although the case is not yet concluded, Anglo American, as a result of the pressure from the complaint, offered a better deal for the workforce when it left Zambia. The company also continued to support the resettlement programme that was carried out by the residual Zambian company, KCM.

- ***Oxfam Canada, RAID, Afronet and Decop vs. MOPANI/First Quantum Mining***. The case was concluded when the company agreed to remove the threat of forcible evictions from mine land and to restart negotiations about a phased resettlement programme for settlers with help from the World Bank.

- ***Centro Ecoceanos vs. Nutreco and its Chilean subsidiary, Marine Harvest***. The Chilean NGO felt that the case set an important precedent for the future handling of civil society concerns about corporate behaviour.[28]

- ***Clean Clothes Campaign Germany vs. Adidas***. In spite of the disappointing outcome, CCC considers it to have been a useful exercise. By admitting the case, the German NCP agreed that the Guidelines were applicable even though it concerned supply chain responsibilities. The CCC was also pleased at the way the NCP called on Adidas to provide detailed answers to CCC's specific allegations and did not allow the company to shift attention away towards its global ethical programme.

- ***GermanWatch contre Continental AG (Euzkadi).*** Bien que ce cas ne fût pas résolu par la médiation du PCN mexicain, il semble que la plainte provoqué des pressions internationales, ce qui a obligé l'entreprise-mère à négocier l'implantation.

- ***Proyecto Gato contre Tractebel.*** Bien que l'affaire soit encore en cours, l'entreprise s'est engagée à restaurer les puits dans les villages de réinstallation, et le Gouvernement du Laos a décidé de (1) mener des enquêtes sur les problèmes fonciers (2) de ne pas réinstaller 100 personnes dans l'ancien village - personnes qui étaient menacés de devoir partir depuis 2001 - et (3) de construire 100 nouvelles maisons sur les lieux de réinstallation. Mais les mesures prises sont quand même contestables : c'est l'entreprise qui a mené l'enquête foncière sensée répondre aux besoins de terrains alternatifs pour les personnes déplacées.

- ***ICJ, BSL, HRCA, ChilOut, RAID contre Global Solutions Limited (Australie) Pty Ltd (GSL).*** Peu de temps après le dépôt de la plainte concernant le sort des demandeurs d'asile, spécialement les enfants, maintenus dans des centres de détention gérés par le GLS, le Gouvernement australien a déclaré que toutes les familles (pas seulement les familles cherchant un asile) devaient être transférées des centres de détention les plus critiqués - dirigés par le GLS -, vers des centres communautaires de détention. Cette réponse est une première étape satisfaisante avant la résolution réelle d'un problème de Droits Humains qui dure depuis trop longtemps.

- ***GermanWatch vs. Continental AG (Euzkadi)***: Si bien el caso no fue resuelto por vía de la mediación del PNC mexicano, pareciera que el reclamo operó como foco de presión internacional, incitando a la casa matriz de la empresa a negociar un acuerdo.

- ***Proyecto Gato vs. Tractebel***: Si bien el caso continúa pendiente, la empresa ha aceptado restaurar los pozos de agua en el poblado de reasentamiento, y el Gobierno de Laos decidió 1) investigar los problemas vinculados a las tierras, 2) no trasladar al viejo poblado a 100 personas que eran objeto de amenazas de reasentamiento forzado desde 2001 y 3) suministrar 100 nuevas viviendas al poblado de reasentamiento. Sin embargo, desde otra óptica, estas medidas son controvertidas: es la empresa la que tiene la responsabilidad de llevar a cabo un estudio de las tierras que contribuiría a resolver la necesidad de tierras alternativas para las personas afectadas.

- ***ICJ, BSL, HRCA, ChilOut y RAID vs. Global Solutions Limited (Australia) Pty Ltd (GSL)***: Poco después de presentado el reclamo - concerniente al trato que recibían solicitantes de asilo, particularmente niños, detenidos en centros administrados por GLS- el Gobierno Australiano anunció que todas las familias (no sólo aquellas que solicitaban asilo) serían transferidas del altamente criticado centro de detención administrado por GSL a un sistema de detención comunitaria. Esta respuesta constituyó un celebrado primer paso en la resolución de un largo problema de derechos humanos.

- ***GermanWatch vs. Continental AG (Euzkadi)***. Although this case was not resolved through the mediation of the Mexican NCP, it seems that the complaint acted as a focus for international pressure, which prompted the parent company to negotiate a settlement.

- ***Proyecto Gato vs. Tractebel***. Although the case is still pending, the company has agreed to restore the wells in the resettlement village and the Government of Laos decided to 1) investigate the land problems; 2) not to relocate 100 people in the old village who had been under threat of resettlement since 2001; and 3) to provide the resettlement village with 100 new houses. But in other respects, the measures taken are controversial. It is the company that has been given responsibility to carry out a land survey, which is supposed to help resolve the affected people's need for alternative land.

- ***ICJ, BSL, HRCA, ChilOut, RAID vs. Global Solutions Limited (Australia) Pty Ltd (GSL)***. Shortly after the complaint was filed concerning the treatment of asylum seekers, particularly children, held in detention centres run by GLS , the Australian Government announced that all families (not just families seeking asylum) would be transferred from the much criticised GSL-run detention centres to community detention. This response is a welcome first step to resolving a longstanding human rights problem.

5éme Partie: Conclusions et Recommandations

Cinq ans après la révision, les Principes directeurs sont mieux connus comme instrument de CSR. Les procédures de mise en oeuvre, avec leur potentiel de résolution de problèmes, ont incité un nombre croissant d'ONG à s'en saisir et à déposer des plaintes. Toutefois, dans la majorité écrasante des cas, les résultats ont été décourageants. Bien qu'il soit généralement admis que les procédures aient été améliorées lors de la révision - à laquelle la société civile a été associée - et que les procédures de mise en œuvre sont encore en expérimentation, les PCN ont proposé beaucoup de décisions *ex cathedra* et de formules d'interprétation incompatibles avec l'esprit et la lettre des Principes directeurs et/ou les conventions internationales ratifiées par leur gouvernement.

Dès le début, les ONG ont montré un certain nombre de faiblesses inhérentes aux Principes directeurs de l'OCDE : les Principes directeurs sont de simples recommandations qui proposent aux entreprises un ensemble de principes et normes volontaires non contraignants et n'impliquant aucune sanction. Par ailleurs, la formulation des articles des Principes directeurs est vague et ambiguë, ce qui rend difficile l'analyse des violations. D'autre part, les PCN ne font pas de suivi de la mise en oeuvre des Principes directeurs et beaucoup d'entre eux déclarent qu'ils n'ont pas de pouvoir d'investigation qui leur permettrait de faire face aux cas de violations. Face à ces faiblesses, il est difficile de comprendre comment les gouvernements de l'OCDE parviennent à déterminer l'impact des Principes directeurs.

Durant les cinq années passées, la plupart des gouvernements de l'OCDE n'ont pas suffisamment oeuvré pour promouvoir les Principes directeurs. Au contraire, il semblerait que beaucoup de ces gouvernements ont volontairement peu accordé de ressources aux PCN, minimisant ainsi le potentiel des Principes directeurs. Tous les gouvernements membres auraient dû pour le moins créer un site web visible et diffuser une copie des Principes directeurs à toutes les entreprises. Cependant, il semblerait que quelques gouvernements et fédérations professionnelles aient commencé récemment à proclamer la vertu des Principes directeurs, vraisemblablement à cause de la menace d'un outil de sanction des Nations Unies sur les responsabilités des entreprises transnationales par rapport aux Droits de l'Homme.

En cas de rejet ou de retard excessif observé dans la gestion des cas, rares sont les PCN qui fournissent des arguments solides pour les expliquer. Les PCN qui ont adopté l'interprétation étroite de « lien d'investissement » ont considérablement réduit l'ampleur des Principes directeurs, et de ce fait, ont écarté certains des problèmes les plus pressants relatifs à la responsabilité de la chaîne d'approvisionnement. Par ailleurs, quelques PCN des pays les plus importants de l'OCDE ont clairement fait savoir qu'ils ne voulaient pas se lancer dans des conflits avec les entreprises qui avaient violé les Principes directeurs : le PCN du Royaume Uni a déclaré ouvertement que son rôle n'était pas de sanctionner ou d'amener les entreprises à lui rendre des comptes, ce qui supprime tout effet dissuasif à la procédure. Le PCN des États-Unis s'est aussi aligné sur cette position.

Parte 5: Conclusiones y recomendaciones

Cinco años después, no hay duda de que las Directrices han logrado ser más y mejor conocidas como instrumento de RSE. Los procedimientos de implementación, con su potencial para resolver problemas, han alentado a un creciente número de ONGs a probarlos y a presentar reclamos. Sin embargo, en la abrumadora mayoría de los casos los resultados han sido decepcionantes. Si bien -en la opinión generalizada- se realizaron mejoras a las Directrices como resultado de la negociación con la sociedad civil, y los procedimientos de implementación aún se hallan en su etapa de infancia, los PNCs han emitido demasiadas decisiones o interpretaciones *ex cathedra* que no se concuerdan con el espíritu y la letra de las Directrices ni con los acuerdos internacionales adoptados por sus gobiernos.

Las ONGs señalaron desde un comienzo que las Directrices de la OCDE acarrean una serie de debilidades inherentes. Las Directrices son simples recomendaciones que proveen a las empresas una serie de principios y estándares no vinculantes y voluntarios, y carecen de sanciones para asegurar su vigencia efectiva. Además, la terminología empleada en varias de sus disposiciones es vaga y ambigua, lo cual plantea dificultades a la hora de establecer si medió o no su incumplimiento. Más aún, los PNCs omiten monitorear la implementación de las Directrices, y varios aducen que carecen de la autoridad investigativa necesaria para tratar presuntos incumplimientos. Ante la evidencia de tales fallas, resulta difícil imaginar cómo los gobiernos de los países de la OCDE pueden determinar con claridad el impacto preciso de las Directrices.

En los últimos cinco años, la mayoría de los gobiernos de los países de la OCDE han hecho muy poco en lo que respecta a la promoción de las Directrices. De hecho, pareciera que varios gobiernos adherentes han minimizado intencionalmente la asignación de recursos al PNC, reduciendo así el potencial de las mismas. Lo mínimo que podía esperarse de los gobiernos adherentes es que construyeran una página web importante y distribuyeran copias de las Directrices entre todas las empresas operando en y desde sus países. Sin embargo, parece ser que ciertos gobiernos y federaciones empresariales han comenzado recientemente a proclamar las virtudes de las Directrices, presumiblemente a raíz de la amenaza que perciben ante un instrumento vinculante de la ONU sobre las responsabilidades de las empresas transnacionales en materia de derechos humanos.

Cuando desestiman un caso -o posponen indefinidamente su trato-, pocos PNCs ofrecen argumentos fundados que justifiquen su cuestionable decisión. Los PNCs que adoptaron la estrecha interpretación del "nexo de inversión" han reducido significativamente el ámbito de aplicabilidad de las Directrices, excluyendo a algunos de los problemas más urgentes -concernientes a la responsabilidad en la cadena productiva- de la posibilidad de ser considerados. Más aún, ciertos PNCs de los países más prominentes de la OCDE han manifestado claramente que no tienen intenciones de determinar la violación de las Directrices por parte de empresas: el PNC del Reino Unido afirma públicamente que su rol no consiste en sancionar o en exigir la rendición de cuentas por parte de empresas, lo cual elimina el único efecto disuasivo posible del procedimiento. El PNC de los EE.UU. comparte la misma actitud.

Part 5: Conclusions and Recommendations

Five years on, there is little doubt the Guidelines have become better known as an instrument of CSR. The implementation procedures, with their potential to resolve problems, have encouraged an increasing number of NGOs to test them and to file complaints. However, in the overwhelming majority of cases, the outcomes have been disappointing. While it is generally accepted that the Guidelines were improved through negotiation with civil society and that the implementation procedures are still in their infancy, too many *ex cathedra* decisions or interpretations have been handed down by NCPs that are inconsistent with the spirit and letter of the Guidelines and/or the international agreements adopted by their government.

From the outset, NGOs pointed out that the OECD Guidelines had a number of inherent weaknesses. The Guidelines are merely recommendations that provide companies with a set of non-binding voluntary principles and standards and that they lack any effective sanction. In addition, the wording of many provisions in the Guidelines is vague and ambiguous, which can make it difficult to establish whether a breach has occurred. Moreover, the NCPs do not monitor the implementation of the Guidelines and many claim to not have investigative authority to deal with alleged non-compliance. In view of these manifest shortcomings, it is difficult to see how OECD governments can determine with any confidence the precise impact of the Guidelines.

Over the past five years, the majority of OECD governments have done far too little to promote the Guidelines. Indeed, it seems as if many adhering governments have purposefully minimized the NCPs' resources, thereby reducing the potential of the Guidelines. At the very least, all adhering governments should be expected to have set up a prominent website and to have disseminated a copy of the Guidelines to all listed companies. However, it appears that some governments and business federations have recently started to proclaim the virtues of the Guidelines, presumably because of the perceived threat of a binding UN instrument on the human rights responsibilities of transnational companies.

When cases are rejected or left to linger indefinitely, few NCPs provide any reasoned arguments for these questionable decisions. NCPs that have adopted the narrow 'investment nexus' interpretation have significantly reduced the scope of the Guidelines, and in so doing, have excluded from consideration some of the most pressing problems related to supply chain responsibility. Furthermore, a few NCPs from the more prominent OECD countries have made clear their unwillingness to find companies to be in breach of the Guidelines: the UK NCP openly states that its role is not to sanction or to hold companies to account, which removes the only possible deterrent effect from the procedures. The US NCP also falls into this camp.

Five years on, there is no conclusive evidence that the Guidelines have had a positive, comprehensive impact on multinational enterprises. The OECD's efforts to analyse the degree to which the Guidelines are being implemented has been hampered by the unwillingness of NCPs to share substantive information on the complaints that have been filed. It was only in 2004 that the OECD Secretariat was permitted to set up a central register of cases. However,

Cinq ans après, il n'y a pas de preuve qui démontre que les Principes directeurs ont eu un impact positif important sur les entreprises multinationales. Les efforts de l'OCDE visant à évaluer le niveau d'adhésion aux Principes directeurs ont été bloqués par la réticence des PCN à partager l'information sur les plaintes déposées. Ce n'est qu'en juillet dernier que le Secrétariat de l'OCDE a eu l'autorisation de mettre en place un registre central pour des plaintes. Cependant, les données collectées se limitent aux informations fournies par les PCN et la plupart d'entre eux cachent le nom de l'entreprise, voire la nature des plaintes. S'il est difficile de mesurer l'impact des Principes directeurs sur le comportement des entreprises dans les cas où des plainte ont été déposées, il est impossible de savoir s'ils ont une quelconque influence sur les politiques et la conduite des entreprises en général. Certaines grandes entreprises font maintenant des références aux Principes directeurs de l'OCDE dans leurs rapports annuels et documents CSR, mais même dans ces cas, qui restent rares, il est difficile de discerner si cette mention à des conséquences pratiques.
Kenneth Roth, Directeur exécutif de Human Right Watch, a, dans une déclaration récente publiée dans le *Financial Times*, indiqué que seules les règles exécutoires applicables à toutes les entreprises, sans égard à leur importance, peuvent protéger les multinationales de la dégradation de leur image causée par les actions irresponsables des « entreprises sans identité »[29].

En outre, à part quelques cas, OECD Watch considère qu'il n'y a pas de preuves démontrant que les Principes directeurs aient contribué à réduire le nombre de conflits entre les communautés locales, la société civile et les investisseurs étrangers. En tant que mécanisme mondial pour l'amélioration des pratiques des acteurs économiques et la réduction des conflits sur les problèmes sociaux, environnementaux et ceux relatifs aux Droits de l'Homme, l'expérience des Principes directeurs, au cours des cinq années passées, démontre tout simplement qu'ils sont inappropriés et déficients.
Par ailleurs, en dehors de la menace des sanctions effectives, il y a peu d'éléments de motivation incitant les entreprises à respecter les Principes directeurs au cours de leurs opérations.
Par conséquent, OECD Watch estime que les gouvernements doivent mettre en place des normes contraignantes, internationales, sociales et environnementales et des cadres pour la responsabilisation des entreprises.
Par exemple, dans son intervention, K. Roth appelle les gouvernements à « adopter un traité exigeant des États membres de mettre en place une législation similaire aux Principes directeurs, législation qui relèverait des codes criminels et civils, avec des sanctions telles que les amendes ou, dans les cas extrêmes, des peines d'emprisonnement. Comme les lois contre la corruption, cette législation nationale s'imposerait à toutes les entreprises opérant dans la juridiction de cette nation"[30].

Jusque là, comme le montre l'étude d'OECD Watch, les Principes directeurs peuvent être utilisés pour aider à la résolution des problèmes spécifiques et à la réduction des conflits. OECD Watch continuera donc à appuyer les groupes qui souhaitent présenter des plaintes et faire avancer ces cas. Mais, pour que ces plaintes aboutissent à une résolution de problèmes sur une large échelle, il faudra une révision radicale du rôle des PCN et de leur système de travail. Pour cela, OECD Watch recommande les points suivants :

Cinco años después, no hay evidencia concluyente de que las Directrices hayan tenido un amplio impacto positivo en la conducta de las empresas multinacionales. Los esfuerzos de la OCDE por analizar el grado de implementación de las Directrices han sido obstaculizados por la falta de voluntad de los PNCs de compartir información sustancial acerca de los reclamos presentados hasta la fecha. Recién en 2004 se permitió que la Secretaría de la OCDE instalara un registro central de casos. Sin embargo, la información se limita a lo que proveen los PNCs, y varios de ellos no revelan los nombres de las empresas e incluso la naturaleza de los reclamos. Si ya es difícil establecer el impacto de las Directrices en la conducta de las empresas en aquellos casos en que se presentaron reclamos, es prácticamente imposible determinar si han tenido alguna influencia en la conducta y las políticas empresarias en general. Algunas de las principales compañías, de ninguna manera todas, han incluido referencias a las Directrices en sus Informes Anuales o documentos de RSE, pero incluso en estos casos sigue siendo difícil discernir lo que dicha mención significa en términos prácticos.

En una reciente opinión publicada en el *Financial Times*, Kenneth Roth, Director Ejecutivo de Human Rights Watch, sostuvo que sólo el establecimiento de reglas de ejecución coercible aplicables a todas las empresas, sin importar su poder e importancia, pueden proteger a las multinacionales y evitar que sean desacreditadas en razón de las acciones irresponsables de "empresas sin nombre" [29]. Además, con la salvedad de un puñado de reclamos, OECD Watch considera que no hay evidencia de que las Directrices hayan contribuido a reducir el número de conflictos entre comunidades locales, grupos de la sociedad civil e inversores extranjeros. La experiencia con las Directrices en los últimos cinco años demuestra que, como mecanismo global destinado a mejorar las operaciones de empresas multinacionales y a contribuir en la reducción de conflictos en materia social, medioambiental y de derechos humanos, son simplemente inadecuadas y deficientes. Más aún, la falta de sanciones efectivas genera escasos incentivos que estimulen a las empresas a asegurar que sus operaciones sean acordes a las disposiciones de las Directrices. En consecuencia, OECD Watch considera que los gobiernos deben establecer marcos normativos internacionales vinculantes en materia de estándares sociales y medioambientales y de responsabilidad empresarial. En la opinión citada, por ejemplo, Roth llama a los gobiernos a "adoptar un tratado que exija a los estados miembro a sancionar, en el marco de sus códigos criminales o civiles, leyes similares a las Directrices, que sean de cumplimiento coercible y acarreen penas tales como multas o, en casos extremos, penas privativas de la libertad. Como las leyes anticorrupción, estas legislaciones nacionales serían aplicables a cualquier empresa que opere en las jurisdicciones de dichas naciones" [30].

Mientras tanto, tal como lo demuestran las investigaciones de OECD Watch, tratándose de casos individuales de conductas violatorias que generen la presentación de reclamos, las Directrices pueden proveer un mecanismo que contribuya a resolver problemas específicos y reducir el conflicto. Por esta razón, OECD Watch continuará apoyando a los grupos que deseen plantear tales casos. Pero si se espera que dichos reclamos contribuyan a resolver exitosamente los problemas en mayor escala, será necesaria una modificación radical en la forma en que los PNCs perciben sus roles y operan. OECD Watch recomienda lo siguiente:

the data is limited to what the NCPs provide and many of them withhold the names of the companies and even the nature of the complaints. If the impact of the Guidelines on companies' behaviour is hard to establish in the cases where a complaint has been filed, it is impossible to know whether they have had any influence generally on corporate policies and conduct. Some, but by no means all, major companies now include references to the OECD Guidelines in their Annual Reports or CSR documents, but even in these cases it remains difficult to discern what the mention is worth in practical terms.

In a recent opinion piece in the *Financial Times*, Kenneth Roth, Executive Director of Human Rights Watch, asserted that only enforceable rules applicable to all companies regardless of prominence, can protect reputable multinationals from being tarnished by the irresponsible actions of "no name companies".[29] In addition, except for a handful of complaints, OECD Watch has determined there is no evidence that the Guidelines have helped to reduce the number of conflicts between local communities, civil society groups and foreign investors. As a global mechanism to improve the operations of multinational enterprises and contribute to a reduction in conflicts on social, environmental and human rights issues, experience with the Guidelines over the past five years demonstrates they are simply inadequate and deficient. Moreover, without the threat of effective sanctions, there is little incentive for companies to ensure that their operations are in compliance with the Guidelines. Consequently, OECD Watch believes that governments must establish legally-binding, international social and environmental standards and corporate accountability frameworks. In his opinion piece, for example, Roth calls on governments to "adopt a treaty requiring member states to enact laws similar to the Guidelines that would be enforceable under national criminal or civil codes, carrying penalties such as fines or in extreme cases, imprisonment. Like anti-bribery laws, this national legislation would bind any company operating in that nation's jurisdiction".[30]

In the meantime, as OECD Watch's research shows, in individual cases of misconduct where a complaint is filed, the Guidelines can provide a mechanism to help resolve specific problems and reduce conflict. OECD Watch will therefore continue to support groups that wish to bring forward such cases. But if these complaints are to have any chance to succeed in resolving problems on a greater scale, then there will have to be a radical overhaul of the way NCPs perceive their role and how they operate. OECD Watch recommends the following:

Increasing the capacity of NCPs

Urgent measures are needed to restore confidence in the impartiality of the specific instance process by treating complainants as full and equal parties.

- NCPs should be given the capacity and necessary resources to carry out examinations in order to verify the facts of a complaint. Ideally, NCPs should be able to call upon independent experts to conduct an assessment on their behalf. Even without such resources, NCPs should do their utmost to explore all possible channels to establish the facts.

- NCPs should make clear statements on whether or not the OECD Guidelines were breached in a specific instance if its mediation role does not lead to a mutually-agreed resolution.

Renforcer la capacité des PCN

Des mesures d'urgence sont nécessaires pour rétablir la confiance et l'impartialité dans le processus de traitement des plaintes, et cela ne peut se faire que lorsque les plaignants sont traités sur un pied d'égalité, en d'autres termes en les traitant comme des parties intégrantes du processus.

- On devrait accorder aux PCN le pouvoir et les ressources nécessaires pour examiner les faits mis en cause dans un cas. Idéalement, les PCN devraient avoir les moyens de faire appel à des experts indépendants pour mener des études en leur nom. Même en l'absence de ces ressources, les PCN devraient faire tout leur possible pour explorer toutes les voies afin d'obtenir des informations fiables sur les faits dénoncés.

- Les PCN devraient faire des déclarations claires pour dire, lorsque leur rôle de médiateur ne mène pas à une solution acceptée par les parties, si oui ou non les Principes directeurs de l'OCDE ont été violés dans un cas spécifique.

- Des conseils consultatifs d'experts devraient être mis en place pour guider la prise de décision du PCN. Tous les PCN devraient être interministériels et ne devraient pas être dominés par les administrations responsables du commerce et de l'investissement qui sont considérées comme des pro-industriels.

- Un mécanisme d'appel est nécessaire au niveau national pour rectifier les impropriétés procédurales ou réviser les décisions controversées prises par les PCN.

- Et finalement, l'examen des plaintes doit se faire indépendamment du gouvernement et être confié à un juge ou un médiateur doté de pouvoirs et de ressources appropriées pour investiguer sur les plaintes, peser les preuves, tirer des conclusions sur les violations des Principes directeurs et, au besoin, infliger des sanctions.

Renforcer les Principes directeurs

- L'adhésion aux Principes directeurs doit être une condition imposée aux entreprises à la recherche de subventions, de crédits à l'exportation ou d'assurance des risques politiques des agences de crédit pour l'exportation.

- Il n'est pas acceptable que les cas relatifs au commerce soient considérés comme n'étant pas du ressort des Principes directeurs. OECD Watch estime que ce rétrécissement de la portée des Principes directeurs est injustement basé sur le texte révisé des Principes directeurs et que l'exclusion des cas de la chaîne d'approvisionnement est discriminatoire. Si le Comité chargé des investissements n'est pas en mesure de traiter les cas de commerce, il sera nécessaire de développer un outil complémentaire.

- Étant donné les lacunes sur les zones de conflit et de faible gouvernance mises en relief dans les travaux du Comité chargé des investissements; Étant donné la prise de position de la Commission pour l'Afrique recommandant à tous les pays de l'OCDE de promouvoir et de mettre en oeuvre des Principes directeurs clairs et compréhensibles pour les entreprises dans les zones exposés au risque de violents conflits[31]; Le

Incrementar la capacidad de los PNCs

Se requieren medidas urgentes a fin de restaurar la confianza en la imparcialidad del procedimiento de instancia específica, dando a los reclamantes el mismo trato.

- Los PNCs deben contar con la capacidad y los recursos necesarios para llevar adelante investigaciones tendientes a verificar los hechos del reclamo. Idealmente, los PNCs debieran poder convocar a expertos independientes que lleven a cabo las evaluaciones en nombre de ellos. Aún sin contar con tales recursos, los PNCs debieran hacer un máximo esfuerzo a fin de explorar todos los medios posibles para la determinación de los hechos.

- En las instancias específicas, cuando el rol mediador del PNC no conduzca a una resolución de acuerdo mutuo, su declaración debe expresar con claridad si la conducta de la empresa fue o no contraria a las Directrices.

- Se deben establecer grupos consultivos y expertos que guíen el proceso de toma de decisiones del PNC. Todos los PNCs debieran ser inter-departamentales en lugar de dominados por funcionarios de áreas comerciales o de inversión, cuyas posiciones son percibidas como pro-empresa.

- Se requieren mecanismos de apelación a nivel nacional, para rectificar los errores procedimentales y revisar las decisiones controvertidas de los PNCs.

- En última instancia, la resolución de los reclamos debiera ser independiente de los gobiernos y confiada a un juez u ombudsman con facultades y recursos apropiados para investigar reclamos, analizar las pruebas, determinar el incumplimiento de las Directrices y, de ser necesario, aplicar sanciones.

Fortalecer el alcance de las Directrices

- La adhesión a las Directrices debiera ser impuesta como condición a las empresas interesadas en los subsidios, créditos para la exportación y/o seguros de riesgo político otorgados por las Agencias de Crédito a la Exportación.

- El hecho de que los casos de índole comercial queden generalmente excluidos del ámbito de aplicabilidad de las Directrices es altamente insatisfactorio. OECD Watch considera que esta reducción del alcance de las Directrices es injustificada si se parte de la base de su texto revisado y teniendo en cuenta que la exclusión de los casos concernientes a la cadena productiva es discriminatoria. Si el Comité de Inversión no es capaz de lidiar con esta clase de casos, será necesario desarrollar un instrumento complementario.

- Ante los vacíos que fueron puestos de manifiesto en el trabajo del Comité de Inversión sobre zonas de conflicto y gobernabilidad débil, y teniendo en cuenta la recomendación de la Comisión para África, que llama a todos los países de la OCDE a promover el desarrollo y la plena implementación de directrices claras y comprehensivas para las empresas que operan en áreas de riesgo de conflicto violento[31], el Comité debiera llevar a cabo negociaciones con *stakeholders* a fin de mejorar su Comentario a la disposición relevante de las Directrices en

- Advisory, expert boards should be established to guide the NCP's decision-making. All NCPs should be inter-departmental and not be dominated by trade and investment officials who are perceived as being pro-business.

- An appeals mechanism is required at the national level to rectify procedural improprieties or to review controversial decisions taken by the NCPs.

- Ultimately the examination of complaints should be independent of government and entrusted to a judge or ombudsman with appropriate powers and resources to investigate complaints, weigh evidence and reach conclusions about breaches of Guidelines and, where necessary, to impose sanctions.

Strengthening the scope of the Guidelines

- Adherence to the Guidelines should be a condition imposed on companies seeking subsidies, export credits or political risk insurance from export credit agencies.

- It is unsatisfactory that trade-related cases are not generally deemed to be within the scope of the Guidelines. OECD Watch believes that this narrowing of the Guidelines' scope is unjustified based on the agreed revised text of the Guidelines and that the exclusion of supply chain cases is discriminatory. If the Investment Committee is not able to deal with trade cases, then a complementary instrument will have to be developed.

- Given the gaps that have been highlighted by the Investment Committee's work on conflict and weak governance zones and noting the recommendation of the Commission for Africa calling on all OECD countries to promote the development and full implementation of clear and comprehensive guidelines for companies operating in areas at risk of violent conflict[31], the Committee should undertake negotiations with stakeholders to improve the commentary to the relevant Guidelines' human rights provision. At a minimum, the Commentary should include an explicit reference to the Voluntary Principles on Security and Human Rights.

Strengthening the performance and outreach of NCPs

- NCPs should present their annual reports to parliament and have their decisions on cases scrutinized by an appropriate parliamentary committee or ombudsman.

- The Investment Committee should, through a participatory process involving NGOs and other stakeholders, improve the Procedural Guidance.

- In order to build capacity among NCPs and address the issue of under-performing NCPs, the Investment Committee should adopt an enhanced peer review mechanism. An impartial monitoring system can help ensure the continuous development of the NCPs into effective institutions for the promotion of responsible corporate behaviour.

Comité devrait lancer des discussions avec les acteurs concernés pour améliorer ses recommandations sur les actions à entreprendre pour respecter les droits humains, promus dans les Principes directeurs. Ces recommandations - présentées sous forme de « Commentaire » - devraient inclure au minimum une référence explicite aux *Principes Volontaires sur la sécurité et les Droits Humains*.

Renforcer la performance et l'activité des PCN

- Les PCN devraient présenter leurs rapports annuels aux Parlements et leurs décisions sur les cas devraient être vérifiées par un comité parlementaire ou un médiateur.

- Le Comité chargé des investissements devrait, à travers un processus participatif, impliquer les ONG et d'autres intervenants pour améliorer le Guide de Procédures.

- Pour renforcer les capacités des PCN et faire face au problème auxquels les PCN non performants sont confrontés, le Comité chargé des investissements devrait adopter un mécanisme avancé de revue par les pairs. Un système efficace de suivi peut contribuer au développement continu des PCN pour en faire des institutions efficaces en charge de la promotion d'un comportement responsable collectif des entreprises.

- Les ONG devraient être habilitées à faire des demandes formelles de clarification au Comité chargé des investissement, ce qui permettrait d'améliorer la performance des PCN et/ou de faire face aux interprétations controversées des Principes directeurs.

- Tous les gouvernements membres devraient travailler davantage pour promouvoir les Principes directeurs et améliorer la visibilité, la transparence, l'impartialité et la responsabilisation des PCN.

- Les Principes directeurs devraient être diffusés plus largement dans les pays en voie de développement pour servir de modèle possible pour les politiques ou la législation de ces pays. L'adhésion aux Principes directeurs devrait être une exigence formelle pour les acteurs impliqués dans les activités d'importation.

- Les pays non membres et les ONG devraient être en mesure de présenter les plaintes directement au PCN à travers le personnel diplomatique du pays concerné. Pour le cas d'une entreprise de l'Union européenne, on pourrait demander à la délégation de la Commission européenne. de prendre en charge certaines tâches des PCN de l'U.E.

- Si la réalisation du potentiel des Principes directeurs est reconnu comme une nécessité, les gouvernements des pays membres doivent s'assurer que les procédures donneront des résultats positifs permettant d'améliorer les conditions de vie des communautés souffrant du comportement des entreprises.

- Le Comité chargé des investissements devrait travailler en collaboration plus étroite avec les Nations Unies et l'OIT pour le renforcement de capacité à travers l'assistance technique.

materia de derechos humanos. Como mínimo, el Comentario debiera incluir una referencia explícita a los Principios Voluntarios sobre Seguridad y Derechos Humanos (*Voluntary Principles on Security and Human Rights*).

Fortalecer la actuación y el alcance de los PNCs

- Los PNCs deberían presentar sus informes anuales al parlamento de sus respectivos países, y sus decisiones deberían sean objeto de escrutinio por parte de un comité parlamentario u ombudsman apropiado.

- El Comité de Inversión debería mejorar la Guía Procedimental a través de un proceso participativo que incluya a ONGs y otros *stakeholders*.

- A fin de instalar capacidades entre los PNCs y enfrentar la cuestión de aquéllos cuyo desempeño es débil, el Comité de Inversión debería adoptar un mecanismo mejorado de revisión de pares. Un sistema imparcial de monitoreo contribuye a asegurar el desarrollo continuo de los PNCs en pos de su transformación en instituciones efectivas en la promoción de la conducta empresaria responsable.

- Es preciso permitir que las ONGs presenten peticiones formales de aclaraciones al Comité de Inversión, como modo de mejorar el desempeño de los PNCs y/o de desafiar interpretaciones controvertidas de las Directrices.

- Todos los gobiernos de los países adherentes deberían esforzarse más en promover las Directrices e incrementar la visibilidad, transparencia, imparcialidad y responsabilidad de los PNCs.

- Las Directrices deberían ser difundidas más ampliamente en los países en desarrollo, como posible modelo de políticas o de legislación para países de acogida. La adhesión a las mismas debería ser un requisito formal para inversores extranjeros.

- En los países no adherentes, las ONGs deberían poder presentar reclamos en forma directa ante el PNC, vía el staff diplomático del país de origen de la empresa en cuestión. Tratándose de empresas de la UE, podría encomendarse a la delegación de la Comisión Europea parte del trabajo de los PNCs de los países de la UE.

- A fin de realizar el potencial de las Directrices, es preciso que los gobiernos de los países adherentes aseguren el logro de resultados positivos en los procedimientos, que contribuyan a mejorar las vidas de las comunidades castigadas por los efectos negativos de la conducta empresaria.

- El Comité de Inversión debería aumentar el trabajo en cooperación con la ONU y la OIT tendiente a instalar capacidades a través de la asistencia técnica.

- NGOs should be allowed to make formal requests for clarification to the Investment Committee as a means of improving NCPs' performance and/or to challenge controversial interpretations of the Guidelines.

- All adhering governments should do more to promote the Guidelines and increase the visibility, transparency, impartiality and accountability of NCPs.

- The Guidelines should be disseminated more widely in developing countries as a possible model for host country policies or legislation. Adherence to the Guidelines should be a formal requirement for inward investors.

- In non-adhering countries, NGOs should be able to present complaints directly to the NCP via the relevant home country's diplomatic staff. In the case of an EU company, the EC delegation might be tasked to take on some of the work of EU NCPs.

- If the potential of the Guidelines is to be realized, then adhering country governments should ensure that the procedures lead to positive results that help improve the lives of communities that are negatively affected by corporate behaviour.

- The Investment Committee should work in closer cooperation with the UN and the ILO to build capacity through technical assistance.

Notes

1 OECD WATCH a été fondé le 20-22 mars 2003 pendant une réunion à Amersfoort (Hollande) organisée par les Amis de la Terre-Hollande, IRENE et EED (avec un appui de SOMO, GermanWatch et Novib)
2 Des rapports ont été reçus des pays suivants : Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, République Tchèque, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Japon, Italie, Mexique, Hollande, Norvège, Espagne, Suède, Suisse, Royaumes Uni et États Unis d'Amérique.
3 République Démocratique du Congo, Équateur, Ghana, Inde, Indonésie, Pakistan, Taiwan, Zambie.
4 Le document de politique de OECD Watch, "les Principes directeurs de l'OCDE pour les Entreprises Multinationales et la Responsabilisation de la chaîne d'Approvisionnement", est disponible sur : www.oecdwatch.org
5 Le Bulletin de mars 2005 d'OECD WATCH « Chaîne d'Approvisionnement : interprétations arbitraires et discriminatoires ? »
6 Le Rapport du Panel d'Experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes des richesses de la République Démocratique du Congo, le 16 octobre 2002, Annexe III: http://www.un.org/Docs/sc/letters/2002/sglet02.htm >cliquez S/2002/1146
7 All Party Parliamentary Group, dans la Région des Grands Lacs (APPG), les Principes directeurs de l' OCDE pour les Entreprises Multinationales et la RDC', Février 2005
7 Commission pour l'Afrique, Notre Intérêt Commun, Mars 2005
9 Principes directeurs de l'OCDE pour les Entreprises Multinationales 2000, Commentaire sur les procédures de mise en oeuvre, paragraphe 19
10 Soumission de TUAC à la réunion annuelle de l'OCDE des PCN de juin 2005
11 Manfred Schekulin, Présentation à la Table Ronde de l' OECD Watch, le 1er avril 2005
12 Shirley van Buiren, Discours au séminaire International sur la Formation et la Stratégie de l' OECD Watch, à Berlin, le 15 octobre 2004
13 Idem; Citations extraites du Rapport Annuel sur les Principes directeurs de l'OCDE pour le Entreprises Multinationals (MNES) : Edition 2004, pp. 3 et 16
14 Shirley van Buiren, proposition visant le renforcement de l'efficacité des Principes directeurs. Lecteur de l'OCDE pour la Table Ronde Multi-partenariale sur les Principes directeurs de l'OCDE, le 1er avril 2005
15 Proposition de loi, modifiant la loi du 31 août 1939 sur l'Office National du Ducroire, Chambre des Représentants de Belgique, 17 mars 2005
15 Le projet de loi 1994 : 'Exiger un Secrétaire d'Etat de mettre en place un ensemble de guides volontaires pour promouvoir les pratiques sociales responsables pour les entreprises américaines opérant à l'étranger' [H.R. 5261] était désigné comme le Sous-comité sur la Sécurité internationale, les Organisations internationales et les Droits de l'Homme.
17 Quatorzième Rapport, le Standing Committee sur les Affaires Etrangères et le Commerce international, ce rapport est disponible sur le Site Web du Parlement Canadien: http://www.parl.gc.ca/committee/CommitteePublication.aspx?SourceId=122509
18 Serena Lillywhite, Brotherhood of St Laurence/OW coordinateur
19 Emmanuel Prinet, Association 4 D, Revue Annuelle PCN 2005- France
20 El Otro, 2005 rapport à l' OECD WATCH sur le fonctionnement du PCN d' Argentine
21 Frente Autentico del Trabajo, Evaluacion de 5 anos de las directrices de la OCDE para Empresas Multinacionales
22 Rapport de l'OCDE pour la Réunion Annuelle 2005 des PCN [draft 1 Juin 2005]
23 SOMO, Réponses des ONG Hollandaises sur le fonctionnement du PCN 2005
24 Tono Haruhi, Campagne de Protestation de Toyota, Interview avec Joseph Wilde, SOMO, 25 mai 2005
25 Voir http://csr.idic.gov.tw
26 Hannah Owusu-Koranteng, WACAM Pursuing Development Agenda et de l'utilisation des Principes directeurs volontaires dans les pays en voie de développement riches en ressources minières'. Un document présenté à la Table Ronde Multi - partenaires de l' OCDE à Bruxelles le 1er Avril 2005
27 Human Rights Watch, The Curse of Gold, 31 May 2005; RAID, ASADHO and ACIDH, 'Anvil Mining and the Kilwa Massacre' 7 June 2005
28 D'autre part, Amis de la Terre - Hollande, qui a d'abord déposé la plainte avec le PCN Hollandais avec Ecoceanos, a trouvé arbitraire et non transparent la gestion du cas par le PCN de Chili. Le FOE NL dit ceci: "la plupart des informations sur lesquelles le résultat était basé, n'avaient pas été transmises aux ONG qui ont déposé le cas. En outre, le PCN n'a pas traité les questions avancées sur la plainte. Il a remis la plupart des questions environnementales à un 'processus-dialogue' qui a seulement lieu après la clôture du cas ". Par ailleurs, le PCN du Chili n'a pas traduit certains documents publiés en français, empêchant ainsi toutes les parties de s'engager pleinement.
29 Kenneth Roth, 'les Règles sur l'Ethique d'Entreprise ne pourraient qu'aider les Multinationales plutôt que de les entraver'. Financial Times, 21 juin 2005
30 Ibid.
31 Commission pour l'Afrique, Notre Intérêt Commun, paragraphe 5.2.4 Activité d'entreprise sur les zones de conflits, p. 165, Mars 2005

Notas

1 OECD Watch fue establecida el 20 de marzo de 2003, en una reunión en Amersfoort, Países Bajos, organizada por FoE Países Bajos, IRENE y EED (con apoyo de SOMO, Germanwatch y Novib).
2 Se recibieron informes de Alemania, Argentina, Australia, Austria, Bélgica, Brasil, Canadá, Chile, Dinamarca, España, Estados Unidos, Finlandia, Francia, Italia, Japón, México, Noruega, Países Bajos, Reino Unido, República Checa, Suecia y Suiza.
3 República Democrática del Congo, Ecuador, Ghana, India, Indonesia, Pakistán, Taiwán y Zambia.
4 Paper de políticas de OECD Watch titulado 'The OECD Guidelines for Multinational Enterprises and Supply Chain Responsibility' (Las Directrices de la OCDE para Empresas Multinacionales y la Responsabilidad en la Cadena Productiva), disponible en www.oecdwatch.org
5 OECD WATCH, 'Supply Chain: arbitrary and discriminatory interpretations?' (Cadena productiva: interpretaciones arbitrarias y discriminatorias?), newsletter de marzo de 2005
6 Informe del Panel de Expertos de la ONU sobre la Explotación Ilegal de los Recursos Naturales y Otras Formas de Riqueza de la República Democrática del Congo, del 16 de octubre de 2002, Anexo III, en http://www.un.org/Docs/sc/letters/2002/sglet02.htm, y luego ir a S/2002/1146
7 Grupo Parlamentario Interpartidario sobre la Región de los Grandes Lagos (All Party Parliamentary Group on the Great Lakes' Region - APPG), "Las Directrices de la OCDE para Empresas Multinacionales y la RDC", de febrero de 2005
8 Comisión para África, "Our Common Interest" (Nuestro Interés Común), de marzo de 2005
9 Directrices de la OCDE para Empresas Multinacionales 2000, Comentario sobre los Procedimientos de Implementación, párrafo 19
10 Paper presentado por TUAC a la OCDE en ocasión de la Reunión Anual de PNCs, en junio de 2005
11 Manfred Schekulin, Presentación para la Mesa Redonda Internacional Multi-Stakeholder sobre las Directrices, organizada por OECD Watch el 1 de abril de 2005
12 Shirley van Buiren, Notas para su discurso durante el Seminario Internacional de Entrenamiento y Estrategia de OECD Watch, el 15 de octubre de 2004 en Berlín, Alemania
13 Ídem; citas del Informe Anual sobre las Directrices de la OCDE para EMNs, Edición 2004, págs. 3 y 16
14 Shirley van Buiren, "A Proposal for Strengthening the Effectiveness of the Guidelines" (Propuesta para Fortalecer la Efectividad de las Directrices), en el cuadernillo entregado por OECD Watch durante la Mesa Redonda
15 Propuesta de ley modificatoria de la ley del 31 de agosto de 1939 sobre la Oficina nacional del Ducroire, Cámara de Representantes de Bélgica, 17 de marzo de 2005
16 El Proyecto de ley de 1994, por medio del cual se solicita al Secretario de Estado el establecimiento de un conjunto de directrices voluntarias tendientes a promover prácticas empresarias socialmente responsables para las empresas estadounidenses que operan en el extranjero [H.R. 5261], fue enviado al Subcomité parlamentario sobre Seguridad Internacional, Organizaciones Internacionales y Derechos Humanos (House Sub-committee on International Security, International Organizations and Human Rights).
17 14vo. Informe del Comité Permanente sobre Asuntos Exteriores y Comercio Internacional (Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade), disponible en la página web del Parlamento Canadiense: http://www.parl.gc.ca/committee/CommitteePublication.aspx?SourceId=122509
18 Serena Lillywhite, de "Brotherhood of St Laurence", organización coordinadora de OECD Watch
19 Emmanuel Prinet, Association 4 D, Revisión Anual de los PNCs, 2005, Francia
20 El Otro, reporte 2005 para OCDE acerca del funcionamiento del PNC Argentino.
21 Frente Auténtico del Trabajo, Evaluación de 5 años de las Directrices de la OCDE para Empresas Multinacionales
22 Informe de la OCDE para la Reunión Anual de PNCs de 2005 [borrador, 1 de junio de 2005]
23 SOMO, Respuestas de ONGs holandesas con respecto al funcionamiento del PNC, 2005
24 Tono Haruhi, Campaña Protest Toyota, entrevista con Joseph Wilde, SOMO, 25 de mayo de 2005
25 Ver http://csr.idic.gov.tw
26 Hannah Owusu-Koranteng, WACAM, "Pursuing Development Agenda and the Use of Voluntary Guidelines in Mineral Rich developing countries" (La Agenda Hacia el Desarrollo y el Uso de Directrices Voluntarias en Países en Desarrollo con Riquezas Minerales), paper presentado durante la Mesa Redonda Multi-Stakeholder de OECD Watch, el 1 de abril de 2005, en Bruselas
27 Human Rights Watch, The Curse of Gold (La maldición del oro), 31 de mayo de 2005; RAID, ASADHO y ACIDH, 'Anvil Mining and the Kilwa Massacre' (Anvil Mining y la Masacre de Kilwa), 7 de junio de 2005
28Por el otro lado, Friends of the Earth Países Bajos (FOE NL), primera en presentar el reclamo y ante el PNC holandés, consideró que la forma en que el PNC chileno manejó el caso fue arbitraria y no transparente. Según FoE NL, "Buena parte de la información sobre la cual se basó el resultado del caso no fue revelada a las ONGs que lo presentaron. Más aún, el PNC no abordó todas las cuestiones planteadas en el reclamo, posponiendo gran parte de las cuestiones medioambientales a un "proceso de diálogo" que sólo tuvo lugar después de concluido el caso". Además, el PNC chileno omitió traducir documentos originales en francés, lo cual impidió que todas las partes contaran con iguales posibilidades de participación plena.
29 Kenneth Roth, 'Rules on Corporate Ethics Could Help, Not Hinder, Multinationals' (Las reglas de ética empresaria podrían ayudar, en lugar de perjudicar, a las multinacionales), Financial Times, 21 de junio de 2005
30 Ibíd.
31 Comisión para África, Our Common Interest (Nuestro interés común), párrafo 5.2.4: Actividades empresarias en áreas de conflicto, pág. 165, marzo de 2005

Notes

1 OECD WATCH was established at a meeting in Amersfoort, the Netherlands on 20-22 March 2003 organized by FOE Netherlands, IRENE and EED (with support from SOMO, Germanwatch and Novib).
2 Reports were received from Argentina, Australia, Austria, Belgium, Brazil, Canada, Chile, Czech Republic, Denmark, Finland, France, Germany, Japan, Italy, Mexico, The Netherlands, Norway, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom and the United States.
3 Democratic Republic of the Congo, Ecuador, Ghana, India, Indonesia, Pakistan, Taiwan, Zambia.
4 OECD Watch's policy paper, "The OECD Guidelines for Multinational Enterprises and Supply Chain Responsibility", is available at: www.oecdwatch.org
5 OECD WATCH 'Supply Chain: arbitrary and discriminatory interpretations?' Newsletter, March 2005
6 Report of the UN Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo, 16th October 2002, Annex III: <http://www.un.org/Docs/sc/letters/2002/sglet02.htm> and click on S/2002/1146
7 All Party Parliamentary Group on the Great Lakes' Region (APPG), The OECD Guidelines for Multinational Enterprises and the DRC', February 2005
8 Commission for Africa, Our Common Interest, March 2005
9 OECD Guidelines For Multinational Enterprises 2000, Commentary on the Implementation Procedures, paragraph 19
10 TUAC Submission to the OECD Annual Meeting of NCPs June 2005
11 Manfred Schekulin, Presentation to OECD Watch Roundtable 1 April 2005
12 Shirley van Buiren, Speaking Notes International OECD Watch Training and Strategy Seminar, Berlin 15 October 2004
13 Idem; quotes from Annual Report on the OECD Guidelines for MNES: 2004 Edition, pp. 3 and 16
14 Shirley van Burien, A Proposal for Strengthening the Effectiveness of the Guidelines, OECD Watch Reader for the International Multi-Stakeholder Roundtable on the OECD Guidelines, 1 April 2005
15 Proposition de loi, modifiant la loi du 31 août 1939 sur l'Office national du Ducroire, Chambre des Représentants de Belgique, 17 mars 2005
16 The 1994 bill 'To require the Secretary of State to establish a set of voluntary guidelines to promote socially responsible business practices for United States businesses operating in foreign countries ' [H.R. 5261]was referred to the House Sub committee on International Security, International Organizations and Human Rights.
17 Fourteenth Report, The Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade, The report is available on Canadian Parliament's website: http://www.parl.gc.ca/committee/CommitteePublication.aspx?SourceId=122509
18 Serena Lillywhite, Brotherhood of St Laurence/OW coordinator
19 Emmanuel Prinet, Association 4 D, Annual NCP Review 2005- France
20 El Otro, 2005 report to OECD WATCH on the functioning of the Argentine NCP
21 Frente Autentico del Trabajo, Evaluacion de 5 anos de las directrices de la OCDE para Empresas Multinacionales
22 OECD Report for the 2005 Annual Meeting of the NCPs [draft\1 June 2005]
23 SOMO, Responses of Dutch NGOs on the functioning of the NCP 2005
24 Tono Haruhi, Protest Toyota Campaign, Interview with Joseph Wilde, SOMO, 25 May 2005
25 See http://csr.idic.gov.tw
26 Hannah Owusu-Koranteng, WACAM Pursuing Development Agenda and the Use of Voluntary Guidelines in Mineral Rich developing countries'. A paper presented at OECD Watch's Multistakeholder Roundtable, Brussels 1 April 205
27 Human Rights Watch, The Curse of Gold, 31 May 2005; RAID, ASADHO and ACIDH, 'Anvil Mining and the Kilwa Massacre' 7 June 2005
28 On the other hand, Friends of the Earth NL, which had first filed the complaint with the Dutch NCP with Ecoceanos, found the manner in which the Chilean NCP handled the case to be arbitrary and untransparent. FOE NL notes: "Much of the information on which the outcome was based, was not disclosed to the NGOs that filed the case. Moreover, the NCP did not deal with all the issues brought forward in the complaint. It postponed most of the environmental issues to a 'dialogue-process', which took place only after the case was closed". In addition, the Chilean NCP did not translate French documents, thus preventing all parties the opportunity to fully engage.
29 Kenneth Roth, 'Rules on Corporate Ethics Could Help, Not Hinder, Multinationals'. Financial Times, June 21 2005
30 ibid
31 Commission for Africa, Our Common Interest, paragraph 5.2.4 Corporate Activity in conflict areas, p. 165, March 2005

Appendix 1: Overview of cases

Notwithstanding the difficulties in pinpointing the positive effects of a complaint that is submitted in parallel with other NGO campaigning activities, OECD Watch has tried to analyze the effectiveness of the Guidelines' implementation procedure. The analysis is based on a survey of all the NGOs that have submitted cases over the past five years. In addition, OECD Watch has closely monitored specific instances: tracking developments and outcomes in the cases, which have been assembled in a comprehensive database. Given the fact that some NCPs conduct the implementation procedures in a rather ad hoc and arbitrary manner, OECD Watch has categorized the 45 cases submitted since the 2000 revision in the following manner:

Explanation of status of NGO cases	**No. cases**
Filed: the NGO has sent the complaint to the NCP	**8**
Pending: the NCP has confirmed that it is admissible and the specific instance procedure is under way	**14**
Concluded: the NCP has reached a decision and issued a statement or the case was settled outside the NCP forum	**8**
Closed: the NCP has started the case but dropped it before issuing a statement	**1**
Rejected: the NCP has formally rejected the case presented by the NGO	**6**
Withdrawn: the complainants have decided to close the case	**1**
Blocked: the NCP is not clear about the status of the case (no formal rejection but no intention of accepting it as specific instances either).	**7**

Guidelines under discussion

Another breakdown of the complaints filed to date shows which provisions and chapters of the Guidelines the complaints have invoked. The number of cases dealing with each chapter of the Guidelines is as follows:

Chapter of the OECD Guidelines invoked	**No. cases**
Chapter I - Concepts and Principles	**8**
Chapter II - General Policies (incl. Human rights and the supply chain)	**38**
Chapter III - Disclosure	**11**
Chapter IV - Employment and Industrial Relations	**17**
Chapter V – Environment	**20**
Chapter VI - Combating Bribery	**9**
Chapter VII - Consumer Interests	**2**
Chapter VIII – Science and Technology	**0**
Chapter IX – Competition	**7**
Chapter X – Taxation	**3**

The table illustrates that most cases involve multiple alleged breaches of chapters of the Guidelines. Also, it can be seen that NGO cases often deal with issues that usually are not raised by trade unions, such as environmental concerns and human rights. In that respect the review of 2000 has already improved the scope of the use of the Guidelines in addressing different issues in relation to the behaviour of multinational enterprises worldwide. Details on the cases are correct as of 15 June 2005.

Chronological table of cases

The following tables provide an overview of the cases filed by NGOs that are currently classified as filed, pending, or recently concluded. The cases are presented in reverse chronological order, beginning with the most recent.

Case	**Human rights violations in Australian immigration detention centres**		
Company/ies	Global Solutions Limited (Australia) Pty Ltd		
Complainants	Human Rights Council of Australia, ChilOut (Australia), RAID (UK), International Commission of Jurists (Switzerland); Brotherhood of St Laurence (Australia)		
Date filed	June 15, 2005	*Current Status*	Filed
NCP(s) concerned	NCP Australia & NCP UK		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter 2 (General Principles – human rights provision), paragraph 2 ; Chapter 7 (Consumer Interest), paragraph 4		
Issue			
GSL(Australia) invests in and manages immigration detention centres (IDCs) in Australia where human rights abuses are occurring. GSL is alleged to be in breach of the OECD Guidelines by acquiescing in the detention of children in its immigration detention centres, and failing to remove children from immigration detention following recommendations of health care professionals. GSL is thereby facilitating violations of the Convention on the Rights of the Child. GSL is also in breach of the human rights provision for failing to act on the recommendations of international human rights bodies concerning: • The automatic and indiscriminate character of detention of asylum seekers, in contravention of article 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights. • The indefinite nature of detention of asylum seekers including those who have failed in their applications for recognition as refugees, in contravention of article 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights. • The penalising of asylum seekers who enter Australia without valid documentation, in contravention of article 31 of the Refugee Convention. Moreover, GSL is violating consumer interest provision by misrepresenting its policies, procedures and practices with regards to human rights. GSL claims to be "committed to promoting best practice in human rights". A complaint has been filed simultaneously by the same groups with the UK NCP concerning the parent company, Global Solutions Limited.			
Developments/Outcome			
The NGOs raised the complaint at the Annual meeting of NCPs, at the OECD in Paris on June 15, 2005. On June 17, the Australian Government announced that it was going to transfer all families – not just families seeking asylum - from detention centres to community detention. This is seen as a welcome first step by ChilOut (one of the complainants).			

Case	**Alcoa and Votorantim Hydroelectric Dam in Barra Grande, Brazil**		
Company/ies	Alcoa Alumínio (USA) and Brazilian Aluminum Company/Votorantim Group (Brazil form the consortium Baesa – Energética Barra Grande		
Complainants	Movement of Populations Affected by Dams, Land of Rights		
Date filed	June 3, 2005	*Current Status*	Pending
NCP(s) concerned	Brazil		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter V, paragraph 1; Chapter V, paragraph 3; Chapter V, paragraph 4 ; Chapter II, paragraph 2; Chapter II, paragraph 5.		
Issue			
The corporations Alcoa Alumínios S.A. and the Companhia Brasileira de Alumínio/Grupo Votorantim allegedly violated various human, economic, social, cultural, and environmental rights in the construction of the Barra Grande hydroelectric plant in the states of Santa Catarina and Rio Grande do Sul. The corporations utilized a fraudulent environmental impact assessment conducted by the company Engevix Engenharia S.A. in 1999. Despite being aware of the fraudulent nature of the assessment, the Baesa Consortium went ahead with the exploration and used the flawed assessment to justify its disregard for its commitments to sustainable development.			
Developments/Outcome			
On June 3, 2005, the complainants submitted the complaint to the Brazilian NCP and issued a press release. The NCP accepted the case and held a meeting between the NGOs and the nine executive Ministers of the Brazilian NCP. The NGOs have not yet met with the companies or had any contact with them.			

Case	**Ascendant Copper Corporation' Junín mining project in the cloud forests of Ecuador**		
Company/ies	Ascendant Copper Corporation (ACC), Ascendant Exploration, and Ascendant Holdings		
Complainants	Defensa y Conservación Ecológica de Intag (DECOIN) (Ecuador), Friends of the Earth Canada, MiningWatch Canada		
Date filed	May 18, 2005	*Current Status*	Filed
NCP(s) concerned	Canada		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter I, paragraph 7; Chapter II, paragraphs 2, 5, 10; Chapter III, paragraphs 1, 4e, 4f, 5c; Chapter V, paragraphs 2a, 2b		
Issues			
The complaint concerns ACC's "Junín" project ("Golden 1" and "Golden 2" mining concessions) located in the Junín area of Cotacachi County, Imbabura Province, Ecuador. The complaint states that ACC has not disclosed material information to the public and potential shareholders concerning its Junín project, including information on: pending legal actions by the Cotacachi County government challenging the legality of the Junín concessions; a land ownership dispute that could lead to militarization in the project area; and intense opposition from local representatives and government officials to the potential forced relocation of four communities and the proposed mining activities generally. The complaint requests that the Canadian NCP also assess whether ACC has: • disclosed reliable exploration data regarding mineral reserves; • engaged in improper political activities to seek an exemption to an environmental regulatory framework; • violated Ecuador's Constitution and the national mining law for failing to obtain authorization from officials and local communities to conduct exploratory activities. • addressed allegations of human rights abuses that have been levelled by a prominent Ecuadorian human rights organization.			
Developments			
On May 18, 2005, the complainants submitted the complaint to the Canadian NCP and issued a press release. On June 6, 2005, the company sent a letter to the Business and Human Rights Resource Center denying responsibility in the case claiming the lack of an investment nexus. The Canadian NCP has been in contact with both parties through letters, but a face-to-face meeting has not yet taken place			

Case	**BAE, Airbus and Rolls Royce bribery Export Credit case**		
Company/ies	BAE Systems (UK), Airbus (France) and Rolls Royce (UK)		
Complainants	Corner House (UK)		
Date filed	April 2005	*Current Status*	Pending
NCP(s) concerned	UK, liaising with French NCP in relation to Airbus		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter VI, paragraph 2		
Issue			
The complainant alleges that the refusal of the three companies concerned to provide details of their agents and about agent's commission to the UK Government's Export Credit Guarantee Department represents a violation of the bribery provision of the Guidelines			
Developments/Outcome			
In May 2005 the NCP accepted the complaint and forwarded it to the companies concerned for comment.			

Case	**Electricité de France and Nam Theun 2 dam, Laos**		
Company/ies	Electricité de France		
Complainants	Proyecto Gato, Amis de la Terre (FoE France), World Rainforest Movement, Finnish Asiatic Society, CRBM, International Rivers Network, Mekong Watch		
Date filed	November 2004	*Current Status*	Closed/disputed
NCP concerned	France		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter II, paragraph 2 Chapter V, paragraphs 1a, 2a, 2b, 3; Chapter IX, paragraphs 1b, 2		
Issue			
Electricité de France is the main shareholder in the Nam Theun 2 (a hydroelectric power) project in Laos. Although construction is planned to begin in May 2005, key baseline data is lacking, many studies are still incomplete, and many of those studies that have been completed will not be released to the public. There are concerns about the negative social and environmental impacts of the project including adverse impacts on biodiversity. In addition, the project will have major impacts on the livelihoods of villagers.			
Developments/Outcome			
The complaint was accepted on February 14, 2005. In April 2005, the French NCP issued a statement that no breaches of the OECD Guidelines could be attributed to EDF and that EDF had even made commitments going beyond these Guidelines. The NGOs argue that the NCP has failed to treating their complaint seriously and in accordance with OECD rules. The NGOs sent a letter of complaint about the French NCP's conduct to the OECD's Investment Committee. The NGOs request for the case to be reopened has been rejected.			

Case	**Child labour in Bayer's supply chain in India**		
Company/ies	Bayer		
Complainants	GermanWatch, Coalition Against Bayer Dangers, Global March against Child Labour		
Date filed	October 11, 2004	*Current Status*	Pending
NCP(s) concerned	Germany		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter II, paragraph 10; Chapter IV, paragraph 1B		

Issue

A supplier of Bayer's in India is alleged to have violated the OECD Guidelines chapter on employment and industrial relations by using child labour.

Developments/Outcome

On October 26, 2004, Bayer responded to the NGO complaint in a letter to the NCP. Bayer stated that they do enough to deal with the issue of child labour and that the complaint is unfounded. In December 2004, the NGOs responded to Bayer's comments in another letter to the NCP, and in a January, 2005 letter to the NCP Bayer again rejected the NGOs' complaints.

After having received comprehensive comments by both parties, the German NCP invited all parties involved to a meeting. Unfortunately, Bayer, objected to the participation of one of the NGO participants, and refused the offer. Nevertheless, Bayer has told the NCP that it has already taken constructive and concrete steps to solve the problems raised.

Case	**Alleged complicity of three US companies in fuelling conflict in the DR Congo**		
Company/ies	Cabot Corporation, Trinitech Holdings/Eagle Wings Resources International, OM Group Inc (US)		
Complainants	FOE-US & RAID (UK)		
Date filed	August 4, 2004	*Current Status*	Blocked
NCP(s) concerned	United States		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter 1, paragraph 1; Chapter II, paragraphs 1, 2, 5, 9; Chapter III, paragraphs 1, 2, 5a ; Chapter IV, paragraphs 1c, 4a, 4b; Chapter V, paragraphs 2a, 3, 4, 5, 7; Chapter IX, paragraphs 1, 2; Chapter X		

Issue

In October 2002, a UN Panel of Experts accused dozens of OECD-based companies of helping to fuel the war in the Congo. In doing so, the Panel alleged the companies had violated the Guidelines for MNEs. But is its final, October 2003 report, the Panel said that no further investigation was required into the activities of the US companies. However, the Panel did make clear that "resolution should not be seen as invalidating the Panel's earlier findings with regard to the activities of these actors."

A complaint was submitted in August 2004, because the US NCP had not assessed whether the companies has breached the Guidelines. The complaint also provided new information on the companies' activities to the US NCP. In the case of OM Group, the complaint raised a new set of issues concerning the company's Big Hill project.

Cabot Corporation - Boston-based Cabot Corporation, one of the world's largest refiners of coltan, was listed in Annex III of the October 2002 report of the UN Expert Panel. Cabot denies knowingly having received 'any illegal materials from the Congo'. A report by the Belgian Senate states that Eagle Wings Resources International had a long-term contract to supply Cabot with coltan.

Trinitech Holdings/Eagle Wings Resources International - Trinitech Holdings is the holding company for Ohio-based companies, Eagle Wings Resources LLC and Trinitech International, Inc. Eagle Wings Resources International (EWRI) is a joint venture between Dutch company, Chemie Pharmacie Holland BV (CPH) and Trinitech Holdings. The Panel stated that EWRI received privileged access to coltan sites and captive labour because of its close ties to the Rwandan military.

OM Group - Ohio-based OM Group's joint venture with a Belgian national, George Forrest, Groupement pour le Traitement des Scories du Terril de Lumbumbashi, Ltd. (GTL) is accused by the Panel of deliberately ignoring technical agreements that provide for the construction of two electrical refineries and a converter for germanium processing in the DRC from the "Big Hill" project. Instead, semi-processed ore from the mine was shipped to OM Group's processing facility in Finland, thereby depriving the state mining company, Gécamines, of millions of dollars in revenue. At issue is whether the complex corporate structure was intended to deny Gécamines the benefits of the future sales of minerals with significant commercial potential at a time when the country was at war and there was no functioning government or mining ministry to protect the interests of Gécamines and by extension, the Congolese people.

Separate to the Panel's allegations concerning the Big Hill project, a World Bank environmental report raised concerns about the exploitation of radioactive minerals from concessions owned by Gécamines, such as the Shinkolobwe uranium mine. There is evidence that Societe pour le Traitement des Scories du Terril de Lubumbashi (STL) – a company created by GTL in 1997 – processed radioactive minerals to obtain cobalt at the company's plant in Lubumbashi, which is situated close to a hospital. The Belgian Senate concluded that airborne and waterborne pollution could not be discounted. At issue is whether the measures in place at OM Group's plant in Lubumbashi were sufficient to prevent radioactive contamination of the Congolese workforce and whether the local population was exposed to unacceptably high risk of pollution from the operations of the plant.

Developments/Outcome

The complaint against the US companies was not formally rejected, but the US NCP has no intention of accepting it as admissible. The US NCP's written response to the complaint stated it would again seek further information from the United Nations.

During a 15 Feb 2005 meeting, the US NCP offered to facilitate an informal process with the US companies. It is important to note that the NCP stated that "the real focus of the Guidelines is not to focus on past behaviours, but to try and improve future behaviour. We do not sit in judgment and conclude whether companies met their obligations under the Guidelines. Making judgments is about past behaviour and saying you did something wrong".

Case	**RAID cases regarding the role of UK companies in the conflict in D. R. Congo**		
Company/ies	Oryx, Avient, Das Air, Tremalt/Bredendkamp, Alex Stewart (Assayers) Ltd and Ridgepoint		
Complainants	RAID (UK)		
Date filed	June 28, 2004	***Current Status***	Avient: statement issued, but disputed Oryx: statement issued, but disputed. DAS Air: pending Others: blocked
NCP(s) concerned	UK		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapters II (paras. 1,2,10,11), III (paras. 3,4a,4b,4c,4d,4e,4f,4g), IV (para. 1c), V (paras. 6a,6b,6c,6d), VI (paras. 0,1,5), and IX (para. 1)		
Issue			
Alleged breaches by companies operating in the DRC include human rights, disclosure, bribery and anti-competition provisions.			
Developments/Outcome			
On September 8, 2004, the UK NCP issued a weak statement on the Avient case accepting Avient Ltd's contention that they were			

working within a contractual arrangement with the officially recognized governments in the area. The NCP also stated that "in future Avient Ltd. should carefully consider the recommendations of the Guidelines particularly, but not exclusively, Chapter 2 before entering into contracts with Governments and businesses in the area." RAID, having been accepted as a complainant, was locked out of the process. Ad hoc procedures were adopted which disregarded due process. The NCP Recommendations merely highlight the existence of a few provisions of the Guidelines but do not declare breaches and offer nothing in the way of specific actions a company is expected to take to remedy the breaches.

In July 2004, the NCP accepted the complaint against Oryx, but RAID was locked out of the negotiation process for one year while the NCP engaged in extensive discussions with Oryx. Most of the complaint was rejected on the grounds (disputed) that a UN panel had resolved the issue. RAID was readmitted in April 2005, under very restrictive and summary procedures. RAID was able to comment on the draft Statement – it was the only part of the process in which the procedures were followed. Nevertheless, the final Statement is highly unsatisfactory and does not incorporate RAID's corrections.

In July 2004, the NCP accepted the complaint against DAS Air, but RAID was locked out of the negotiation process for one year. RAID was readmitted in May 2005, and is now awaiting DAS Air's response.

The cases against Tremalt/Bredendkamp, Alex Stewart (Assayers) Ltd, and Ridgepoint have been blocked by the UK NCP. The NCP claims these cases were 'resolved' by the UN Panel and cannot therefore be 'reopened'.

Case	**Belgian banks' financing of BTC pipeline**		
Company/ies	KBC, ING, Dexia		
Complainants	Proyecto Gato		
Date filed	May 9, 2004	***Current Status***	Pending
NCP(s) concerned	Belgium, UK		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter 1, paragraph 7; Chapter II, paragraph 1; Chapter V, paragraphs 1a, 1c		
Issue			
The case concerns KBC, ING and Dexia's financial support for the BTC project. The banks supported a consortium that sought tax and law exemptions and exerted undue influence on governments in construction of Pipeline in Georgia, Turkey and Azerbaijan (BTC project)			
Developments/Outcome			
The Belgian NCP has declared the complaint eligible, but because BP is the main actor in the BTC project, the UK NCP is taking the lead in the procedure.			

Case	**Houay Ho dam Project in Laos**		
Company/ies	Tractebel, Houay Ho Power Limited		
Complainants	Proyecto Gato		
Date filed	April 15, 2004	***Current Status***	***Pending***
NCP(s) concerned	Belgium		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter II, paragraphs 1, 2; Chapter III, paragraph 1; Chapter V, paragraph 1c		

Issue
The case concerns the resettlement of people by Houay Ho Power's dam project. In addition, the project operates at a loss for the government, and there has been insufficient disclosure of documents.
Developments/Outcome
An initial meeting with the NCP was held on 11 June. On October 29, 2004 the Belgian NCP held a meeting with Proyecto Gato and Tractebel. Tractebel objected to the allegations made by Proyecto Gato. A second meeting took place in February 2005. Tractebel refused to disclose to the complainant any of the documents it had provided to the NCP, including the EIA, and a copy of its presentation to the NCP. In May 2005, the NCP sent a draft press release for both parties to submit their comments to within 4 days. Since the parties have been unable to reach an agreement, the press release, which will be made public in June 2005, contains only the NCP's own findings and conclusions.

Case	**Toyota's anti-trade union practices in the Philippines**		
Company/ies	Toyota		
Complainants	Yokohama Action Research, Protest Toyota Campaign, Toyota Motor Philippines Corporation Workers' Association (TMPCWA)		
Date filed	March 4, 2004	*Current Status*	Pending
NCP(s) concerned	Japan		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter II, paragraph 2; Chapter IV, paragraphs 1a, 6, 7, 8		
Issue			
Toyota Motor Corporation Philippines (TMCP) refuses to recognize the existence of an independent trade union, the TMPCWA. The company is hindering workers' right to association and collective bargaining. It also represses and harasses unionists, 227 of whom have been dismissed illegally.			
Developments/Outcome			
More than 8 months after the filing of the complaint, the Japanese NCP finally responded with a letter on December 13, 2004, stating that it would take no action on the case until a related case in a Philippine court of appeals was resolved. In a letter dated December 16, 2004, the complainants expressed their disappointment with the NCP's (non)handling of the case. The Protest Toyota Campaign met with the NCP on February 14, 2005. At the meeting, only the foreign and labour ministries were present. The Ministry of Economy was not present, nor was any representative from Toyota present or invited. The NCP maintained that it will not take any action or work toward resolution in Japan until the court case in the Philippines is finalized. The Protest Toyota Campaign has met with Toyota's PR department 3 times outside the NCP forum at Toyota's headquarters in Tokyo, but there has been no movement on the issues.			

Case	**Four Belgian cases concerning the alleged illegal exploitation of natural resources in the D.R. Congo**		
Company/ies	Forrest George International SA; Belgolaise; Cogecom; Nami Gems		
Complainants	11.11.11, Broederlijk Delen, Advocaten zonder Grenzen (onder voorbehoud), Attac Vlaanderen, CADTM, Cetri, FIDH (onder voorbehoud), Greenpeace, Gresea, KBA-FONCABA, Oxfam Solidariteit, Pax Christi, Proyecto Gato, RAID, Volens		
Date filed	November 24 2004	*Current Status*	All Pending
NCP(s) concerned	Belgium		

Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Allegations against the companies include some of the following provisions : Chapter I ; Chapter II, para 1; Chapter II, para 2; Chapter II, para 3; Chapter II, para 4; Chapter II, para 6; Chapter II, para 7; Chapter II, para 11; chapter III, para 1; chapter III, para 2; chapter III, para 4a; chapter III, para 4c; chapter III, para 4d; chapter III, para 4g; chapter III, para 5a; chapter III, para 5b; chapter III, para 5c; Chapter IV, para 4b; Chapter V, para 1a; Chapter V, para 1b, Chapter V, para 1c; Chapter V, para 2b; Chapter V, para 3; Chapter V, para 7 and Chapter IX, para 2
Issue	
Forrest George International SA is alleged to have benefited from the new contractual arrangements with Gecamines while George Forrest was Chairman of Gécamines and the Forrest Group of companies; the Forrest Group fails to disclose timely, regular, reliable and relevant information regarding its companies' activities, structure, financial situation and performance; nor does it publish environmental and social performance reports. Accounts of the Congolese state owned diamond mining company, MIBA, held by Belgolaise Bank,according to the UN Panel, were allegedly used to transfer MIBA funds to high-level government officials for their personal benefit or for the purchase of weapons. Cogecom imported coltan and cassiterites from the DRC into Belgium via Rwanda. The Belgian Senate stated that an analysis of the transactions and movements of capital appear to confirm the direct participation of Cogecom in the financing of the rebel movement of RCD-Goma. Nami Gems, according to the UN Panel, allegedly worked with La Societe Victoria, a company run by a Ugandan elite network. A Ugandan judicial commission of inquiry also implicated Nami Gems in the smuggling of diamonds from foreign and rebel controlled north-eastern DRC.	
Developments/Outcome	
Only the complaint concerning Forrest George International SA is currently proceeding. The other cases are pending.	

Case	**National Grid Transco's Alleged Unfair Tariffs in Zambia**		
Company/ies	National Grid Transco, Copperbelt Energy Corporation plc		
Complainants	Citizens for a Better Environment (Zambia)		
Date filed	July 25, 2003	***Current Status***	Concluded [July 2005]
NCP(s) concerned	UK		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter II, paragraph 5; Chapter IV, paragraph 6; Chapter VI, paragraph 1; Chapter VII, paragraph 4; Chapter IX, paragraphs 1a, 1d, 2, 3; Chapter X		
Issue			
Concerns in this case include concessions obtained that put local consumer interests concerning tariffs at a disadvantage; inhibited competition; unduly stifled the national taxation base, unsustainable revenue management and inhibited sound employment and industrial relations.			
Developments/Outcome			
NGT responded to the complaint by sending a letter to the NCP on 14 November 2003 suggesting a willingness to engage, but the case was been stalled for over a year because the NCP insisted that CBE produce more information on some aspects of the complaint. National Grid, anxious to bring the case to a close, was critical of the lack of action by the NCP. In April 2005, the NCP wrote to CBE threatening to close the case. CBE replied challenging the fairness of such an action. CBE pointed out that Zambia does not have a Freedom of Information Act to compel government officials to release information within a specified time frame. In July 2005 the NCP issued a statement closing the case 'for want of prosecution'.			

Case	**BP's role in the Baku-Tbilisi-Ceyhan oil pipeline project**		
Company/ies	BP and BTC consortium partners		
Complainants	Friends of the Earth UK, FoE US, FoE France, FoE Netherlands, FoE Germany, Corner House, Campagna per la Riforma della Banca Mondiale, FERN, Platform, Urgewald, WEED, Germanwatch, BUND		
Date filed	April 29, 2003	*Current Status*	Pending
NCP(s) concerned	UK		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter I, paragraph 7; Chapter II, paragraph 5; Chapter III, paragraph 1; Chapter V, paragraphs 1, 2a, 2b, 4		

Issue

The case involves BP and its consortium partners in the BTC pipeline project seeking tax and law exemptions and unduly influencing governments in the construction of the Pipeline in Georgia and Turkey.

Developments/Outcome

The complaint was declared eligible by the UK NCP in August 2003. In March 2004, almost 1 year after the filing of the complaint, BP responded to the complaint, stating that they thought the project complied with the OECD Guidelines. The fact that a funding package has been approved, which makes the UK government a financial stakeholder in the BTC, led the NGOs to doubt the impartiality of the NCP. There were also concerns about the NCP's delays in dealing with the case. On October 24, 2004, the NGOs sent a letter to the NCP, expressing concern about the ECGD's statement that the BTC project complied with the OECD Guidelines and its decision to support the project. The NCP has recently offered to facilitate a dialogue between the parties. Despite the length of time that has ensued, the NCP has failed to follow agreed procedures and produce an initial assessment of the complaint. The NCP is planning to undertake a fact-finding visit to the three BTC countries .

Case	**Anglo American mining activities in Zambia**		
Company/ies	Anglo American plc, Congola Copper Mines		
Complainants	RAID, Citizens for a Better Environment (Zambia), Afronet (Zambia)		
Date filed	February 27, 2002	*Current Status*	Pending
NCP(s) concerned	UK		
Guidelines Chapter(s) & paragraph(s)	Chapter II, paragraphs 1, 2; Chapter III, paragraph 2; Chapter V, preamble and paragraph 2b; Chapter IX, paragraphs 1, 3		

Issue

This case concerns unfair conduct during the privatisation of Zambia's copper mines, ZCCM.
Main areas of concern detailed in the submission include:

- Manipulation of the privatisation regime
- Anti-competitive practices during negotiations
- Tabling of extraordinary tax concessions
- Withdrawal from social provision
- Environmental deregulation
- Inadequate disclosure and accountability

In early 2002, Anglo American plc withdrew from Zambia in order to concentrate its investments in Latin America.

Developments/Outcome

For almost a year after the filing of the complaint, DTI refused to take any action on the case; another year was wasted when the company questioned the NCP's jurisdiction and the scope of the Guidelines. The matter had to be referred to the Investment Committee for a ruling which found in favour of the case continuing. The NGOs submitted their final response to the company on 10 April 2005, and are awaiting the company's decision on how to conclude the matter: i.e. will Anglo American respond in writing or agree to enter into a dialogue to resolve the case.

Apéndice 1: Vista general de los casos

No obstante las dificultades que entraña el señalar los efectos positivos de los reclamos que las ONGs presentan en forma paralela a otras campañas propias, OECD Watch ha procurado analizar la efectividad del procedimiento de implementación de las Directrices. El análisis se basa en una encuesta realizada a todas las ONGs que han presentado casos durante los últimos cinco años. Además, OECD Watch ha monitoreado de cerca las instancias específicas, siguiendo sus desarrollos y resultados e incorporándolos en una amplia base de datos. Considerando que algunos PNCs llevan a cabo los procedimientos de implementación en forma más bien ad hoc y arbitraria, OECD Watch clasificó los 45 casos presentados desde la revisión de 2000 de la siguiente manera:

Explicación del estado de los casos presentados por ONGs	**N. de casos**
Presentados: la ONG ha enviado el reclamo al PNC	**8**
Pendientes: el PNC ha confirmado la admisibilidad del caso y el procedimiento de instancia específica está en marcha	**14**
Concluidos: el PNC ha arribado a una decisión y emitido una declaración, o bien el caso fue resuelto en un ámbito externo al foro de PNCs	**8**
Cerrados: el PNC inició el caso pero luego lo ha desechado sin emitir una declaración	**1**
Desestimados: el PNC ha desestimado formalmente el caso presentado por la ONG	**6**
Desistidos: los reclamantes han optado por desistir el caso	**1**
Bloqueados: el PNC no tiene en claro el estado del caso (no hubo desestimación formal pero tampoco hay intención de aceptarlo como instancia específica)	**7**

Directrices cuyo cumplimiento se discute en los casos

Otra categorización de los reclamos presentados hasta la fecha muestra cuáles disposiciones y capítulos de las Directrices han sido invocados por los reclamantes. El número de casos que tratan con cada capítulo de las Directrices es el siguiente:

Capítulo de las Directrices de la OCDE que fueron invocadas	**N. de casos**
Capítulo I - Conceptos y Principios	**8**
Capítulo II – Principios Generales (incl. derechos humanos y cadena productiva)	**38**
Capítulo III – Publicación de informaciones	**11**
Capítulo IV - Empleo y relaciones laborales	**17**
Capítulo V – Medioambiente	**20**
Capítulo VI – Lucha contra la corrupción	**9**
Capítulo VII – Intereses de los Consumidores	**2**
Capítulo VIII – Ciencia y Tecnología	**0**
Capítulo IX – Competencia	**7**
Capítulo X – Fiscalidad	**3**

El cuadro ilustra que la mayoría de los casos involucran múltiples presuntas violaciones de los capítulos de las Directrices. También permite ver que los casos presentados por ONGs frecuentemente tratan cuestiones que los sindicatos en general no plantean, tales como problemas medioambientales y de derechos humanos. En este sentido, la revisión de 2000 ha mejorado el espectro de usos posibles de las Directrices, al abordar diversas cuestiones vinculadas a la conducta de las empresas multinacionales en todo el mundo. Al 15 de junio de 2005, los detalles de los casos son correctos.

Cuadro cronológico de los casos

Los siguientes cuadros ofrecen un resumen de los casos presentados por ONGs, actualmente clasificados como presentados, pendientes o recientemente concluidos. Presentan los casos en orden cronológico inverso, comenzando con el más reciente.

Caso	**Violaciones de derechos humanos en centros australianos de detención de inmigrantes**		
Empresa/s	Global Solutions Limited – GSL (Australia) Pty Ltd		
Reclamantes	Human Rights Council of Australia, ChilOut (Australia), RAID (Reino Unido), International Commission of Jurists (Suiza); Brotherhood of St Laurence (Australia)		
Fecha de presentación	15 de junio, 2005	***Estado actual***	Presentado
PNC(s) en cuestión	PNC de Australia & PNC del Reino Unido		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo 2, párrafo 2 ; Capítulo 7, párrafo 4		
Cuestión			
GSL invierte en y administra centros de detención de inmigrantes (immigration detention centres – IDCs) en Australia, en los cuales tienen lugar violaciones de derechos humanos. Se presume que GSL viola las Directrices consentir la detención de niños en sus centros de detención de inmigrantes y por omitir trasladarlos de la misma luego de recomendaciones de profesionales de la salud en tal sentido. De este modo, GSL facilita violaciones a la Convención de los Derechos del Niño. GSL también contraría la disposición sobre derechos humanos de las Directrices al omitir actuar de acuerdo a las recomendaciones de órganos internacionales de derechos humanos relativas a: • El carácter automático e indiscriminado de la detención impuesta a los solicitantes de asilo, infringiendo el art. 9 del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos. • La naturaleza indefinida de la detención impuesta a dichos solicitantes, incluyendo a aquéllos cuyas solicitudes de reconocimiento de status de refugiados fracasó, infringiendo el art. 9 del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos. • La penalización de los solicitantes de asilo que ingresan en Australia sin documentación válida, infringiendo el art. 31 de la Convención para los Refugiados. Más aún, GSL viola la disposición referente a los intereses de los consumidores, por representar equívocamente sus políticas, procedimientos y prácticas respecto de los derechos humanos. GSL declara estar "comprometida en promover las mejores prácticas en materia de derechos humanos". Los mismos grupos reclamantes presentaron simultáneamente otro reclamo –concerniente a la empresa madre, Global Solutions Limited- ante el PNC del Reino Unido.		
Evolución/Resultado			
Las ONGs plantearon el reclamo durante la Reunión Anual de PNCs en la OCDE (el 15 de junio de 2005, en Paris). El 17 de junio, el Gobierno Australiano anunció que transferiría a todas las familias –no sólo a las que solicitan asilo- de los centros de detención a un sistema de detención comunitaria. Conforme ChilOut (uno de los reclamantes), esta decisión representa un bienvenido primer paso.		

Caso	**Represa hidroeléctrica de Alcoa y Votorantim en Barra Grande, Brasil**		
Empresa/s	Alcoa Alumínio (EE.UU.) y la empresa brasilera de aluminio Grupo Votorantim (formaron el consorcio Baesa–Energética Barra Grande)		
Reclamantes	Movement of Populations Affected by Dams, Land of Rights		
Fecha de presentación	3 de junio, 2005	*Estado actual*	Pendiente
PNC(s) en cuestión	PNC Brasil		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo V, párrafo 1; Capítulo V, párrafo 3; Capítulo V, párrafo 4; Capítulo II, párrafo 2; Capítulo II, párrafo 5		
Cuestión			
Las empresas Alcoa Alumínios S.A. y Companhia Brasileira de Alumínio/Grupo Votorantim violaron presuntamente una serie de derechos humanos, económicos, sociales, culturales y medioambientales al construir la planta hidroeléctrica de Barra Grande, en los estados de Santa Catarina y Rio Grande do Sul. Las empresas emplearon una evaluación fraudulenta de impacto medioambiental, realizada en 1999 por la empresa Engevix Engenharia S.A. A pesar de estar informado de la naturaleza fraudulenta de esta evaluación, el Consorcio Baesa continuó con la exploración, utilizando dicha evaluación para justificar la inobservancia de sus compromisos con el desarrollo sostenible.			
Evolución/Resultado			
El 3 de junio de 2005, los reclamantes presentaron el reclamo ante el PNC brasileño al tiempo que emitían un comunicado de prensa. El PNC aceptó el caso y organizó una reunion entre las ONGs y los nueve ministros ejecutivos del PNC brasilero. Las ONGs no han reunido con las empresas ni han tenido ningún contacto con ellas.			

Caso	**Proyecto minero "Junín" de Ascendant Copper Corporation en Ecuador**		
Empresa/s	Ascendant Copper Corporation (ACC), Ascendant Exploration y Ascendant Holdings		
Reclamantes	Defensa y Conservación Ecológica de Intag - DECOIN (Ecuador), Friends of the Earth Canadá, MiningWatch Canadá		
Fecha de presentación	18 de mayo, 2005	*Estado actual*	Presentado
PNC(s) en cuestión	PNC Canadá		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo I, párrafo 7; Capítulo II, párrafos 2, 5, 10; Capítulo III, párrafos 1, 4e, 4f, 5c; Capítulo V, párrafos 2a, 2b		
Cuestiones			
El reclamo concierne al proyecto "Junín" de ACC (concesiones mineras "Golden 1" y "Golden 2"), localizado en la zona de Junín del Condado de Cotacachi de la Provincia ecuatoriana de Imbabura. El reclamo aduce que ACC omitió revelar al público y a potenciales accionistas información concerniente al proyecto, en particular información sobre: acciones legales pendientes del gobierno del Condado de Cotacachi que disputan la legalidad de las concesiones de Junín, una disputa sobre la propiedad de las tierras que podría provocar la militarización del área del proyecto, y la intensa oposición de los representantes y funcionarios gubernamentales locales al traslado forzado de cuatro comunidades y a las actividades mineras en general. El reclamo solicita que el PNC canadiense también evalúe si ACC ha: • revelado datos confiables de la exploración en lo concerniente a las reserves minerales; • participado en actividades políticas inapropiadas para lograr la no aplicación de un marco regulatorio medioambiental; • violado la Constitución y ley nacional de minería de Ecuador, al no contar con la autorización de funcionarios y comunidades locales para realizar actividades exploratorias; • afrontado las denuncias de violaciones de derechos humanos públicamente formuladas por una prominente organización ecuatoriana de derechos humanos.			

Evolución
El 18 de mayo de 2005, los reclamantes presentaron el caso ante el PNC canadiense y emitieron un comunicado de prensa. El 6 de junio del mismo año, la empresa envió una carta al Business and Human Rights Resource Center, negando su responsabilidad en el caso y alegando la inexistencia de un nexo de inversión. El PNC canadiense ha mantenido contacto con las dos partes por correo pero hasta ahora no se ha organizado ninguna reunion entre las partes.

Caso	**Caso de corrupción de BAE, Airbus y Rolls Royce en relación con un crédito para la exportación**		
Empresa/s	BAE Systems (Reino Unido), Airbus (Francia) y Rolls Royce (Reino Unido)		
Reclamantes	Corner House (Reino Unido)		
Fecha de presentación	abril de 2005	*Estado actual*	Pendiente
PNC(s) en cuestión	PNC del Reino Unido, en colaboración con el PNC de Francia en relación con Airbus		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo VI, párrafo 2		
Cuestión			
El reclamante alega que la negativa de las tres empresas a proveer detalles sobre sus agentes y las comisiones destinadas a éstos a la agencia de créditos para la exportación del Reino Unido, (Government's Export Credit Guarantee Department), representa una violación de las disposiciones de las Directrices concernientes a la lucha contra la corrupción.			
Evolución/Resultado			
En mayo de 2005, el PNC aceptó el reclamo y lo reenvió a las empresas en cuestión para que lo respondieran.			

Caso	**Electricité de France y Represa de Nam Theun 2 en Laos**		
Empresa/s	Electricité de France		
Reclamantes	Proyecto Gato, Amis de la Terre (Friends of the Earth Francia), World Rainforest Movement, Finnish Asiatic Society, CRBM, International Rivers Network, Mekong Watch		
Fecha de presentación	noviembre 2004	*Estado actual*	Cerrado/disputado
PNC(s) en cuestión	PNC de Francia		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo II, párrafo 2; Capítulo V, párrafos 1a, 2a, 2b, 3; Capítulo IX, párrafos 1b, 2		
Cuestión			
Electricité de France es el principal accionista del proyecto Nam Theun 2, una planta de energía hidroeléctrica en Laos. Si bien la construcción estaba planeada para comenzar en mayo de 2005, aún falta información clave de base, varios estudios continúan incompletos y varios de los estudios que fueron completados no son revelados al público. Hay preocupación por los impactos sociales y medioambientales negativos del proyecto, incluyendo los impactos adversos sobre la biodiversidad. Además, el proyecto afectará significativamente las vidas de los pobladores de la región.			
Evolución/Resultado			
El reclamo fue aceptado el 14 de febrero de 2005. En una declaración de abril de 2005, el PNC sostuvo que no correspondía atribuir a EDF ninguna violación a las Directrices de la OCDE, añadiendo que la empresa había asumido compromisos que iban incluso más allá de lo dispuesto en las Directrices. Las ONGs arguyen que el PNC omitió tratar su reclamo con seriedad y de conformidad con las reglas de la OCDE. Enviaron una carta al Comité de Inversión, en la que manifestaban su disconformidad con la conducta del PNC francés. La solicitud de reapertura del caso que luego presentaron fue rechazada.			

Caso	**Trabajo infantil en la cadena de producción de Bayer en India**		
Empresa/s	Bayer		
Reclamantes	GermanWatch, Coalition Against Bayer Dangers, Global March against Child Labour		
Fecha de presentación	11 de octubre, 2004	*Estado actual*	Pendiente
PNC(s) en cuestión	PNC de Alemania		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo II, párrafo 10; Capítulo IV, párrafo 1B		

Cuestión

Los reclamantes alegan que un proveedor de Bayer en India presuntamente violó el capítulo de las Directrices sobre empleo y relaciones laborales, por valerse del trabajo infantil.

Evolución/Resultado

El 26 de octubre de 2004, Bayer respondió el reclamo de las ONGs mediante una carta dirigida al PNC, en la que afirmaba que se ocupa adecuadamente de la cuestión del trabajo infantil y que el reclamo era infundado. En diciembre de 2004, las ONGs respondieron a la afirmación de Bayer mediante otra carta dirigida al PNC, y Bayer volvió a rechazar las acusaciones de las ONGs en otra carta, de enero de 2005.
Luego de recibir los comentarios extensivos de ambas partes, el PNC alemán invitó a todas las partes involucradas a una reunión. Lamentablemente, Bayer, por oponerse a la participación de una de las ONGs reclamantes, rechazo la invitación. Sin embargo, la empresa comunicó al PNC que ha adoptado medidas constructivas y concretas para resolver los problemas planteados.

Caso	**Presunta complicidad de tres empresas estadounidenses en la promoción del conflicto en la RDC a través de apoyo financiero**		
Empresa/s	Cabot Corporation, Trinitech Holdings/Eagle Wings Resources International, OM Group Inc (EE.UU.)		
Reclamantes	Friends of the Earth (EE.UU.) y RAID (Reino Unido)		
Fecha de presentación	4 de agosto, 2004	*Estado actual*	Bloqueado
PNC(s) en cuestión	PNC de los EE.UU.		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo 1, párrafo 1; Capítulo II, párrafos 1, 2, 5, 9; Capítulo III, párrafos 1, 2, 5a; Capítulo IV, párrafos 1c, 4a, 4b; Capítulo V, párrafos 2a, 3, 4, 5, 7; Capítulo IX, párrafos 1, 2; Capítulo X		

Cuestión

En octubre de 2002, un Panel de Expertos de la ONU acusó a docenas de empresas originarias de países de la OCDE de contribuir a alimentar la guerra en el Congo. Al hacerlo, el Panel alegó que las empresas habían violado las Directrices para EMNs. Sin embargo, en su informe final (de octubre de 2003), el Panel sostuvo que no era necesario continuar investigando las actividades de las empresas estadounidenses, aunque dejó en claro que "no debe entenderse que esta resolución invalida los hallazgos previos del Panel en relación con las actividades de dichos actores".

En agosto de 2004 se presentó un reclamo, en razón de que el PNC de los EE.UU. omitió evaluar si las empresas habían o no violado las Directrices. El reclamo también brindó al PNC de los EE.UU. información adicional acerca de las actividades de dichas empresas. Con respecto al OM Group, el reclamo planteó una nueva serie de cuestiones relativas al proyecto "Big Hill" de la empresa.

Cabot Corporation: esta empresa, que tiene su base en Boston y es una de las principales refinerías de coltán, figuraba en la lista del informe del Panel de Expertos de la ONU de octubre de 2002. Cabot niega haber estado informada de que recibía "cualquier material ilegal del Congo". Un informe del Senado belga afirma que Eagle Wings Resources International tenía un contrato de largo plazo como proveedor de coltán para Cabot.

Trinitech Holdings/Eagle Wings Resources International: Trinitech Holdings es un holding de dos empresas con base en Ohio: Eagle Wings Resources LLC y Trinitech International, Inc. Por su parte, Eagle Wings Resources International (EWRI) es un joint venture entre una empresa holandesa, Chemie Pharmacie Holland BV (CPH), y Trinitech Holdings. El Panel afirmó que, gracias a sus vínculos estrechos con las fuerzas militares ruandesas, EWRI recibió acceso privilegiado a áreas ricas en coltán como también mano de obra cautiva.

OM Group – el joint venture de este grupo con base- en Ohio con un nacional belga, George Forrest, Groupement pour le Traitement des Scories du Terril de Lumbumbashi, Ltd. (GTL), es acusado por el Panel de haber ignorado deliberadamente los acuerdos técnicos que disponen la construcción, en la RDC, de dos refinerías eléctricas y un conversor para el procesamiento del germanio, en razón del proyecto "Big Hill". En lugar de ello, se enviaba el mineral semi-procesado desde la mina a las instalaciones de procesamiento de OM Group en Finlandia, privando así a la empresa minera estatal, Gécamines, de millones de dólares de ingresos. La cuestión planteada es si, mediante una compleja estructura corporativa como esta, se pretendía negar a Gécamines los beneficios de futuras ventas de minerales con importante potencial comercial, en momentos en que el país estaba en guerra y carecía de un gobierno o ministerio de minería capaz de proteger los intereses de la empresa y, por ende, del pueblo congolés.

Aparte de las alegaciones del Panel concernientes al proyecto Big Hill, un informe medioambiental del Banco Mundial reveló la preocupación del organismo en relación con la explotación de minerales radioactivos de concesiones de propiedad de Gécamines, como la mina de uranio Shinkolobwe. Hay evidencia que comprueba que Societe pour le Traitement des Scories du Terril de Lubumbashi (STL), una empresa creada por GTL en 1997, procesó minerales radioactivos para obtener cobalto en la planta de la empresa en Lubumbashi, situada cerca de un hospital. El Senado Belga concluyó que no podía descartarse la polución aérea y acuática. Las cuestiones a determinar son si las medidas implementadas en la planta de OM Group en Lubumbashi eran suficientes como para prevenir la contaminación radioactiva de la fuerza de trabajo congolesa y si, a raíz de las operaciones de la planta, la población local fue expuesta a riesgos inaceptablemente altos de polución.

Evolución/Resultado

El reclamo contra las empresas estadounidenses no fue formalmente rechazado, pero el PNC de los EE.UU. no tiene intenciones de aceptar su admisibilidad. Sostuvo, en su respuesta escrita al reclamo, que nuevamente buscaría información adicional de las Naciones Unidas.
Durante una reunión del 15 de febrero de 2005, el PNC de los EE.UU. se ofreció para facilitar un proceso informal con las empresas estadounidenses. Es importante destacar que el PNC afirmó que "el foco real de las Directrices consiste en no centrarse en conductas pasadas, sino en intentar mejorar las conductas futuras. No asistiremos a un juicio para concluir si las empresas cumplieron o no con sus obligaciones conforme las Directrices. El enjuiciar implica tratar con conductas pasadas y decir que el acusado hizo algo malo".

Caso	**Casos de RAID concernientes al rol de empresas del Reino Unido en el conflicto en la RDC**		
Empresa/s	Oryx, Avient, Das Air, Tremalt/Bredendkamp, Alex Stewart (Assayers) Ltd y Ridgepoint		
Reclamantes	RAID (Reino Unido)		
Fecha de presentación	28 de junio, 2004	***Estado actual***	Avient: emitió declaración, pero disputado Oryx: emitió declaración, pero disputado DAS Air: pendiente Otros: bloqueado
PNC(s) en cuestión	PNC del Reino Unido		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo II, párrafos 1, 2, 10, 11; Capítulo III, párrafos 3, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f, 4g; Capítulo IV párrafo 1c; Capítulo V párrafo 6a, 6b, 6c, 6d; Capítulo VI párrafo 0,1,5; Capítulo IX párrafo 1		

Cuestión

Las presuntas violaciones por parte de empresas que operan en la RDC incluyen las disposiciones relativas a derechos humanos, la revelación de información, el soborno y la competencia.

Evolución/Resultado
El 8 de septiembre de 2004, el PNC del Reino Unido emitió una débil declaración en el caso de Avient Ltd, aceptando el argumento de esta empresa de que la misma trabajaba en el marco de un acuerdo contractual con los gobiernos oficialmente reconocidos en el área. El PNC también sostuvo que "en el futuro, Avient Ltd debiera considera cuidadosamente las recomendaciones de las Directrices, en particular, aunque no exclusivamente, el Capítulo 2, antes de celebrar contratos con gobiernos y empresas en el área". RAID, luego de ser aceptada como reclamante, fue dejada fuera del proceso. Se adoptaron procedimientos ad hoc que contrariaban las reglas del debido proceso. Las recomendaciones del PNC se limitaron a resaltar la existencia de algunas disposiciones de las Directrices, sin declarar las violaciones a las mismas ni ofrecer caminos alternativos –en forma de acciones específicas- que se espera que una empresa adopte para remediar dichas violaciones. En julio de 2004, el PNC aceptó el reclamo contra Oryx, pero RAID fue nuevamente dejada fuera del proceso de negociación durante un año, mientras el PNC se involucró en extensas discusiones con la empresa. La mayor parte del reclamo fue rechazada con el argumento (disputado) de que un panel de la ONU ya había resuelto la cuestión. En abril de 2005, RAID fue readmitida aunque en un procedimiento altamente restrictivo y sumario. RAID logró comentar el borrador de la declaración del PNC –fue la única parte del proceso en la cual los procedimientos fueron respetados. Sin embargo, la declaración final es altamente insatisfactoria y omite incorporar las correcciones de RAID. En julio de 2004, el PNC aceptó el reclamo contra DAS Air, pero RAID fue nuevamente dejada fuera del proceso de negociación durante un año. Fue readmitida en mayo 2005 y ahora espera la respuesta de la empresa. Los casos contra Tremalt/Bredendkamp, Alex Stewart (Assayers) Ltd y Ridgepoint han sido bloqueados por el PNC del Reino Unido, quien alega que dichos casos fueron "resueltos" por el Panel de la ONU y, por ende, no pueden ser "reabiertos".

Caso	**Financiamiento por parte de bancos belgas del ducto BTC**		
Empresa/s	KBC, ING, Dexia		
Reclamantes	Proyecto Gato		
Fecha de presentación	9 de mayo, 2004	*Estado actual*	Pendiente
PNC(s) en cuestión	PNC de Bélgica y PNC del Reino Unido		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo 1, párrafo 7; Capítulo II, párrafo 1; Capítulo V, párrafos 1a, 1c		
Cuestión			
El caso concierne al apoyo financiero otorgado por KBC, ING y Dexia al proyecto BTC. Los bancos apoyaron a un consorcio que perseguía exenciones tributarias y legales y que ejerció influencia indebida sobre los gobiernos en cuestión, a fin de construir el ducto en Georgia, Turquía y Azerbaiján (proyecto BTC).			
Evolución/Resultado			
El PNC belga declaró admisible el reclamo, aunque como British Petroleum es el principal actor en el proyecto BTC, el PNC del Reino Unido está tomando el liderazgo en el procedimiento.			

Caso	**Proyecto de represa Houay Ho en Laos**		
Empresa/s	Tractebel, Houay Ho Power Limited		
Reclamantes	Proyecto Gato		
Fecha de presentación	15 de abril, 2004	*Estado actual*	Pendiente
PNC(s) en cuestión	PNC de Bélgica		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo II, párrafos 1, 2; Capítulo III, párrafo 1; Capítulo V, párrafo 1c		

Cuestión
El caso concierne el reasentamiento forzado de personas en razón de la construcción de la represa hidroeléctrica de Houay Ho. A su vez, el proyecto opera en perjuicio del gobierno y su implementación no respeta las disposiciones referentes a la publicación de informaciones.
Evolución/Resultado
El PNC belga mantuvo una audiencia el 11 de junio de 2004. El 29 de octubre del mismo año, se reunió con Proyecto Gato y Tractebel, reunión durante la cual la empresa negó las alegaciones de la ONG. En la segunda reunión de febrero de 2005, Tractebel se rehusó a revelar al reclamante los documentos que había presentado ante el PNC, incluyendo la EIA y su presentación al PNC. En mayo de 2005, el PNC envió ambas partes el borrador de un comunicado de prensa que emitiría, a fin de que ambas partes formularan sus comentarios en 4 días. Dado que las partes no han alcanzado un acuerdo, el comunicado de prensa, que fue publicado en junio de 2005, sólo contiene los hallazgos y las conclusiones propias del PNC.

Caso	**Prácticas antisindicales de Toyota en Las Filipinas**		
Empresa/s	Toyota		
Reclamantes	Yokohama Action Research, Protest Toyota Campaign, Toyota Motor Philippines Corporation Workers' Association (TMPCWA)		
Fecha de presentación	4 de marzo, 2004	***Estado actual***	Pendiente
PNC(s) en cuestión	PNC de Japón		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo II, párrafo 2; Capítulo IV, párrafos 1a, 6, 7, 8		
Cuestión			
Toyota Motor Corporation Philippines (TMCP) se niega a reconocer la existencia de un sindicato independiente, el TMPCWA. La empresa obstaculiza el ejercicio del derecho de asociación y de negociación colectiva de los trabajadores. También reprime y acosa a los miembros del sindicato, 227 de los cuales fueron despedidos ilegalmente.			
Evolución/Resultado			
Habiendo transcurrido más de 8 meses de presentado el reclamo, el PNC japonés finalmente respondió con una carta, con fecha del 13 de diciembre del 2004, en la que afirmaba que no adoptaría medidas en el caso hasta tanto se resolviera otro caso vinculado al mismo ante un tribunal de apelaciones filipino. Los reclamantes expresaron, en una carta fechada el 16 de diciembre del mismo año, su decepción por la decisión del PNC de no tratar el caso. La Protest Toyota Campaign se reunió con el PNC en febrero de 2005. En dicha reunión sólo estaban presentes representantes de los Ministerios de Relaciones Exteriores y de Trabajo; el Ministerio de Economía no asistió, ni tampoco fueron invitados (ni asistieron) representantes de la empresa. El PNC mantuvo su posición de no adoptar medidas ni trabajar en pos de la resolución del caso en Japón hasta que finalizara el caso judicial en Las Filipinas. La Protest Toyota Campaign se reunió con el departamento de RRPP de Toyota en 3 ocasiones, en forma externa al foro de PNCs, en la casa matriz de la empresa en Tokio. Sin embargo, no se registraron movimientos en relación con las cuestiones planteadas.			

Caso	4 casos belgas concernientes a la presunta explotación ilegal de recursos naturales en la RDC
Empresa/s	Forrest George International SA; Belgolaise; Cogecom; Nami Gems
Reclamantes	11.11.11, Broederlijk Delen, Advocaten zonder Grenzen (onder voorbehoud), Attac Vlaanderen, CADTM, Cetri, FIDH (onder voorbehoud), Greenpeace, Gresea, KBA-FONCABA, Oxfam Solidariteit, Pax Christi, Proyecto Gato, RAID, Volens

Fecha de presentación	24 de noviembre, 2004	***Estado actual***	Pendiente
PNC(s) en cuestión	PNC de Bélgica		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Los reclamos contra estas empresas involucran algunas de las siguientes disposiciones: Capítulo I; Capítulo II, párrafos 1, 2, 3, 4, 6, 7, 11; Capítulo III, párrafos 1, 2, 4a, 4c, 4d, 4g, 5ª, 5b, 5c; Capítulo IV, párrafo 4b; Capítulo V, párrafos 1a, 1b, 1c, 2b, 3, 7; Capítulo IX, párrafo 2		
Cuestión			
Se presume que Forrest George International SA se benefició de los nuevos acuerdos contractuales con Gécamines en el período durante el cual George Forrest fue presidente de Gécamines y de las empresas del Forrest Group. Éste último omite revelar información oportuna, regular, confiable y relevante respecto de las actividades, la estructura, la situación financiera y el desempeño de sus empresas. Tampoco publica informes de desempeño medioambiental y social. Según el Panel de la ONU, cuentas de la empresa pública congolesa MIBA (dedicada a la extracción de diamantes) en el Belgolaise Bank, fueron presuntamente empleadas para transferir fondos de MIBA a funcionarios gubernamentales de alto nivel, ya sea para su propio beneficio o para la compra de armas. Cogecom importo coltán y casiterites de la RDC a Bélgica vía Ruanda. El Senado Belga afirmó que un análisis de las transacciones y los movimientos de capital parecen confirmar la directa participación de Cogecom en el financiamiento del movimiento rebelde RCD-Goma. Según el Panel de la ONU, Nami Gems trabajó presuntamente con La Societe Victoria, una empresa dirigida por una red de elite de Uganda. Una comisión judicial investigadora de Uganda también implicó a la empresa en el contrabando de diamantes provenientes del noreste de la RDC, zona de control extranjero y rebelde.			
Evolución/Resultado			
El único reclamo cuyo proceso comenzó es el referente a Forrest George International SA; los otros continúan pendientes.			

Caso	**Tarifas presuntamente injustas de National Grid Transco en Zambia**		
Empresa/s	National Grid Transco - NGT, Copperbelt Energy Corporation plc		
Reclamantes	Citizens for a Better Environment (Zambia)		
Fecha de presentación	25 de Julio, 2003	***Estado actual***	Concluido [julio de 2005]
PNC(s) en cuestión	PNC del Reino Unido		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo II, párrafo 5; Capítulo IV, párrafo 6; Capítulo VI, párrafo 1; Capítulo VII, párrafo 4; Capítulo IX, párrafos 1a, 1d, 2, 3; Capítulo X		
Cuestión			
El caso concierne a una serie de concesiones otorgadas a las empresas, en las cuales quedaban en desventaja los intereses de los consumidores locales en materia de tarifas, se inhibía la competencia, se alteraba indebidamente la categoría fiscal aplicable a la empresa y se perjudicaban las relaciones laborales. También involucraba malas prácticas de gobierno empresarial, en razón de la administración no sostenible de sus ingresos por parte de la empresa.			
Evolución/Resultado			
NGT respondió al reclamo enviando una carta al PNC el 14 de noviembre de 2003, en la cual daba a entender algún grado de predisposición a participar en el proceso. Sin embargo, el caso quedó estancado durante más de un año porque el PNC insistía en que CBE proveyera más información sobre ciertos aspectos del reclamo. NGT, ansiosa por llegar a un rápido cierre del caso, criticó la falta de acción del PNC. El PNC escribió a CBE en abril de 2005, amenazándola con cerrar el caso. La ONG respondió disputando la justicia de tal acción y señalando que Zambia carece de una ley de libertad de información que permita obligar a sus funcionarios gubernamentales a revelar información en un plazo determinado. En julio de 2005, el PNC emitió una declaración cerrando el caso por "falta de mérito".			

Caso	**Rol de British Petroleum en el proyecto de oleoducto Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC)**		
Empresa/s	British Petroleum (BP) y sus socios en el consorcio BTC		
Reclamantes	Friends of the Earth (FoE) Reino Unido, FoE EE.UU., FoE Francia, FoE Países Bajos, FoE Alemania, Corner House, Campagna per la Riforma della Banca Mondiale, FERN, Platform, Urgewald, WEED, Germanwatch, BUND		
Fecha de presentación	29 de abril, 2003	*Estado actual*	Pendiente
PNC(s) en cuestión	PNC del Reino Unido		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo I, párrafo 7; Capítulo II, párrafo 5; Capítulo III, párrafo 1; Capítulo V, párrafos 1, 2a, 2b, 4		

Cuestión

El caso concierne la búsqueda indebida, por parte de BP y sus socios en el consorcio del proyecto del oleoducto BTC, de exenciones impositivas y legales, como también el ejercicio de influencia indebida sobre los gobiernos para la construcción de dicho oleoducto en Georgia y Turquía.

Evolución/Resultado

En agosto de 2003, el PNC del Reino Unido declaró la admisibilidad del reclamo. En marzo de 2004, casi un año después de la presentación del reclamo, BP respondió afirmando que, en su opinión, el proyecto se ajustaba a las Directrices de la OCDE. El hecho de que se hubiera aprobado un paquete financiero para el proyecto, lo cual convertía al Gobierno del Reino Unido en stakeholder financiero del mismo, generó dudas entre las ONGs respecto de la imparcialidad del PNC. Las ONGs tampoco estuvieron satisfechas con la lentitud del PNC en tratar el caso. En una carta de la ONG al PNC, del 24 de octubre de 2004, esta expresó su preocupación porque el ECGD había afirmado que el proyecto BTC cumplía con las Directrices, razón por la cual tenía intenciones de apoyarlo. El PNC se ofreció recientemente a facilitar el diálogo entre las partes. A pesar del notable tiempo transcurrido, el PNC fracasó en su intento de seguir los procedimientos acordados y producir una evaluación inicial del reclamo. El PNC planea llevar adelante una visita a los 3 países del oleoducto, con el fin de determinar los hechos del caso.

Caso	**Actividades mineras de Anglo American en Zambia**		
Empresa/s	Anglo American plc, Congola Copper Mines		
Reclamantes	RAID (Reino Unido), Citizens for a Better Environment (Zambia), Afronet (Zambia)		
Fecha de presentación	27 de febrero, 2002	*Estado actual*	Pendiente
PNC(s) en cuestión	PNC del Reino Unido		
Capítulo(s) de las Directrices & párrafo(s)	Capítulo II, párrafos 1, 2; Capítulo III, párrafo 2; Capítulo V, preámbulo y párrafo 2b; Capítulo IX, párrafos 1, 3		

Cuestión

El caso concierna la conducta desleal de la empresa durante la privatización de las minas de cobre de Zambia, ZCCM. Los principales puntos del reclamo incluyen:

- la manipulación del régimen de privatizaciones
- prácticas anticompetitivas durante las negociaciones
- la concesión de exenciones impositivas extraordinarias
- el incumplimiento de disposiciones sociales relevantes
- la desregulación en materia medioambiental
- la inadecuada publicación de informaciones y rendición de cuentas

A principios de 2002, Anglo American plc abandonó Zambia para concentrar sus inversiones en Latinoamérica.

Evolución/Resultado

Durante casi un año después de la presentación del reclamo, DTI se rehusó a adoptar medidas en el caso; otro año más se perdió cuando la empresa cuestionó la jurisdicción del PNC y el ámbito de aplicabilidad de las Directrices. La cuestión debió ser transferida al Comité de Inversión, que se expidió en el sentido de que el caso debía ser continuado. La ONG presentó su respuesta final a la empresa el 10 de abril de 2005, y actualmente espera la decisión de la empresa respecto de cómo concluir el caso, es decir, si Anglo American responderá por escrito o si aceptará entablar el diálogo para resolverlo.

Annexe 1: Aperçu des cas

En dépit des difficultés rencontrées dans le repérage des effets positifs d'une plainte déposée en même temps que les activités de campagne des autres ONG, OECD Watch a essayé d'analyser l'efficacité de la procédure de mise en œuvre des Principes directeurs. L'analyse est basée sur une enquête auprès de toutes les ONG qui ont soumis des cas au cours des cinq dernières années. De plus, l'OCDE a suivi de très près les cas spécifiques, les développements et les résultats des cas, et les a groupés dans des bases de données globales. Etant donné que certains PCN mènent les procédures de mise en œuvre de façon plutôt spéciale et arbitraire, OECD Watch a catégorisé les 45 cas, soumis depuis la révision de 2000, de la manière suivante :

Explication de l'état des cas des ONG	N°. Cas
Déposés : l'ONG a envoyé la plainte au PCN	8
En cours : le PCN a confirmé que la plainte est admissible et que la procédure spécifique est en cours	14
Conclus : le PCN est parvenu à une décision et a émis une déclaration ou le cas est réglé en dehors du forum PCN	8
Clos : le PCN a commencé le cas, mais l'a abandonné avant de faire une déclaration	1
Rejets : le PCN a formellement rejeté le cas présenté par l'ONG	6
Retrait : Les plaignants ont décidé de retirer leur plainte	1
Blocage : le PCN n'est pas clair en ce qui concerne l'état des cas (rejets non formels, mais pas d'intention de l'accepter comme cas spécifique.)	7

Les Principes directeurs en discussion

Une autre répartition des plaintes déposées jusqu'aujourd'hui montre les dispositions et les chapitres sous lesquels se trouvent les plaintes. La répartition des plaintes par chapitre se présente comme suit :

Chapitre des Principes directeurs OCDE invoqué	N° Cas
Chapitre I : Concepts et Principes	8
Chapitre II : Politiques Générales (y compris Droits Humains et Chaîne d'Approvisionnement)	38
Chapitre III : Divulgation	11
Chapitre IV : Emploi et Relations Professionnelles	17
Chapitre V : Environnement	20
Chapitre VI : Lutte contre la corruption	9
Chapitre VII : Intérêts des consommateurs	2
Chapitre VIII : Science et Technologie	0
Chapitre IX :	7
Chapitre X	3

Le tableau montre que la plupart des cas comportent des violations multiples de chapitres des Principes directeurs. De même, on peut constater que les cas des ONG portent très souvent sur des questions que les syndicats n'abordent pas. Ce sont des questions telles que les problèmes environnementaux et les droits humains. A cet effet, la révision de 2000 a déjà agrandi l'ampleur de l'utilisation des Principes directeurs dans le traitement des problèmes relatifs au comportement des Entreprises Multinationales (MNES) à l'échelle mondiale. Les détails concernant les cas sont corrects à la date du 15 juin 2005.

Tableau chronologique des cas

Les tableaux suivants présentent un aperçu des cas déposés par les ONG qui sont actuellement classifiés comme déposés, en cours, ou récemment conclus. Les cas sont présentés dans un ordre chronologique inverse, à commencer par le plus récent.

Cas	**Violations des droits humains dans les centres de détention pour immigrés en Australie**		
Entreprise(s)	Global Solutions Limited (Australie) Pty Ltd (SARL)		
Plaignants	Human Rights Council of Australia,Chilout (Australie) ; RAID (Royaume Uni) ; International Commission of Jurists (Suisse) ; Brotherhood of Lawrence (Australie)		
Date de dépôt	15 juin 2005	***Etat actuel***	Déposé
PCN concernés	PCN-Australie et PCN du Royaume Uni		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre 2 (Principes généraux – dispositions aux droits humains), paragraphe 2 ; Chapitre 7 (Intérêts du Consommateur), paragraphe 4		
Etat de question			
GSL (Australie) investit et gère les centres de détention pour immigrés (IDCs) en Australie dans lesquels existent des cas de violations des droits humains. GSL est accusée d'avoir violé les Principes directeurs de l'OCDE. Cette organisation est accusée d'avoir détenu des mineurs dans ses centres de détention pour immigrés et ne les a pas retirés conformément aux recommandations des agents de la santé. GSL facilite la violation de la Convention de Droits des Enfants. GSL opère d'une manière qui est contraire aux droits humains : • La détention obligatoire a durée indéterminée des demandeurs d'asile • Les sanctions par GSL des demandeurs d'asile, en violation de l'article 31 de la Convention des Réfugiés. De plus, GSL paraît-il violer les clauses des intérêts du consommateur par sa non conformité avec ses propres politiques, procédures et pratiques par rapport aux droits humains. GSL déclare être "engagé pour promouvoir les meilleures pratiques en matière de droits humains". Une plainte a été déposée simultanément par les mêmes groupes auprès des PCN du Royaume Uni concernant la Société mère, Global Solutions Limited.			
Développements/Résultats			
Les ONG ont fait cas des plaintes à la Réunion Annuelle des PCN, à l' OCDE à Paris, le 15 Juin 2005. Le 17 Juin, le Gouvernement Australien a déclaré qu'il allait transférer toutes les familles y inclus les mineurs – pas seulement les familles demandeurs d' asile – des centres de détention vers des centres communautaires. Ceci est perçu comme une première étape bien accueillie par les plaignants.			

Cas	**Le barrage hydroélectrique Alcoa et Votorantim dans le fleuve Barra Grande, au Brésil.**		
Entreprise(s)	Alcoa Alumínio (Etats-Unis) et l'entreprise Brésilienne d'Aluminium/Groupe Votorantim (Consortium Baesa–Energetica Barra Grande, Brésil)		
Plaignants	Mouvement des Populations Affectées par l'effet des Barrages, Terre des Droits		
Date de dépôt	3 juin 2005	***Etat actuel***	En cours
PCN(s) concerné(s)	Brésil		
Chapitre(s), paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre II, paragraphes 2 et 5 Chapitre V, paragraphe 1, 3 et 4.		
Etat de question			
La corporation Alcoa Aluminios S.A. et Companhia Brasiliera de Aluminio/Grupo Votorantim est accusée d'avoir violé différents Droits Humains, Economiques, Sociaux, Culturels et Environnementaux lors de la construction du Barrage Hydroélectrique dans les Etats de Santa Catarina et Rio Grande do Sul. Les corporations ont utilisé une évaluation d'impact environnementale frauduleuse menée par l'entreprise Egevix Engenharia S.A. en 1999. Malgré le fait d'être au courant de cela, le Baesa Consortium est allé de l'avant dans l'exploitation et a utilisé la fausse évaluation pour justifier le mépris de ses engagements envers le développement durable.			
Développements/Résultats			
Le 3 Juin 2005, les plaignants ont soumis une plainte au PCN Brésilien et publié un communiqué de presse. Le PCN a accepté le cas et a tenu une réunion entre les ONG et les neuf ministres exécutifs du NCP brésilien. Il n'y a eu aucune réunion ou contact entre les ONG et les compagnies.			

Cas	**Ascendant Copper Corporation 'Junín mining project' dans les forêts nuageuses de l'Equateur**		
Entreprise(s)	Ascendant Copper Corporation (ACC), Ascendant Exploration, and Ascendant Holdings		
Plaignants	Defensa y Conservación Ecológica de Intag (DECOIN) (Equateur), Amis de la Terre au Canada, MiningWatch au Canada		
Date de dépôt	18 mai 2005	***Etat actuel***	Déposé
PCN(s) concerné(s)	Canada		
Chapitre(s), paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre I, paragraphe 7 ; Chapitre II, paragraphes 2, 5 et 10 ; Chapitre III, paragraphes 1, 4e, 4f et 5c ; Chapitre V, paragraphes 2a et 2b.		
Etat de question			
La plainte concerne le projet (les concessions minières « Golden 1 » et « Golden 2 ») de ACC Junin situé dans la région de Junin du Comté de Cotacachi, Province Imbabura, Equateur. La plainte stipule que ACC n'a pas divulgué du matériel d'information au public et aux acteurs potentiels en ce qui concerne son projet Junin, y compris les informations sur : Les actions légales en cours du Gouvernement du Comté de Cotacachi qui remet en question la légalité des concessions Junin; Un différend foncier qui pourrait conduire à la militarisation de la zone du projet; Une farouche opposition des représentants locaux et des responsables du gouvernement à la réinstallation potentielle forcée des quatre communautés et aux activités minières proposées en général. Le plaignant exige que le PCN Canadien vérifie aussi si ACC a : • divulgué des données d'exploration fiables concernant les réserves minières ; • engagé des activités politiques impropres pour trouver une exemption en vue d'un cadre environnemental réglementaire ; • violé la Constitution de l'Equateur de même que la loi qui régit le secteur minier national, puisqu'elle n'a pas obtenu l'autorisation des responsables municipaux et communaux pour mener les activités d'exploration ; • réagi aux allégations faisant état d'abus des Droits de l'Homme. Ces allégations ont été émises par une importante organisation des Droits de l'Homme de l'Equateur.			

Développements/Résultats
Le 18 mai 2005, les plaignants ont déposé leur plainte contre le PCN Canadien et publié un communiqué de presse le 6 juin 2005. L'entreprise a envoyé une lettre au Centre de Documentation pour les Affaires et les Droits de l'Homme niant toute responsabilité dans l'affaire et faisant état de manque de lien d'investissements. Le NCP canadien a maintenu contact avec les deux parties par des lettres, mais une réunion tête à tête n'a pas encore eu lieu.

Cas	**BAE, Airbus et Rolls Royce Export Credit.**		
Entreprise(s)	BAE Systems (Royaume Uni), Airbus (France) et Rolls Royce (Royaume Uni).		
Plaignant	Corner House (Royaume Uni)		
Date de dépôt	avril 2005	*Etat actuel*	En cours
PCN(s) concerné(s)	Celui du Royaume Uni, en collaboration avec le PNC français par rapport à Airbus.		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre VI, paragraphe 2.		
Etat de question			
Le plaignant prétend que le refus des trois entreprises concernées d'offrir des détails sur leurs agents et sur la commission par agent au Département du Gouvernement du Royaume Uni pour les Garanties à l'Exportation représente une violation des dispositions des Principes directeurs.			
Développements/Résultats			
En mai 2005 le PCN a accepté la plainte et l'a adressée aux entreprises concernées pour commentaire.			

Cas	**Electricité de France et le barrage Nam Theun 2, au Laos**		
Entreprise(s)	Electricité de France		
Plaignant(s)	Proyecto Gato, Amis de la Terre (France), Mouvement Mondial des Forêts Humides, Entreprise Finlandaise Asiatique, CRBM Réseaux des Fleuves Internationaux, Mékong Watch		
Date de dépôt	novembre 2004	*Etat actuel*	Clos/contesté
PCN concerné	France		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre II, paragraphe 2 ; Chapitre V, paragraphe 1a, 2a, 2b et 3 ; Chapitre IX paragraphes 1b et 2.		
Etat de question			
Electricité de France est le principal actionnaire de Nam Theun 2 (projet de station hydroélectrique au Laos). Bien que le début des travaux soit prévu pour mai 2005, les principales bases de données ne sont pas encore disponibles, beaucoup d'études ne sont pas encore achevées et la plupart des études menées ne sont pas mises à la disposition du public. Il existe des inquiétudes par rapport aux impacts négatifs sociaux et environnementaux de ce projet, y compris les impacts néfastes sur la biodiversité. De plus, le projet aura des impacts majeurs sur la vie des villageois.			
Développements/Résultats			
La plainte fut acceptée le 14 Février 2005. En avril 2005, le PCN Français a émis une déclaration dans laquelle il était dit que EDF n'avait pas violé les dispositions des Principes directeurs. L'EDF a même pris des engagements pour aller au-delà de ces Principes directeurs. Les ONG soutiennent que le PCN n'a pas réussi à traiter sérieusement leur plainte conformément aux règles de l'OCDE. Les ONG ont envoyé une lettre de plainte relative à la conduite du PCN Français à l'endroit du Comité pour les Investissements. La demande des ONG en vue d'une reprise de l'affaire a été rejetée.			

Cas	**Travail des enfants à la chaîne d'approvisionnement de Bayer en Inde**		
Entreprise(s)	Bayer		
Plaignant(s)	GermanWatch, Coalition Contre les Dangers de Bayer, Marché Mondial contre le Travail des Enfants.		
Date de dépôt	11 Octobre, 2004	*Etat actuel*	En cours
PCN concerné	Allemagne		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre II, paragraphe 10 ; Chapitre IV, Paragraphe 18.		
Etat de question			
La violation du chapitre des Principes directeurs, relatif à l'emploi et aux relations professionnelles, est reprochée à un fournisseur de Bayer en Inde qui ferait usage du travail des enfants.			
Développements/Résultats			
Le 26 Octobre 2004, Bayer a répondu à la plainte de l'ONG dans une lettre adressée au PCN. Bayer déclare qu'elle a fait de son mieux pour traiter la question du travail des enfants et que la plainte est sans fondement. En décembre 2004, les ONG répliquait aux commentaires de Bayer dans une lettre envoyée au PCN. En janvier 2005, dans une lettre supplémentaire adressée au PCN, Bayer a de nouveau rejeté la plainte des ONG. Après réception des commentaires complets par les deux parties, le PCN allemand a convié toutes les parties concernées à une réunion. Malheureusement, Bayer a fait objection à la participation d'une des ONG intervenantes et a refusé l'offre. Néanmoins, Bayer a dit au PCN qu'elle avait déjà pris des mesures constructives et concrètes pour résoudre le problème posé.			

Cas	**Complicité de trois entreprises américaines alimentant le conflit en République du Congo**		
Entreprise(s)	Cabot Corporation, Trinitech Holdings/Eagle Wings Resources International, OM Group Inc (Etats-Unis)		
Plaignant(s)	Amis de la Terre Etats-Unis et RAID (Royaume Uni).		
Date de dépôt	4 août, 2004	*Etat actuel*	Bloqué
PCN concerné	Etats-Unis		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre I, paragraphe 1 ; Chapitre II, paragraphes1, 2, 5 et 9 ; Chapitre III, paragraphes 1, 2 et 5a ; Chapitre IV, paragraphes 1c, 4a et 4b; Chapitre V, paragraphes 2a, 3, 4, 5 et 7 ; Chapitre IX, paragraphes 1 et 2 ; Chapitre X.		
Etat de question			
Dans son rapport d'octobre 2002 (S/2002/1146), le Groupe d'experts déclare entre autres que 85 entreprises actives en RDC n'avaient pas respecté les Principes directeurs de l'OCDE. Le groupe d'experts accuse des douzaines des sociétés de contribuer à prolonger la guerre au Congo. Mais dans son rapport final d'octobre 2003, le groupe d'experts n'exige aucune recherche supplémentaire dans les activités des entreprises des Etats-Unis. Le Groupe d'experts a établi sans ambiguïté dans son rapport final que « la résolution ne doit pas être vue comme invalidant les conclusions précédentes du Groupe d'experts portant sur les activités de ces acteurs. » Une plainte a été soumise en août 2004, parce que les PNC des Etats-Unis n'avaient pas évalué si les compagnies avaient violé les Principes directeurs. La plainte a également fourni de nouvelles informations sur les activités des sociétés au PNC des Etats-Unis. Dans le cas du groupe OM, la plainte a soulevé un nouvel ensemble de questions au sujet du projet de la Compagnie Big Hill. **La Cabot Corporation**, basé à Boston, un des plus grands raffineurs du monde de coltan, a été énuméré en annexe III du rapport d'octobre 2002 du groupe d'experts des Nations Unies. Cabot nie avoir reçu sciemment 'tous les matériaux du Congo de manière illégale'. Un rapport du Sénat Belge laissait entendre que Eagle Wings Resources International a signé un contrat à long terme en vue d'approvisionner Cabot en coltan.			

Trinitech Holdings/Eagle Wings Resources International. Trinitech Holdings est la société des entreprises de Holding, basées à Ohio : Eagle Wings Resources LLC et Trinitech International. Eagle Wings International (EWRI) est une société mixte de l'entreprise Néerlandaise Chimie Pharmacie Holland BV (CPH) et de Trinitech Holdings. Le groupe d'experts a laissé entendre que EWRI a reçu un accès privilégié aux sites de coltan et aux travaux forcés du fait de son étroite collaboration avec les militaires Ruandais.

Groupe OM - L'entreprise commune basée à Ohio OM avec un ressortissant belge, Georges Forrest, *Groupement pour le Traitement des Scories du Terril de Lubumbashi Ltd* (GTL) est accusé par le groupe d'experts d'avoir délibérément ignoré les accords techniques qui prévoient la construction de deux raffineries électriques et d'un convertisseur pour le traitement du germanium en République Démocratique du Congo à partir du projet « Big Hill ». Au contraire, le minerai de la mine, à moitié traité, a été envoyé à l'installation de traitement du Groupe OM en Finlande, volant de ce fait des millions de dollars à l'entreprise minière étatique, Gecamines. La question est de savoir si la structure de l'entreprise était destinée à refuser à Gecamines les avantages des futures ventes de minéraux avec un potentiel commercial significatif à un moment où le pays était en guerre et où il n'y avait aucun gouvernement ou ministère chargé de l'exploitation minière en place pour protéger les intérêts de Gecamines et, par extension, du peuple congolais en général.

Indépendamment des allégations du groupe concernant le projet Big Hill, un rapport de la Banque Mondiale sur l'environnement a exprimé des soucis par rapport à l'exploitation des minéraux radioactifs à partir des concessions de Gecamines, telle que la mine d'uranium de Shinkolobwe. Des preuves indiquent que *la Société pour le Traitement des scories du Terril de Lubumbashi* (STL) - une entreprise créée par GTL en 1997- a traité des minéraux radioactifs pour obtenir du cobalt à l'usine de l'entreprise é Lubumbashi, sise près d'un hôpital.
Le Sénat belge a conclu que la pollution de l'air et de l'eau ne serait pas à exclure. La question est de savoir si les mesures en place au sein de l'usine du Groupe OM à Lubumbashi étaient suffisantes pour protéger la main d'œuvre et si la population locale était exposée aux hauts risques de pollution inacceptables provenant des opérations de l'usine.

Développements/Résultats

La plainte contre les entreprises américaines n'a pas été formellement rejetée, mais le PCN américain n'a aucune intention de l'admettre. Le PCN américain a réagi par écrit à la plainte formulée indiquant qu'il chercherait davantage d'informations auprès des Nations Unies. Lors d'une réunion tenue le 15 février 2005, le PCN américain a proposé de faciliter un processus informel avec les entreprises américaines. Il est important de noter que le PCN a déclaré que « le centre d'intérêt réel des Principes directeurs n'est pas de mettre l'accent sur les comportements passés, mais d'essayer d'améliorer le comportement futur. Nous ne pouvons pas juger et conclure si les entreprises accomplissent leurs obligations selon les Principes directeurs. Les jugements concernent les comportements passés et se traduisent par dire 'vous avez fait quelque chose de mal' ».

Cas	**Cas de RAID relatifs au rôle d'entreprises du Royaume Uni dans le conflit dans la République Démocratique du Congo.**		
Entreprise(s)	Oryx, Avient, Das Air, Tremalt/Bredendkamp, Alex Stewart (Assayers) Ltd and Ridgepoint		
Plaignant(s)	RAID (Royaume Uni)		
Date de dépôt	28 juin 2004	***Etat actuel***	Avient: conclu mais contesté. Oryx: conclu mais contesté. DAS Air: encours. Autres: bloqués
PCN concerné	Royaume Uni		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitres II, paragraphes 1, 2, 10 et 11, Chapitre III, paragraphes 3, 4a, 4b, 4c, 4d, 4e, 4f et 4g Chapitre VI, paragraphe 1c, Chapitre V, paragraphes 6a, 6b, 6c et 6d, Chapitre VI, paragraphes. 0, 1 et 5, Chapitre IX paragraphe 1.		
Etat de question			
Violations présumées de la part d'entreprises fonctionnant dans la République Démocratique de Congo en ce qui concerne la divulgation, l'emploi, les relations industrielles, l'environnement, la corruption et la non-concurrence.			

Développements/Résultats
Le 08 septembre 2004, le PCN américain a fait une déclaration délicate relative au cas d'Avient acceptant l'affirmation d'Avient Ltd. selon laquelle ils travaillent selon un arrangement contractuel avec les gouvernements officiellement reconnus dans la zone. Le PCN a également déclaré que « dans l'avenir, Avient Ltd devrait examiner minutieusement les recommandations des Principes directeurs et en particulier, mais pas exclusivement, le chapitre 2, avant d'entrer en contact avec les Gouvernements et les entreprises dans la zone ». RAID ayant été accepté d'être plaignante, n'était pas incluse dans le processus. Des procédures spéciales ont été adoptées lesquelles n'ont pas tenu compte du processus. Les recommandations du PCN soulignent simplement l'existence de quelques dispositions des Principes directeurs mais n'indiquent pas de mesures spécifiques à prendre par une entreprise pour réparer les violations. RAID pouvait présenter ses observations sur le projet de Rapport - c'était la seule partie du processus dans laquelle les procédures ont été suivies. Néanmoins, le Rapport final est fortement insuffisant et n'incorpore pas les corrections de RAID. En juillet 2004, le PCN a accepté la plainte contre DAS Air, mais RAID n'a pas été inclus dans le processus des négociations pendant une année. RAID a été admis de nouveau en mai 2005, et attend présentement la réponse de DAS Air. Les cas contre Tremalt/Bredendkamp, Alex Stewart (Assayers) Ltd. et Ridgepoint ont été bloqués par le PCN du Royaume Uni. Le PCN prétend que ces cas ont été résolus par le groupe d'experts de l'ONU et ne peuvent être « repris ».

Cas	**Financement des Oléoducs BTC par des Banques Belges.**		
Entreprise(s)	KBC, ING, Dexia		
Plaignant(s)	Projets Gato		
Date de dépôt	9 mai 2004	*Etat actuel*	En cours
PCN concerné	Belgique, Royaume Uni		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre I, Paragraphe 7; Chapitre II, Paragraphe 1; Chapitre V, Paragraphes 1a et 1c.		
Etat de question			
Le cas concerne le rapport financier de KBC, ING et Dexia pour le projet BTC. Les banques ont appuyé un consortium qui cherchait la dispense fiscale et législative et exerçait une influence exagérée sur les gouvernements dans l'installation d'oléoduc en Georgie, en Turquie et au Azerbaïdjan (projet BTC).			
Développements/Résultats			
Le PCN belge a déclaré la plainte éligible, mais puisque BP est l'acteur principal du projet BTC, le PCN du Royaume Uni prend la tête dans la procédure.			

Cas	**Projet de barrage Houay Ho au Laos**		
Entreprise(s)	Tractebel, Houay Ho Power Limited		
Plaignant(s)	Projet Gato		
Date de dépôt	15 avril 2004	*Etat actuel*	En cours
PCN concerné	Belgique		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre II, Paragraphes 1 et 2 ; Chapitre III, Paragraphe 1 ; Chapitre V, Paragraphe 1c.		

Etat de question
Le cas est relatif à la re-installation du peuple par le projet de barrage Electrique de Houay Ho. En outre, le projet fonctionne à perte pour le gouvernement, et la divulgation de documents n'a pas été suffisante.
Développements/Résultats
Une rencontre initiale a été tenue avec le PCN, le 11 juin. Le 29 octobre 2004, le PCN belge a tenu une réunion avec le Projet Gato et Tractebel. Tractebel a rejeté les allégations du Projet Gato. Une deuxième rencontre s'est tenue en février 2005. Tractebel a refusé de dévoiler au plaignant tout document qu'il avait fourni au PCN, y compris le Environmental Investigation Agency (EIA), et une copie de sa présentation au PCN. En mai 2005, le PCN a envoyé un projet de communiqué de presse aux deux parties afin qu'elles soumettent leurs commentaires dans un délai de 4 jours. Puisque les parties ne sont pas parvenues à un accord, le communiqué de presse, qui sera rendu public en juin 2005, contient uniquement les résultats et conclusions personnels du PCN.

Cas	**Pratiques anti-syndicalistes de Toyota dans les Philippines**		
Entreprise(s)	Toyota		
Plaignant(s)	Yokohama Action Research, Protest Toyota Campaign, Toyota Motor Philippines Corporation Workers' Association (TMPCWA)		
Date de dépôt	4 mars 2004	*Etat actuel*	En cours
PCN concerné	Japon		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre II, Paragraphe 2 ; Chapitre IV, Paragraphes 1a, 6, 7 et 8		
Etat de question			
Toyota Motor Corporation Philippines (TMCP) refuse de reconnaître l'existence d'un syndicat indépendant, le TMPCWA. L'entreprise retient le droit d'association et de négociation collective des travailleurs. Elle réprime et harcèle aussi les syndicalistes ; 227 parmi eux ont été licenciés de façon illégale.			
Développements/Résultats			
Plus de 8 mois après le dépôt de la plainte, le PCN japonais a finalement répondu à travers une lettre, datée du 13 décembre 2004, déclarant qu'il ne prendrait aucune mesure relative à l'affaire jusqu'à ce qu'une affaire liée à une cour d'Appel aux Philippines soit résolue. Dans une lettre, en date du 16 décembre 2004, les plaignants ont exprimé leur déception face à la (non)gestion de l'affaire par le PCN. Le Protest Toyota Campaign a rencontré le PCN le 14 février 2005. Seuls les Ministères des Affaires Etrangères et du Travail étaient présents à la rencontre. Le ministère de l'Economie n'était pas présent ni invité, ni les représentants de Toyota. Le PCN maintenait qu'il ne prendrait aucune mesure ou n'œuvrerait pas dans le sens de la résolution au Japon jusqu'à ce que le procès à la cour aux Philippines soit finalisé. Le Protest Toyota Campaign a rencontré le département PR de Toyota à trois reprises en dehors du forum du PCN au Siège Social de Toyota à Tokyo, mais il n'y a pas eu de progrès en ce qui concerne les questions ici soulevées.			

Cas	**Quatre cas belges concernant l'exploitation illégale alléguée de ressources naturelles dans la République Démocratique du Congo.**		
Entreprise(s)	Forrest George International SA ; Belgolaise; Cogecom; Nami Gems		
Plaignant(s)	11.11.11, Broederlijk Delen, Advocaten zonder Grenzen (sous réserve), Attac Vlaanderen, CADTM, Cetri, FIDH (sous réserve), Greenpeace, Gresea, KBA-FONCABA, Oxfam Solidariteit, Pax Christi, Proyecto Gato, RAID, Volens		
Date de dépôt	24 novembre 2004	*Etat actuel*	En cours
PCN concerné	Belgique		

Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Quelques des stipulations suivantes formulent les allégations contre ces entreprises : Chapitre II, paragraphes 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 11. Chapitre III, paragraphes 1, 2, 4a, 4c, 4d, 4g, 5a, 5b et 5c. Chapitre IV, paragraphe 4b. Chapitre V, paragraphes 1a, 1b, 1c, 2b, 3, et 7. Chapitre IX, paragraphe 2.

Etat de question

La Forrest George Internationale SA est alléguée avoir tiré bénéfice de nouveaux arrangements contractuels avec Gecamines alors que George Forrest était Président de Gecamines et du Groupe d'Entreprises Forrest. Le groupe Forrest ne révèle pas d'information opportune, régulière, fiable et appropriée concernant les activités de ses sociétés, leur structure, leur situation financière et rendement; et elle n'édite pas non plus des rapports concernant leur rendement environnemental et social.

Selon le groupe d'experts des Nations Unis, les comptes - tenus par une Banque Belge - d'une entreprise d'exploitation de diamants appartenant à l'Etat Congolais, nommée MIBA, ont été employés prétendument pour virer des fonds sur ceux de fonctionnaires haut placés du gouvernement pour leur avantage personnel ou pour l'achat d'armes.

Cogecom a importé du coltan et des cassitérites provenant de la République Démocratique du Congo vers la Belgique par le Rwanda. Le sénat belge a déclaré qu'une analyse des transactions et des mouvements du capital semblent confirmer la participation directe de Cogecom dans le financement du mouvement rebelle de RCD-Goma.

Selon le groupe d'experts des Nations-Unies, l'entreprise Nami Gems a prétendument collaboré avec la Société Victoria, une compagnie dirigée par un réseau d'élites Ougandais. Une commission d'enquête juridique Ougandais a estimé que la Nami Gems est également impliquée dans la contrebande des diamants en provenance de la République Démocratique du Congo Nord contrôlée par des étrangers et des rebelles.

Développements/Résultats

Seule la plainte au sujet de la Forrest George Internationale SA se poursuit actuellement. Les autres cas sont en instance.

Cas	**Tarifs déloyaux allégués de National Grid Transco's en Zambie**		
Entreprise(s)	National Grid Transco, Copperbelt Energy Corporation plc		
Plaignant(s)	Citizens for a Better Environment (CBE en Zambie)		
Date de dépôt	25 juillet 2003	***Etat actuel***	Conclu [juillet 2005]
PCN concerné	Royaume Uni		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre II, paragraphe 5; Chapitre IV, paragraphe 6; Chapitre VI, paragraphe 1; Chapitre VII, paragraphe 4; Chapitre IX, paragraphes 1a, 1d, 2 et 3; Chapitre X.		

Etat de question

Les préoccupations de cette affaire concernent les concessions obtenues qui désavantagent les intérêts du consommateur local en ce qui concerne les tarifs; la concurrence inhibée; la base fiscale nationale improprement étouffée et l'inhibition de relations d'emploi et industrielles justes.

Développements/Résultats

La NGT a répondu à la plainte en envoyant une lettre au PCN le 14 novembre 2003 pour proposer son engagement. Toutefois, le problème a pris de l'ampleur au bout d'une année, car le PCN insistait à ce que le CBE fournisse plus d'informations sur certains aspects de la plainte. National Grid tient à classer l'affaire et critique l'inaction du PCN. En avril 2005, le PCN, avait écrit au CBE menaçant de la classer. CBE répliqua en défiant l'impartialité de cette action. Le CBE a demandé un soutien afin d'avoir la documentation supplémentaire auprès du comité parlementaire zambien chargé de l'énergie. Le CBE comparaîtra devant le comité le 15 juin 2005. Le CBE affirme au PCN que la Zambie ne dispose pas de loi sur la liberté d'information pour obliger les responsables du gouvernement à diffuser les informations dans un délai précis. Dans ces circonstances, étant donné que le PCN lui-même réclamait que davantage d'informations soit obtenue par le plaignant avant de procéder avec les cas, il semblerait peu raisonnable de la part du PCN de classer l'affaire « en vue d'exiger des poursuites ». En Juillet 2005, le CPN concluait l'affaire.

Cas	**Rôle du BP dans le Projet d'Oléoduc de Baku-Tbilisi-Ceuhan**		
Entreprise(s)	BP and BTC consortium partners		
Plaignant(s)	Amis de la Terre-Royaume Unis, Amis de la Terre Etats-Unis, Amis de la Terre-France, Amis de la Terre-Hollande, Amis de la Terre-Allemagne, Corner House, Campagna per la Riforma della Banca Mondiale, FERN, Platform, Urgewald, WEED, GermanWatch, BUND		
Date de dépôt	29 avril 2003	*Etat actuel*	En cours
PCN concerné	Royaume Uni		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre I, paragraphe 7; Chapitre II, paragraphe 5; Chapitre III, paragraphe 1; Chapitre V, paragraphes 1, 2a, 2b et 4.		

Etat de la question

Le cas concerne le BP et ses Partenaires Consortium au sein du projet oléoduc, BTC cherchant la dispense fiscale et législative et influençant les gouvernements de façon peu justifiée dans la construction de l'oléoduc en Georgie et en Turquie.

Développements/Résultats

Le plaignant fut déclaré éligible par le PCN du Royaume Uni en août 2003. En mars 2004, presque un an après le dépôt de la plainte, le BP a répondu à la plainte en affirmant qu'il pensait que le projet était conforme aux Principes directeurs de l'OCDE. Le fait qu'un programme de financement ait été approuvé, qui fait du gouvernement du Royaume Uni une partie prenante du BTC, a conduit les ONG à douter de l'impartialité du PCN. Le retard du PCN dans le traitement du cas faisait également partie de leur préoccupation.
Le 24 octobre 2004, les ONG ont envoyé une lettre au PCN pour exprimer leur préoccupation face à la déclaration de l'ECGD selon laquelle le projet du BTC s'est conformé aux Principes directeurs de l'OCDE et sa décision d'appuyer le projet. Le PCN a fait une proposition afin de faciliter le dialogue entre les parties. Malgré la durée de temps qui s'ensuivait, le PCN n'a pas suivi les procédures convenues, ni fourni une analyse initiale de la plainte. Les ONG ont demandé au PCN de faire cette analyse avant de rencontrer l'entreprise. Le PCN projette d'entreprendre une visite aux trois pays BTC pour recherche de renseignements.

Cas	**Les activités d'exploitation minière d'Anglo-Américain en Zambie**		
Entreprise(s)	Anglo American plc, Congola Copper Mines		
Plaignant(s)	RAID, Citizens for a Better Environment (Zambie), Afronet (Zambie)		
Date de dépôt	27 février 2002	*Etat actuel*	En cours
PCN concerné	Royaume Uni		
Chapitre(s) et paragraphe(s) des Principes directeurs	Chapitre II, Paragraphe 1, 2 ; Chapitre III, Paragraphe 2 ; Chapitre V, Préambule et Paragraphe 2b ; Chapitre IX, Paragraphes 1 et 3.		

Etat de question

Ce cas concerne une conduite injuste pendant la privatisation des mines de cuivre au Zambie, les ZCCM.
Les sujets de préoccupation principaux détaillés dans la soumission incluent :

- Manipulation du régime de privatisation;
- Pratiques anti-compétitives pendant les négociations ;
- Ajournement d'allègements de taxes fiscales ;
- Retrait de dispositions sociales ;
- Déréglementation environnementale ;
- Révélation et responsabilité insatisfaisantes.

Début 2002, le PLC Anglo Américain s'est retiré de Zambie afin de concentrer ses investissements en Amérique Latine.

Développements/Résultats

Environ une année après le dépôt de la plainte, le Department of Trade and Industry (DTI) a refusé de prendre toute mesure relative à l'affaire. Une autre année fut perdue quand l'entre prise a mis en cause la juridiction et le champ d'action des Principes directeurs. La question a dû être référée au Comité d'Investissement qui trancha en faveur de la continuation de l'affaire. Les ONG ont soumis leur dernière réponse à l'entreprise le 10 avril 2005 et sont en attente de la décision sur la manière de procéder, c'est-à-dire: Anglo-American répondra-t-elle par écrit ou acceptera-t-elle d'ouvrir un dialogue afin de résoudre l'affaire ?

Contact

The following members act as the Secretariat for the OECD Watch network:

SOMO - Centre for Research on Multinational Corporations
Joris Oldenziel
Keizersgracht 132, 1015 CW Amsterdam
The Netherlands
Tel: (31) (0)20 6391 291
Fax: (31) (0)20 6391 321
E-mail: j.oldenziel@somo.nl
www.somo.nl

RAID - Rights and Accountability in Development
Patricia Feeney
1 Bladon Close, Oxford OX2 8AD, UK
Tel: (44) 1865 436 245
Fax: (4) 1865 270 721
E-mail: tricia.feeney@ntlworld.com

Germanwatch
Cornelia Heydenreich
Vossstrasse 1, 10117 Berlin
Tel: (49) (0)30 28 88 35 64
Fax: (49) (0)30 28 88 35 61
E-mail: heydenreich@germanwatch.org
www.germanwatch.org

OECD Watch members

Country	Organisation
Argentina	Fundación el Otro
	Fundacion SES
	FARN - Fundación Ambiente y Recursos Naturales
Australia	Brotherhood of St Laurence
Austria	Clean Clothes Campaign Austria
Belgium	GRESEA - Groupe de Recherche pour une Stratégie économique alternative
	Proyecto Gato
	The Quaker Council for European Affairs
Brasil	IBASE - Instituto Brasileiro de Anàlises Sociais e Econômicas
Cameroon	Centre pour l'Environnement et le Développement
Canada	L'Entraide Missionaire
Chili	Centro Ecocéanos
Czech Republic	Environmental Law Service
Democratic Republic of Congo	ASADHO/KATANGA - Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme
	ACIDH - Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains
Ecuador	DECOIN - Defensa y Conservación Ecológica de Intag
France	Association 4D
Germany	Germanwatch
	SÜDWIND – Institut für Ökonomie und Ökumene
	Transparency International
Ghana	WACAM - Wassa Association of Communities Affected by Mining
India	CIVIDEP - Civil Initiatives for Development and Peace
Indonesia	BWI - Business Watch Indonesia
	UCM - Urban Community Mission
Italy	CRBM - Campagna per la Riforma della Banca Mondiale
Mexico	FAT - Frente Auténtico del Trabajo
Norway	Forum for Environment and Development
Pakistan	CBE - Shehri-Citizens for a Better Environment
South Africa	Groundwork
Slovakia	Center for Environmental Public Advocacy
Sweden	ATTAC Group Sweden
Switzerland	Declaration of Bern
The Netherlands	Friends of the Earth Netherlands
	NiZA - Netherlands institute for Southern Africa
	Netherlands Committee for IUCN
	Novib (OXFAM Netherlands)
	EIBE - Nyenrode University
	SOMO - Centre for Research on Multinational Corporations
	FairFood
	IRENE - International Restructuring Education Network Europe
	ANPED - The Northern Alliance for Sustainability
	ICN - India Committee of the Netherlands
United Kingdom	Amnesty International (UK)
	RAID - Rights and Accountability in Development
	Traidcraft Exchange
USA	Friends of the Earth US
Zambia	Land Alliance